MÉMOIRES

DU

GÉNÉRAL DUMOURIEZ,

Ecrits par lui-même.

. . . . . Vitam que impendere vero.

TOME SECOND.

FRANCFORT ET LEIPZIG.

1794.

MÉMOIRES
DU GÉNÉRAL
DUMOURIEZ
Année 1793.

LIVRE SECOND.

CHAPITRE I.

Plan de campagne.

Ce livre contient les détails de la campagne la plus courte, la plus variée, et, peut-être, la plus importante qui ait jamais été faite. Elle a été conçue avec la plus grande rapidité, depuis le 7 Février, exécutée de même, puisqu'elle a été ouverte le 22 de ce mois, et qu'elle a fini le 5 Avril. Elle présente à la méditation des militaires, des prises de villes incroyables, au milieu des inondations, une grande bataille, plusieurs combats, et une retraite qui a étonné même les généraux ennemis, et qui a mérité leur approbation; elle

offre dans ce court efpace de tems les deux genres de guerre, l'offenfive et la défenfive; enfin, elle a décidé en partie le sort de la France, et peut-être, par influence celui de toute l'Europe.

Elle n'eft pas moins intéreffante aux yeux du philofophe, quelle confirmera dans l'opinion que la deftinée des empires dépend souvent des plus petites circonftances, et qu'un homme seul, de plus, ou de moins, peut décider du sort d'une nation entière. L'année précédente, le général Dumouriez, en prennant le commandement de l'armée de la Fayette, avait sauvé la France dans les plaines de la Champagne, et l'avait illuftrée dans celles de la Belgique; parce qu'alors la grandeur du danger avait réuni les efprits autour de lui, et avait forcé la nation à l'écouter, à lui obéïr, et à le seconder. Cette année, les circonftances étaient changées. La nation, ou plutôt ceux qui la gouvernaient, et l'égaraient, énivrés de leur succès, aveuglés par leurs crimes, n'écoutaient plus le général, qui voulait encore les sauver, et du joug de l'ennemi, et de leur propre fureur: il fut mal secondé, mal obéï, contrarié, trahi, sa campagne fut malheureufe,

malgré tous les efforts qu'il fit pour fixer en sa faveur le sort de la guerre; après s'être vu arracher des mains la Hollande, qu'il allait conquérir sous peu de jours; il fit un second plan, la victoire lui fut arrachée par ses propres troupes; au milieu d'une retraite, aussi savante qu'ensanglantée, il fit un troisième projet, qui sauva son armée, et qui empêcha la ruine entière des Pays-Bas; ce projet, qui avait le salut de la France pour but, manqua encore par l'imprudence féroce et orgueilleuse de la Convention nationale, et par la légèreté et l'inconstance de son armée; il fut obligé de l'abandonner, et de se retirer chez des ennemis, qui ne pouvaient s'empêcher de l'estimer.

Dès-lors les Français n'ont plus été les mêmes, une fureur sauvage a succédé dans les troupes à une valeur raisonnée, on n'a plus vu, ni plan dans la conduite de la guerre, ni talent dans l'exécution; on tue, on se fait tuer avec acharnement, mais on ne fait pas la guerre, et elle serait peut-être déjà terminée, si un seul peuple combattait contre la France, et si la combinaison des forces militaires de plusieurs nations, qui l'attaquent à la fois, n'était pas,

peut-être, contrarée souvent par le choc des intérêts politiques, qui font mouvoir chacune d'elles.

Le général Dumourîez venait d'acquérir la funeste certitude, que les forces de l'Angleterre et de la Hollande allaient se joindre à celles des autres ennemis de la France. Si elle eût été gouvernée par des hommes raisonnables, il aurait proposé d'abandonner les Pays-Bas, qu'on ne pouvait plus défendre, et de retirer l'armée derrière les places du département du Nord, en gardant quelque tems les bords de l'Escaut et la citadelle de Namur; mais une proposition aussi raisonnable eût été regardée comme une lâcheté, ou une trahison, et elle eût couté la tête au général.

Si d'ailleurs elle eut été acceptée, elle l'eut mis sous la puissance des tyrans féroces, qu'il avait le projet d'opprimer un jour, pour sauver la France. S'il y rentrait avec son armée, suivi par l'ennemi, et ayant l'air de fuir, il perdait auprès d'elle toute sa considération, qu'il ne pouvait conserver que par de grands succès, elle eût été bien vîte influencée par les Jacobins de Paris, que cette retraite eut renforcé de soixante et dix mille hommes. Il

ne pouvait donc se tirer de la position déses-pérée dans laquelle il se trouvait, que par les projets les plus audacieux. Sa réputation et la célérité de son attaque, pouvaient seules suppléer à tout ce qui manquait à son armée. Armes, habillements, chevaux, vivres, argent, tout était en Hollande, il fallait aller l'y chercher. Il fit donc le projet de conquérir sur le champ la Hollande. Voici son plan et ses moyens.

Les réfugiés Hollandais avaient assemblé un petit comité révolutionnaire à Anvers, où était aussi la légion Batave. Ils avaient plus de zèle que de lumières, et quoiqu'ils dépensassent beaucoup d'argent pour entretenir des correspondances avec les diverses provinces de leur république, les renseignemens que le général recevait par eux étaient très-médiocres, surtout pour la partie militaire. Il jugea seulement, d'après tout ce qu'il put tirer d'eux, que leur parti était très-considérable, surtout à Amsterdam, à Harlem, à Dordrecht, ou Dort et en Zélande. Il reprit la proposition, qu'ils lui avaient faite à Paris, de faire une irruption en Zélande, il l'examina avec eux, et il eut l'air de s'y attacher, pour mieux couvrir

un dessein plus hardi, et qui était plus aisé, parce qu'il paraissait plus impratiquable; il ne confia ce projet qu'à Mrs. Koch et de Niss, qu'il jugea dignes de toute sa confiance, et qui par leur zèle, leur probité, leur grandeur d'ame, et leur civisme, auraient mérité d'être les libérateurs de leur patrie.

Voici d'abord le projet de la Zélande. Le comité Hollandais avait appris que le Stathouder avait fait le projet de faire fortifier l'isle de Walkeren, pour s'y retirer avec les Etats et tous les membres du gouvernement, en cas que les Français fissent une incursion dans la Hollande, et que les peuples, dont il se méfiait, se joignissent à eux. Le comité Batave proposait qu'on fit partir d'Anvers quelques mille hommes, qui se seraient glissés dans le Zuid-Beveland, d'isles en isles, et de-là, dans celle de Walkeren, où il y avait à prendre Middelbourg et Flessingue. C'était par Sandvliet qu'on devait, après avoir traversé les canaux de l'Escaut, passer sur les bas-fonds de l'isle de Zuid-Beveland. Il fallait ensuite traverser un bras de mer, qui se trouve entre Zuid-Beveland et Walkeren; arrivé dans cette dernière isle, il n'y avait encore rien de

fait, si les habitans ne se déclaraient pas, ne se joignaient pas à leurs libérateurs, et ne désarmaient pas sur le champ la garnison de ces deux places, qui, à la vérité, ne composaient pas plus de douze à quinze cents hommes de troupes peu aguerries. Mais pour peu qu'il y eût du retard, l'isle pouvait recevoir un secours au double plus considérable que les assaillans, en ce cas, non-seulement, l'entreprise était échouée, mais le détachement Français eût été perdu sans réssource, sa retraite eût été impossible, plusieurs frégates Anglaises stationnaient déjà à Flessingue, et les Hollandais avaient sous l'isle de Batz, dans l'Escaut, à une lieue au-dessous de Lillo, une flottille, qui aurait sur le champ coupé au détachement Français toute communication avec la terre-ferme de Flandre.

Il fallait pour cette expédition une rapidité et une précision que le général ne pouvait attendre ni de ses troupes, ni des Hollandais révolutionnaires; il n'avait pas un seul officier géneral à qui il put confier l'exécution d'une entreprise aussi dangereuse; il ne pouvait pas abandonner son commandement général pour s'en charger lui-même. S'il avait abondé dans

le sens des Hollandais, il eût certainement échoué; ce mauvais début de la campagne, avec des troupes peu nombreuses et toutes neuves, eût achevé de ruiner son armée, qui, comme on le verra, souffrait déjà beaucoup de son absence, et a été peu de tems après battue, consternée et débandée sur la Roër et la Meuse.

Si par le plus grand hazard du monde, et contre toute probabilité il eût réussi, cette expédition, quoique brillante, ne lui eût servi à rien, il eût perdu cinq à six mille hommes, qui se fussent trouvés séparés de lui par un bras de mer, ayant entre d'eux toutes les places de la Flandre Hollandaise, et il ne lui serait pas resté assez de troupes pour exécuter aucune autre entreprise.

Cependant, pour mieux cacher son véritable projet, il fit semblant d'adopter ce plan d'attaque, et il fit quelques dispositions qui pouvaient faire croire qu'il s'occupait de son exécution. Il avait à Anvers la petite flottille du capitaine Moultson, officier Américain au service de la France, qui avait aidé à la prise de la citadelle d'Anvers; elle était composée de l'*Ariel*, de 24 canons, d'un bricq de 14,

et de trois chaloupes canonnières portant du calibre de 24 livres, la quatrième ayant échoué, et étant hors d'état de servir. Il fit préparer ces bâtimens, et leur donna ordre d'aller mouiller sous le fort Lillo. Il ordonna qu'on construisît sur chaque canonnière un fourneau pour faire rougir les boulets ; il ordonna le ravitaillement et l'armement des deux forts de Lillo et de Liefkenshoeck, et de la citadelle d'Anvers. Il fit rassembler à Anvers tous les bâtimens Hollandais arrêtés, lors de la déclaration de la guerre, dans les canaux de l'Escaut, pour les faire armer en brulôts. Il eût l'air de vouloir tenter de mettre le feu à la flottille Hollandaise, mouillée sous le fort de Batz, et de vouloir emporter de vive force ce fort, armé de 40 canons. Cette flottille se retira d'abord à Ramekens; enfin, toutes ses vues pendant plusieurs jours, semblèrent indiquer la Zélande, dont il laissa soupçonner que l'invasion aurait lieu à l'ouverture de la campagne.

Cependant, il s'occupa tout entier de son projet, qui était très-simple, mais qui n'ayant jamais été tenté, devait paraître impraticable; c'était d'avancer avec le corps d'armée qu'il rassemblait sur le Mordyck, en masquant les pla-

ces de Bréda et Gertruydenberg sur sa droite, de Bergen-op-Zoom, Steenberg, Klundert et Williamſtadt sur sa gauche, et de tenter le paſſage de ce bras de mer, qui eſt d'à-peu-près deux lieues, pour arriver à Dort, où une fois débarqué, il se trouverait dans le cœur de la Hollande, et ne pourrait plus rencontrer d'obſtacles, en marchant par Rotterdam, Delft, La Haye, Leyde et Harlem, jusqu'a Amſterdam. Il prenait alors à revers toutes les défenſes de la Hollande, pendant que le général Miranda, avec une partie de la grande armée, aurait masqué et bombardé Maeſtricht et Venloo, et dès qu'il aurait sçu le général Dumouriez abordé à Dort, aurait laiſſé continuer le siège de Maeſtricht, par le général Valence, et aurait marché avec vingt-cinq mille hommes sur Nimégue, où le général Dumouriez l'aurait joint par Utrecht. Ce plan de campagne, exécuté avec rapidité, devait rencontrer très-peu d'obſtacles, parce que le Stathouder n'avait, ni une armée raſſemblée, ni un plan de défenſe arrêté, et parce que de tous les projets auxquels il pouvait avoir à s'oppoſer, celui ci était le moins préſumable, car c'était, pour ainſi dire, faire

paſſer une armée *par le trou d'une aiguille*.

En cas de réuſſite, Dumouriez avait le projet, dès qu'il serait maître de la Hollande, de renvoyer dans les Pays-Bas, tous les bataillons de volontaires nationnaux; de s'environner de troupes de ligne, et de ses généraux les plus affidés, de faire donner par les Etats-Généraux les ordres pour faire rendre toutes les places; de ne laiſſer faire dans le gouvernement que les changemens les plus indispenſables; de diſsoudre le comité révolutionnaire Hollandais, à qui il annonça d'avance, qu'en cas de réuſſite, chacun d'eux, en suppoſant qu'il eût la confiance de ses concitoyens, entrerait dans les places d'adminiſtration de la province dont il était; de préſerver la république Batave des commiſſaires de la Convention et du Jacobinisme; d'armer sur le champ à Rotterdam, en Zélande et dans le Texel une flotte, pour s'aſſurer des poſſeſſions de l'Inde et en renforcer les garniſons; d'annoncer aux Anglais une neutralité parfaite; de placer dans les pays de Zutphen et dans la Gueldre Hollandaiſe une armée d'obſervation de trente mille hommes, de donner de l'argent et des armes pour mettre sur pied trente mille hommes du pays

d'Anvers, des deux Flandres et de la Campine, sur lesquels il pouvait compter; de restreindre l'armée Françaiſe dans le pays de Liège; d'annuller dans toute la Belgique le décret du 15 Décembre; d'offrir aux peuples de s'aſſembler comme ils voudraient à Aloſt, ou Anvers, ou Gand, pour se donner une forme solide de gouvernement, telle qu'elle leur conviendrait; alors de raſſembler un certain nombre de bataillons Belges, à 800 hommes chacun, qu'il comptait porter à quarante mille hommes, d'y joindre de la cavalerie, de propoſer aux Impériaux une ſuſpenſion d'armes; s'ils la refuſaient, il comptait avec plus de cent cinquante mille hommes les chasser au-delà du Rhin; s'ils l'acceptaient, il avait plus de tems et de moyens pour exécuter le reſte de son projet, qui était, ou de former une république des dix-sept, provinces, ſi cela convenait aux deux peuples, ou d'établir une alliance offenſive et défenſive entre les deux républiques Belge et Batave, ſi la réuunion ne leur convenait pas, de former entr'elles deux, une armée de quatre-vingt mille hommes jusqu'à la fin de la guerre; de propoſer à la France de s'allier avec elles, mais à condition qu'elle

reprendait la Conſtitution de 1789, pour faire ceſſer son anarchie, et en cas de refus, de marcher sur Paris avec les troupes de ligne Françaiſes et quarante mille Belges et Bataves, pour diſſoudre la Convention, et anéantir le Jacobinisme.

Tel eſt le projet, qui n'a été connu que de quatre perſonnes, qui paraîtra au lecteur une chimère, qui cependant a penſé réuſſir, et qui d'après la diſpoſition des eſprits, et d'après tous les calculs de l'art était immanquable, si les événemens les plus funeſtes, entièrement étrangers aux diſpoſitions et à la conduite du général, n'avaient pas rompu toutes ses mesures, et ne l'avaient pas forcé de renoncer à ses eſpérances pour aller réparer les fautes de ses lieutenans, et sauver la grande armée, qui était sur le point d'être entièrement perdue. Ce projet, s'il eût réuſſi, eût terminé la guerre et sauvé la France.

CHAPITRE II.

Formation de l'armée. Ordres à la grande armée. Conseils au ministre de la guerre. Thouvenot et Petit-Jean à Anvers. Ordres pour la levée des bataillons Belges. Valence à Anvers. Emprunt. Manifeste.

Le plan une fois conçu, pour l'exécuter il fallait tout créer. Il n'y avait à Anvers que deux faibles bataillons de gendarmerie nationale, d'environ 350 hommes chacun, la troupe la plus indisciplinée, la plus déteſtable pour la guerre, la plus dangereuſe pour les généraux et pour les citoyens paiſibles, qui ait jamais exiſté. Ces féroces Janniſſaires avaient chacun 40 sols par jour, en argent, sans retenue, ils nommaient eux-mêmes leurs officiers, et commettaient tous les crimes. Le général en les paſſant en revue, leur annonça très-sévèrement que s'ils continuaient à se permettre les désordres dont on les accuſait, ou la moindre mutinerie, il les renverrait sur le champ en France. Cette gendarmerie était compoſée des ancienens gardes-Françaiſes. Il y avait

en outre 150 hommes du vingtième régiment de cavalerie, et trois bataillons de gardes nationales, avec la légion Batave d'environ 2000 hommes, dont 200 à cheval. Une douzaine de bataillons de gardes nationales, nouvellement levés, la plupart sans fusils, sans gibernes et sans souliers, étaient cantonnés dans les villes et villages de la West-Flandre, et ne s'attendaient à entrer en campagne qu'au mois de Mai.

Il n'y avait pas une pièce de canon de siège. pas un obusier, point de magasins, point d'argent, point de commissaire des guerres, ni commis d'aucune espèce. Il n'y avait cependant pas de tems à perdre. La précipitation avec laquelle la Convention Nationale avait déclaré la guerre le premier Février, avertissait les Hollandais, qui préparaient leur défensive; pour peu que le général ne les prévint pas par la plus étonnante célérité, l'attaque devenait impossible; s'ils avaient mis la même rapidité que lui dans leurs préparatifs, il eût certainement échoué.

Le général Miranda était resté pendant l'hyver à la tête de l'armée du Nord. Ce général était né au Pérou, homme d'esprit et très-instruit, sachant la guerre par théorie mieux qu'au-

cun des autres généraux de l'armée, mais ne l'ayant pas pratiquée; son amitié intime avec Péthion l'avait fait entrer au service l'année précédente comme maréchal de camp, il était venu joindre le général Dumouriez en Champagne au camp de Grandpré, s'était attaché à lui, et lui avait été fort utile dans les différentes attaques des Pruſſiens, et nommément à la retraite, du 15 Septembre, sur Ste. Méhould. Ce général avait un caractère bizarre, hautain et dur, qui le faiſait univerſellement haïr; il ne savait pas mener les Français, qu'il faut toujours conduire avec gaieté et confiance.

Le général Dumouriez l'avait fait nommer lieutenant-général dès le mois de Novembre 1792, et lui avait conféré le commandement de l'armée du Nord, avec l'eſpoir du titre de général en chef à la première occaſion. Miranda était jaloux de ce que Valence, plus ancien lieutenant-général que lui, ayant pendant la campagne de 1792, commandé d'une manière brillante l'avant-garde du général Kellermann et des corps détachés, avait été fait général en chef sur la demande du général Dumouriez, à qui il ne pardonnait pas cette préférence. Ces paſſions fougueuſes n'avaient point

encore

encore éclaté, et il ne les a développées, pour le malheur de la France, qu'à la bataille de Nerwinde. Il paraiſſait alors plein de zèle et d'attachement pour son général, qui lui avait mandé de Paris de préparer son artillerie de ſiège, pour ouvrir la campagne de très-bonne heure par celui de Maeſtricht, en cas que les affaires ne s'arrangeaſſent pas avec l'Angleterre et la Hollande.

Le général la Noüe commandait l'armée du général Dumouriez, c'eſt un très-brave et honnête homme. Cinquante ans de service le rendaient reſpectable, mais avaient diminué sa vigueur. Il avait auprès de lui le général Thowenot, chef de l'état-major de l'armée, officier du plus rare mérite.

L'armée du général Valence était commandée en son abſence par le lieutenant-général le Veneur, homme très-brave, mais sans tête et sans capacité.

Le général Dumouriez ordonna au général Miranda de se préſenter devant Maeſtricht avec une partie de son armée, sans dégarnir la Baſſe-Meuſe, de se renforcer jusqu'à 25 ou 30000 hommes aux dépens des deux autres armées, de communiquer ses ordres aux au-

tres généraux, pour qu'ils resserrassent leurs quartiers, et tinssent les troupes allertes et toutes prêtes, afin de pouvoir les rassembler sur un seul point, si les Impériaux, qui se renforçaient sur l'Erffle, et les Prussiens, qui en faisaient autant à Wesel, paraissaient vouloir faire une jonction pour sécourir Maestricht, comme on devait s'y attendre. Le général Dumouriez crut bien faire, en n'indiquant point le quartier de rassemblement de cette armée d'observation, et c'est en quoi il avoue qu'il a eu très-grand tort.

Dans la suite de son instruction, il lui développait avec confiance son plan d'attaque. Il lui mandait de ne point s'attacher à faire un siège en règle dans une saison qui ne le permettait pas, de brusquer la place, de l'écraser de bombes et de boulets rouges, comme le duc de Saxe-Teschen avait fait devant Lille, de ne pas s'y arrêter, mais dès qu'il apprendrait par un courier que le général Dumouriez aurait passé le Mordyck, de laisser continuer le siège par le général Valence, qui devait arriver incessamment de Paris, et de marcher avec la plus grande promptitude sur Nimégue, en passant par la frontière du duché de

Clèves, pour couper les Pruſſiens, s'ils voulaient arriver en Hollande avant lui; il devait pour cela faire attaquer Venloo par le général Champmorin, excellent ingénieur, pendant que lui-même aſſiègerait Maeſtricht, afin d'être maître du bas de la Meuſe jusqu'à Genep : il lui fixait 25 à 30,000 hommes au plus, pour ne pas trop dégarnir les Pays-Bas et la Haute-Meuſe; il lui recommandait la plus grande célérité dans ses préparatifs, pour que Maestricht fût entièrement bloqué du 12 au 15; il lui donnait pour la conduite du siège le lieutenant-général Bouchet, excellent ingénieur.

Il mandait à-peu-près la même choſe aux généraux la Noüe et Thowenot, en leur enjoignant d'annoncer à l'armée, qu'il allait bientôt y arriver, après avoir viſité les quartiers d'hyver le long de la Baſſe-Meuſe. Il mandait au lieutenant-général Moreton, commandant à Bruxelles, qu'il allait inceſſamment se rendre dans cette ville Il mandait au général d'Harville de raſſembler ses quartiers d'hyver sous Namur le 20 Février, parce qu'il devait aller le 22 inſpecter sa diviſion. En trompant ainſi ceux de ses généraux qui ne devaient pas coopérer avec lui, il trompait également les

ennemis, qui ne pouvaient plus prévoir par où il commencerait sa campagne.

Quelques jours après le départ de Paris du général Dumouriez, Pache était enfin sorti du miniſtère de la guerre, pour prendre la mairie de Paris. On avait nommé à sa place le général Beurnonville, que Dumouriez avait fait lieutenant-général, et général en chef en très-peu de tems, qu'il avait appellé son *Ajax et son fils*, et qui débuta franchement par exécuter autant qu'il le pouvait, tout ce que lui repréſentait, ou recommandait, *son père*, et ce qu'il croyait pouvoir lui être utile. Le général lui annonça seulement qu'il allait attaquer la Hollande, sans lui détailler son plan, de peur d'être trahi par l'indiscrétion, ou la mauvaiſe volonté, des commis de la guerre.

Pache, peu de jours avant son départ du miniſtère, avait ordonné la démolition du peu de fortifications qui reſtaient à Mons et à Tournay. Cet ordre mal-adroit avait indigné les habitants de ces deux villes, le général l'avait fait ſuſpendre; non-seulement, il priait le nouveau miniſtre de le révoquer, mais il lui conſeillait très-fortement d'ordonner qu'au contraire, on réparât très-promptement les forti-

ﬁcations de ces deux places; qu'on fortifiât avec la même promptitude la hauteur du château d'Huy; qu'on fit une enceinte en terre autour de Malines, qui, au moyen de ses eaux pouvait facilement être mise en état de défense; qu'on établit de bonnes batteries à Ostende, Nieuport et Dunkerque, pour lier la défensive de nos frontières, de manière à ce qu'elles ne pussent pas être facilement pénétrées, dans le cas très-probable de l'évacuation des Pays-Bas; il lui conseillait de rétablir complettement les lignes entre Dunkerque et Bergues; de faire tracer un camp retranché sur le Mont Cassel; de faire fortifier, comme postes de campagne, Orchies, entre Lille, Douay et Condé, Bavay en avant du Quesnoy, entre Condé et Maubeuge, et Beaumont, entre Maubeuge et Philippeville.

Tels étaient les conseils que donnait le général Dumouriez, qu'on accuse d'avoir trahi sa patrie, qu'il a bien servie jusqu'au dernier moment, et qu'il servira encore avec le même zèle, si jamais elle a un roi et une constitution; si ces conseils eussent été ponctuellement suivis, l'armée combinée aurait été arrêtée plus longtems sur l'extrême frontière,

et n'aurait pas pénétré si facilement en France.

Il demandait aussi au ministre de lui faire passer des renforts, et de lui envoyer sur le champ le général d'Arçon avec quelques ingénieurs, ayant à faire une guerre de sièges. Beurnonville exécuta sur le champ tout ce qui était en son pouvoir, et d'Arçon arriva à tems. Ce maréchal de camp est un des meilleurs ingénieurs, et un des plus honnêtes hommes de France, il avait été accusé d'aristocratie par le fameux prince de Hesse, un Jacobin des plus méprisables, et il avait été destitué. Le général Dumouriez qui connaissait depuis long-tems son mérite, le fit rétablir au service de sa patrie, et s'en est bien trouvé.

Le général de Flers commandait à Bruges. Il était très-brave, mais entêté et sans capacité. Comme il avait reçu un coup de fusil au camp de Maulde, le général l'avait fait maréchal de camp, et l'avait envoyé à Bruges, commandant dans la West-Flandre, et chargé d'y recevoir les dix mille hommes de renfort que le ministre Pache y avait fait passer sur sa demande. A son passage à Bruges, de Flers lui avait expliqué un projet qu'il avait de surprendre la ville de l'Ecluse, le général avait

fait semblant de l'adopter, il envoya de Flers à Beurnonville, en le priant de lui composer un corps de cinq à six mille hommes, avec un petit train d'artillerie, dans la partie de Bruges, pour menacer la Flandre Hollandaise, ce qui fut exécuté complettement et avec promptitude.

Le projet du général n'était point de charger de Flers d'attaquer les places de la Flandre Hollandaise, qu'il n'aurait pas pû prendre, mais d'avoir ce petit corps à sa disposition pour remplacer dans la partie d'Anvers et de Bréda le corps d'armée qu'il allait conduire en Hollande. Ce petit rassemblement devait encore aider à tromper les Hollandais sur le véritable point d'attaque, sur-tout le général de Flers étant trompé le premier, et faisant des préparatifs très-ostensibles pour son expédition.

Le général n'avait pas encore un seul officier d'état-major, il les avait tous laissés à Liège, ainsi que les aides de camp, il n'était accompagné que de son fidèle Baptiste. Il crut devoir laisser ses équipages et ses aides de camp à la grande armée, pour faire croire qu'il y retournait, il ne fit venir que quelques che-

vaux à Anvers, sous le prétexte de vouloir parcourir à cheval les cantonnemens de la Meuse. Pour son état-major il fit venir quatre Aides, et il choisit, pour en être chef, le colonel Thowenot, frère cadet du général du même nom. Cet officier, qui a toujours été l'ami de son général, est rempli d'honnêteté, de connaissances, de courage et de ressources. Il a été de la plus grande utilité au général pendant la campagne de Hollande, et depuis qu'ils ont l'un et l'autre abandonné l'armée.

Le général Thowenot était bien nécessaire à la grande armée. Lui seul connaissait bien les quartiers d'hyver et les détails de l'état-major; lui seul pouvait concilier les généraux, qui s'entendaient mal entr'eux. On savait qu'il avait la confiance entière de Dumouriez, on savait qu'il la méritait, on ne l'en aimait pas davantage, mais il était respecté, et on jugeait que ses avis, étant d'accord avec les intentions de son général, devaient être regardés comme ses propres ordres.

Le commissaire ordonnateur Petit-Jean était seul à l'armée, pour pourvoir à tous les détails du siège de Maestricht, des cantonnemens entre la Meuse et la Roër, des quartiers d'hyver

de toute la Belgique, des magazins de toute espèce à former. Il était fâcheux de le distraire de ces soins multipliés avant l'arrivée du commissaire ordonnateur Malus, qu'on retenait toujours à Paris, quoiqu'on eût promis au général de le lui rendre. Il se détermina à faire venir à Anvers le général Thowenot et le commissaire Petit-Jean, et en deux jours il arrangea avec eux un corps d'armée et tous les ordres nécessaires pour son rassemblement, son armement, son équipement, enfin, pour la mettre tout de suite en campagne.

Il fit venir de Liège le général la Bayette, et le lieutenant-colonel la Martinière, pour former son train d'artillerie, qui, à la vérité, était très-peu considérable. Ces deux officiers ont servi avec un zèle et une intelligence qui passent tout éloge.

Il remit au général Thowenot et au commissaire Petit-Jean, à leur départ, une instruction pour une levée uniforme de vingt-cinq bataillons Belges, à 800 hommes chacun, il en chargea les officiers-généraux, commandans dans les différentes provinces, et il en nomma inspecteur-général le général Thowenot; il chargea Petit-Jean de leur habillement, de

leur armement, de leurs revues, de leur solde, en conséquence d'un décret rendu par la Convention, qui mettait toutes ces troupes à la solde de la France. Jusqu'alors les provinces avaient projetté, ou exécuté arbitrairement des levées de légions, de régimens, de corps inégaux, surchargés d'officiers, qu'on payait sur la bonne foi d'un comité militaire Belgique, très-ignorant, très-fripon, gouverné par un général Rozière, ancien officier Français sans mérite, ni talens.

Le général Valence, en arrivant de Paris, passa par Anvers, pour venir prendre ses instructions. Dumouriez lui communiqua tout son plan, les ordres qu'il avait donnés à Miranda, et ceux qui regardaient l'armée qu'il allait commander, pour protéger d'abord le siège de Maestricht, et pour le continuer ensuite, s'il n'était pas pris lorsque Miranda serait obligé de partir pour Nimègue. Il lui recommanda de visiter ses quartiers d'hyver et ceux de l'armée entière, d'indiquer un point de rassemblement, de veiller sur les mouvemens des ennemis, et de se disposer à les observer, et même à les combattre, s'ils tentaient de marcher au secours de Maestricht, comme on de-

vait s'y attendre. Il lui recommanda sur-tout de faire diligence, et de se bien concerter avec Miranda. Il envoya en même tems ordre au général La Noue d'obéir au général Valence, à qui il recommanda de bien s'entendre avec le général Thowenot, qui ne pouvait que lui être infiniment utile.

Le comité des finances de la Convention nationale, se méfiant des généraux, ou voulant les contrarier, avait ordonné que les trésoriers ne fourniraient aux troupes que la solde, sans aſſigner de fonds pour les autres dépenſes, quoique les troupes fuſſent sans armes, sans habits, sans souliers. Le tréſorier de l'armée n'avait donc fait les fonds pour le corps de troupes deſtiné à l'expédition de la Hollande que pour la solde de quinze jours, et ces fonds ne montaient qu'à deux cents quarante mille livres. C'eſt tout ce qui a été mis en caiſſe pour l'expédition de Hollande, qui n'a même pas couté cette somme, parce que l'armée a vécû aux dépens du pays. Il y avait cependant une quantité prodigieuſe de dépenſes accessoires à faire.

Malgré toutes les vexations des Français, toute la nation Belgique rendait juſtice au gé-

néral Dumouriez. Aucune ville en Europe ne rassemble autant de riches capitalistes qu'Anvers. Depuis la destruction de son commerce les habitans ont suppléé à cette source de richesses par la plus stricte économie. Ils ne dépensent qu'une petite partie de leurs revenus, du surplus ils en font de nouveaux capitaux, qu'ils accumulent et augmentent tous les ans. Le général assembla les magistrats et les notables, et il ouvrit un emprunt de douze cents mille florins. Un négociant nommé Verbrouck fut chargé de la recette, et le commissaire ordonnateur Petit-Jean, fut chargé de donner tous les ordres pour l'emploi de ces fonds. Cet emprunt a produit deux cents mille florins, qui ont été une ressource très-précieuse. Ils ont servi à habiller et armer la légion du Nord, les hussards de la République et plusieurs autres corps Français ou Belges. Le général Dumouriez, qui n'a pas même eu le tems de voir le détail de l'emploi de cet emprunt, et qui était en Hollande pendant qu'on le percevait, et qu'on l'employait, a encore été calomnié à cet égard. On a dit aux Jacobins, et depuis à la Convention, qu'il avait mis cet emprunt dans sa poche. Un homme occupé d'aussi

grands intérêts que ceux qui l'agitaient ne pense guère a l'argent.

Il publia, avant d'entrer en Hollande, un manifeste qui, avec beaucoup de raison, a choqué la maison d'Orange. Cette pièce, dans une guerre ordinaire, eût été très-déplacée, quoique l'histoire nous accoutume à voir ordinairement précéder les hostilités entre les peuples les plus civilisés, par des injures et des accusations mutuelles. Mais on aurait tort d'attribuer au caractère moral du général Dumouriez, ce que lui imposait son caractère public. Il s'agissait d'encourager un parti très-considérable, que ses malheurs précédens avaient rendu timide; il s'agissait d'abattre le courage et l'espoir des partisans du Stadthouder; il était nécessaire de séparer la nation de sa cause, et de la lui rendre personnelle; cela était même strictement juste, car la nation Hollandaise ne désirait pas la guerre, elle la craignait même comme très contraire à ses intérêts. C'est donc une pièce de circonstance, qui, d'ailleurs, le mettait à l'abri d'être censuré et poursuivi trop vivement par la Convention nationale, dont il avait tout à craindre, jusqu'à ce qu'il fût parvenu à pénétrer en Hollande.

Non-seulement tous ces préparatifs furent faits, mais l'armée fut prête en dix jours, et les premières colonnes entrèrent le 17 sur le territoire Hollandais. Ce qui était le plus important, c'était de cacher à tout le monde la faiblesse de ce corps de troupes, le général s'y appliqua, et réussit si bien, que les troupes elles-mêmes ne se croyaient pas moins fortes, que de trente mille hommes. Quant aux Hollandais, ils ont toujours crû avoir à faire à une armée très-considérable, et ceux des habitans d'Anvers qui leur donnaient des nouvelles, les confirmaient dans cette fausse opinion, en exagérant le nombre de ces troupes, qui passaient au travers de la ville.

CHAPITRE III.

Rassemblement de l'armée. Sa force. Premiers mouvemens. Rencontre de l'ambassadeur de Suède. Prise de Bréda, Klundert, Gertruydenburg. Siège de Willemstadt. Blocus de Bergen-op-zoom, Steenberg. Sommation d'Heusden. Le général au Mordyck. Préparatifs pour le passage par le Mordyck et Roowært. Second projet par Gertrydenburg. Le général reçoit ordre de partir, quitte son armée. Instruction qu'il laisse au général de Flers.

L'ARMEE fut rassemblée le 17 en avant d'Anvers sur le territoire Hollandais, depuis Bergen-op-zoom jusqu'à une lieue de Bréda, dans des cantonnemens serrés, où elle eut ordre de se maintenir; elle attendit là son artillerie, et le général qui avait beaucoup de choses à régler, tant pour son expédition, que pour ce qui regardait la grande armée de la Meuse, et les affaires des Pays-Bas, fut obligé de rester à Anvers jusqu'au 22, et n'en put partir que ce jour là avec l'artillerie et les dernières colonnes.

Cette armée était composée de vingt-un bataillons, dont deux seulement de troupes de ligne, le quatre-vingt dixième régiment, ci-devant Conti, qui n'avait pas fait la guerre, et la gendarmerie nationale. Ces vingt-un bataillons au complet auraient fait de 12 à 14 mille hommes, mais il n'y en avait pas dix mille sous les armes. Trois bataillons de volontaires avaient fait la campagne précédente en Flandre, tous les autres étaient de nouvelle levée, la plupart des enfans de treize à seize ans. Il n'y avait que huit bataillons qui eussent du canon. La cavalerie consistait en cent hommes excellents du vingtième régiment de cavalerie, cinquante dragons du sixième régiment, le huitième régiment de hussards, formant à peu-près trois cents hommes, mal armés, mal montés et de nouvelle levée, cent hussards Belges assez bons, quatre-vingt dragons Bataves, et trois cents hommes à cheval de la légion du Nord, commandée par le colonel Westermann, de nouvelle levée et très-indisciplinée. Cela formait environ mille chevaux. Les troupes légères consistaient en trois bataillons Bataves, qui ont fort bien servi, faisant à-peu-près 1500 hommes, environ

1000 Belges levés à Bruges et à Gand, dont 200 dragons à pied, et l'infanterie de la légion du Nord, d'à-peu-près 1200 hommes, très-pillards et médiocres soldats. Enfin cette armée, qui au complet aurait pû montrer à 18000 hommes, formait en totalité un corps de 13700 combattants. Son artillerie consistait en quatre pièces de douze, huit de huit, quatre mortiers de dix pouces, vingt petits mortiers pour des grenades, et quatre obusiers.

Le général divisa cette petite armée en quatre parties. Une avant-garde, composée de deux bataillons de gardes-nationales, deux bataillons Bataves, le corps des Belges, une partie de la légion du Nord, les cinquante dragons du sixième régiment et les quatre-vingt dragons Bataves, enfin la cavalerie de la légion du Nord, elle était commandée par le général Berneron. La division de droite, commandée par le général d'Arçon, ayant sous lui le colonel Westermann, était composée de neuf bataillons de gardes-nationales et des deux bataillons de gendarmerie, qui ne comptaient que pour un, avec la moitié des hussards de la République. La division de gauche, commandée par le colonel le Clerc, chef du régi-

ment de Bouillon, que le général avait fait venir de la grande armée, était pareillement composée de neuf bataillons, dont un de troupes réglées et de 150 hussards de la République ; il est à noter que ce régiment de hussards, faute de chevaux et d'armes était resté en arrière, qu'il n'a rejoint qu'à Bréda en très-mauvais ordre, et que le général a été obligé de casser le colonel, nommé Dumont, qui était un tailleur de Lille, imbécille, yvrogne et fripon, mais grand Jacobin, il donna ce régiment au lieutenant-colonel Morgan, un de ses aides-de-camp. L'arrière-garde, commandée par le colonel Tilly, un des aides-de-camp du général, était composée d'un bataillon de gardes-nationales, d'un bataillon Batave, de 200 Belges, de 100 hommes du vingtième régiment de cavalerie et des 100 hussards Belges. Le général attacha à chacun de ces quatre corps une petite division d'artillerie.

C'est avec cette armée que le général entreprit la conquête de la Hollande, parce qu'il savait qu'il y avait un parti puissant, qui l'attendait avec impatience, et qui devait se déclarer à mesure qu'il entrerait dans le pays. Il n'eut ni le tems, par la rapidité de ses mou-

vemens, ni le moyen, faute d'officiers à la tête des corps, d'organiser cette armée, et de lui donner de la discipline et de l'ensemble. Mais elle était pleine d'ardeur et de confiance; l'expédition à laquelle il la menait était un coup de main très-convenable au génie de la nation. Le général prévint ses troupes de la rigueur du climat, de la quantité de places fortes à prendre, entourées d'inondations, de canaux, de bras de mer à traverser, mais en leur peignant tous ces obstacles, il leur annonçait qu'une fois arrivés en Hollande, ils trouveraient en abondance des amis, des vivres, des armes, des habits et de l'argent.

Le soldat Français est très-spirituel, il faut raisonner avec lui, et dès que son général a le bon esprit de le prévenir sur les obstacles qu'il rencontrera, il ne pense plus qu'à les vaincre, et il s'en fait un jeu. Si au contraire on lui cache ses dangers, il s'étonne en les appercevant, et une fois que le découragement le presse, ou plutôt le dégoût de ce qu'on veut lui faire faire, la méfiance s'en mêle, il devient presqu'impossible de le rallier, et d'en tirer aucun parti.

Le général avait fait partir le 16, le général

Berneron avec l'avant-garde, il lui avait annoncé qu'il serait soutenu par échelons, par le corps d'armée. L'instruction qu'il lui avait donnée par écrit lui prescrivait, 1°. d'envoyer sur le champ un corps détaché de 800 hommes d'infanterie et 100 de cavalerie, commandé par le lieutenant-colonel Dændels, Hollandais, au Mordyck, pour y arrêter tous les bateaux, ainsi qu'à Swaluwe et à Roowært, et les garder; 2°. d'établir son avant-garde sur la petite rivière de Merck, depuis Oudenbosch et Sevenbergen jusqu'à Bréda; 3°. d'établir un pont sur la Merck, pour se donner une communication assurée avec le lieutenant-colonel Dændels, et pouvoir le soutenir contre les sorties des garnisons voisines.

Il y avait dans Bergen-op-zoom, Gertruydenberg et Bréda trois régimens de dragons, qui étaient plus forts que toute la cavalerie du général, et assez d'infanterie pour les soutenir. Il est certain que s'ils se fussent réunis, et qu'ils eussent été joints par la cavalerie de Bois-le-Duc et Heusden, ils auraient suffi pour replier l'avant-garde, et faire échouer l'expédition; mais le général Dumouriez savait qu'il n'y avait pas un seul général Hollandais, chargé

de la défenſe du pays, qui put raſſembler cette cavalerie, et il était sûr, que n'y ayant pas un plan de défenſe générale, chaque commandant de place, ne penſant qu'à lui, ne voudrait compromettre extérieurement aucune partie de sa garniſon, contre une armée, que chacun d'eux croyait très-forte, et qui paraissait, par l'étendue de son cantonnement, menacer pluſieurs villes à la fois. Chaque commandant ne s'étant pas attendu à une attaque auſſi prompte, et dans cette saiſon, était aſſez embarraſſé à travailler à mettre sa place en état de défenſe.

Le général, en arrivant le 22 à son premier cantonnement, fut étonné et affligé de voir que ses ordres n'avaient point été exécutés, qu'aucune partie de l'avant-garde n'avait encore paſſé la Merck, ce qui avait donné le tems aux Hollandais de retirer tous les bateaux du Mordyck vers l'autre bord, du côté de Dort, sous la protection de trois bâtimens garde-côtes, qu'ils faiſaient stationner dans ce paſſage. Cette première faute lui rendait le paſſage plus difficile, et presqu'impoſſible, s'il ne trouvait pas d'autres bateaux pour remplacer ceux sur lesquels il avait compté.

Il pouſſa sur le champ en avant Berneron et Daendels. Il ordonna au général d'Arçon avec la diviſion de droite de bloquer Bréda, et au colonel le Clerc avec la diviſion de gauche de bloquer par un cantonnement serré Bergen-op-zoom et Steenberg. Les commandans de ces deux dernières places abandonnerent tous les dehors; le colonel le Clerc s'empara du petit fort de Blaw-Sluys en avant de Steenberg, et fit sommer le commandant. Celui de Bergen-op-zoom hazarda deux ou trois petites sorties, qui ne produiſirent que quelques déserteurs, qui vinrent s'engager dans les Bataves.

Le général avec son arrière-garde s'avança entre les deux diviſions de son armée à Sevenbergen, et il porta devant lui l'avant-garde dans la partie du Princeland, où sont les deux places de Klundert et Williemſtadt, qu'il lui ordonna d'aſſiéger, et il ordonna que le lieutenant-colonel Daendels se portât au Nord-schantz, pour couper la communication entre Williemſtadt et Klundert: cet officier y trouva trois petits bâtimens pontés qu'il garda, pour exécuter, quand il en serait tems, la partie de l'entrepriſe dont il était perſonnellement

chargé. Le général avait nommé colonels Mrs. Koch et de Nyss, le premier, plein d'audace et d'éloquence, devait accompagner Daendels; le second, plein de sagesse et de courage, devait rester auprès de lui.

Il ne se dissimulait pas la difficulté du passage du Mordyck, et voici dans le premier projet comment il comptait l'exécuter. D'après l'instruction donnée au général Berneron, Koch et Daendels devaient dès le 17 se trouver au Mordyck avec 900 hommes, soutenus par toute l'avant-garde placée sur la Merck. Ils devaient y ramasser tous les bateaux qu'ils auraient trouvé sur la côte. Dès le 21, ou le 22 au plus tard, ils devaient, en s'entassant dans ces bateaux pour un passage d'à-peu-près deux lieues, aborder à l'isle de Dort, entrer dans la ville, sur laquelle ils comptaient, désarmer, ou joindre à eux à-peu-près 250 hommes qui y étaient en garnison, avec l'aide des habitans, qu'ils espéraient faire déclarer, et amener de Dort au Mordyck plus de 100 bâtimens pontés, qui s'y trouvaient tout gréés, en mettant du canon sur trois ou quatre des plus forts, qui feraient l'avant-garde, pour chasser les trois petits bâtimens gardes-côtes;

qu'ils prétendaient même tenter d'enlever à l'abordage, ces bâtimens étant très-mal armés, et très-faibles d'équipages. L'armée alors devait arriver à Sevenbergen, Oudenbosch et Mordyck et Swaluwe, et devait passer en une on deux divisions, protégée par son arrière-garde, qui aurait coupé le pont de la Merck, pour en défendre le passage contre les garnisons qui auraient pû sortir pour l'inquiéter. Une fois trois ou quatre mille hommes passés, le pont était fait, une fois l'armée à Dort, il n'y avait plus d'obstacle à craindre.

Le jour que le général quitta Anvers, il eût à souper, dans un village, le baron de Staël, ci-devant ambassadeur de Suède en France, qui allait à Paris, et qui lui apprit que toute la partie de l'Allemagne et de la Hollande, qu'il venait de traverser, lui souhaitait les plus grands succès, et qu'on l'attendait à Utrecht, où son logement était préparé. Il lui confirma ce que le général savait déjà, que la plus grande consternation règnait dans le parti Stathoudérien. Sans vouloir pénétrer le secret de son voyage, le général lui conseilla d'attendre le succès de son expédition, avant de s'ouvrir avec le ministère de France, pour ne pas com-

promettre sa cour, et se faire désavouer, et dans tous les cas, de ne dire à Paris, que ce qu'il voudrait bien qui fût imprimé et sû de tout le monde. Ce ministre l'assura qu'il n'allait que pour ses affaires particulières. Le général, avant son départ d'Anvers, avait donné le même conseil à un personnage très-important de la Pologne, qui était pareillement venu le voir. Sa maxime était de compromettre le moins qu'il pouvait les nations étrangères avec un ministère esclave d'une Assemblée de 700 factieux, qui n'avaient ni expérience, ni justice, ni discrétion.

Le premier plan du général avait été totalement dérangé par la négligence que les commandans de l'avant-garde avaient apporté dans l'exécution de sa première instruction. Il ne perdit cependant pas l'espoir de réussir, mais il fit de nouvelles dispositions. Il avait trouvé dans les canaux, entre Oudenbosch et Sevenbergen, 23 bateaux pontés, depuis 20 jusqu'à 70 tonneaux. Il chargea un commissaire des guerres, nommé Boursier, homme zèlé et intelligent, de les faire arranger pour porter 1200 hommes. Quatre devaient porter du canon et faire l'avant-garde de cette flotille. Il ordonna

la levée de tous les charpentiers et de tous les matelots des petits ports des environs, il assigna à ces hommes une forte paye sur les fonds que le comité Hollandais prélevait sur les biens appartenans en propre au prince d'Orange et à ses partisans connus.

Depuis son entrée en Hollande, l'armée ne coutait plus que sa solde. Le pays fournissait gratuitement les vivres et les fourrages, les habitans offraient et donnaient de l'argent pour favoriser le succès de l'expédition. Jamais armée n'a été reçue avec plus de cordialité, et jamais soldats n'ont moins mérité une réception aussi amicale, car les gendarmes et les troupes légères se permettaient tous les crimes. Il n'en était pas de même des troupes de ligne et des gardes nationales, qui se sont toujours conduits avec honneur et humanité.

Comme la préparation de la flottille demandait du tems, le général fit encore un autre changement dans sa première disposition. D'après son premier projet, il ne devait que masquer les places fortes, et se glisser, pour ainsi dire, entr'elles, pour aller s'embarquer sur le champ au Mordyck. Alors il avait le tems d'insulter ces places, et il comptait assez sur la

faiblesse et l'inexpérience des commandans et des garnisons, pour espérer d'en enlever au moins une, ce qui devait donner un grand relief à ses armes, et lui procurer de l'artillerie et des munitions, dont il était assez mal pourvu.

Il ne voulait point faire de siège en règle, 1°. Parce qu'il aurait fallu, pour le pousser, rassembler en un seul point sa petite armée, dont l'ennemi aurait bientôt connu la faiblesse. 2°. Parce qu'il n'aurait plus été le maître de la campagne, et qu'il eût été alors très-facile aux garnisons des places qui auraient été libres, de revenir de leur étonnement, de se mettre en campagne, de lui couper sa communication avec Anvers, et d'aller chasser ses travailleurs, et détruire sa petite marine, sa seule espérance. Ainsi sans rien déranger à la première disposition des cantonnemens, en continuant de faire bloquer par le colonel le Clerc, Bergen-op-zoom et Steenberg, il ordonna au général d'Arçon d'attaquer Bréda, et il fit en même-tems attaquer Klundert par son avant-garde.

Bréda est une place renommée pour sa force, elle était garnie de 200 pièces de canon, bien

palissadée, et couverte par une inondation, Deux mille deux cents hommes d'infanterie et un régiment de dragons defendaient la place, mais le gouverneur, le comte de Byland, était homme de cour, et n'avait pas fait la guerre. Les troupes prenaient leur pain chez le boulanger, leur viande chez le boucher, et n'avaient point de Magazins. Les places Hollandaises, pour la plûpart, sont couvertes d'inondations, et hérissées d'ouvrages extérieurs, mais beaucoup manquent de cazemates. Les habitans, quoique sujets particuliers du Prince, étaient fort attachés à la faction contraire. Le général d'Arçon, sans ouvrir de tranchée. dressa deux batteries de 4 mortiers et 4 obusiers, très-près de la place, du côté du village de Hage. Les ennemis répondirent par un feu très-vif pendant trois jours. Le quatrième, il ne restait plus que 60 bombes au général d'Arçon il allait être forcé de lever le siège, après les avoir tirées, lorsque le colonel, Philippe de Vaux, aide de camp du général Dumouriez, qui entrait pour la seconde fois dans la place, pour rëitérer la sommation, ayant annoncé au comte de Byland, que le général Dumouriez allait arriver avec toute son armée,

et qu'alors il n'y aurait aucun quartier à espérer, détermina le gouverneur, de l'aveu de tous les officiers de sa garnison, à capituler. On lui accorda les honneurs de la guerre, et tout ce qu'il voulut. Les Français entrèrent dans la place, qui n'était point du tout endommagée, n'y ayant eû que quelques maisons offensées par nos bombes. On y prit 250 bouches à feu, près de 300 milliers de poudre, et 5000 fusils de munition, dont nous avions grand besoin. Ce siège n'avait pas couté 20 hommes des deux côtés. Les Français poussaient la témérité jusqu'à aller danser la *Carmagnole* sur les glacis, du côté qui n'était pas inondé. Trente dragons de Byland firent une sortie sur les danseurs, en sabrèrent quelques-uns, et rentrèrent dans la place avec six prisonniers, ayant perdu quelques hommes, et quelques chevaux. L'armée assiégeante était de 5000 hommes, dont encore à-peu-près 1200 détachés, s'emparèrent de plusieurs forts, postés sur les écluses, du côté d'Heusden.

Klundert fut pris deux jours après. C'est un petit fort, très-régulier, au milieu d'un terrein inondé. Il fut défendu très-vigoureusement, mais sans beaucoup d'intelligence, par un

brave lieutenant-colonel Westphalien, qui n'avait que 150 hommes de garnison. Berneron avait établi une batterie de 4 canons et quantité de petits mortiers derrière la digue même d'inondation, à 150 toises de la place, de sorte que toutes les maisons de la petite ville de Klundert étaient percées à jour: le commandant n'ayant plus aucun abri, après avoir répondu pendant plusieurs jours à ce feu, par un feu aussi violent, mais sans effet, prit le parti d'enclouer ses canons, et de tâcher de se sauver dans Williemstadt avec sa garnison. Il fut coupé en chemin par un détachement Batave, commandé par le lieutenant-colonel Hartmann, à qui il brûla la cervelle, mais il eût aussi-tôt le même sort. On le rapporta mort à Klundert, et on trouva les clefs de la place dans sa poche, on fit la garnison prisonnière. On trouva dans la place 53 pièces de canon, quelques mortiers, beaucoup de bombes et de boulets, et à-peu-près 80 milliers de poudre. Le général donna ordre à Berneron d'aller sur le champ assiéger Williemstadt, on remit 10 pièces de l'artillerie de Klundert en état de servir, et c'est avec les munitions de cette pe-

tite place que le général Berneron a entrepris le nouveau siège.

Le général ordonna pareillement au général d'Arçon d'aller assiéger Gertruydenberg. Cette place est petite, et assez mauvaise du côté de Ramsdonek, n'ayant par-là qu'une simple enceinte derrière la rivière, et étant dominée. Mais sur la rive gauche de la Donge, elle est couverte d'une bonne inondation et de deux rangs d'ouvrages extérieurs très-forts, et qu'on n'aurait pas pris en trois semaines, s'ils avaient été défendus avec vigueur et intelligence. La garnison était composée du régiment de Hirtzel de 8 à 900 hommes, et du superbe régiment des dragons, gardes du Stathouder. Le gouverneur était un vieux général-major octogénaire, nommé Bedault. Le général d'Arçon amena devant cette place quelques pièces de canon et quelques mortiers de Bréda. Tous les ouvrages extérieurs furent emportés, ou abandonnés dès le premier jour. D'Arçon en mit deux ou trois pour monter des batteries; dès qu'elles furent prêtes, après quelques coups de canon échangés, le colonel de Vaux entra dans la place, la capitulation fut bientôt arrangée, les honneurs de la guerre accordés;

le général Dumouriez arriva sur ces entrefaites, alla dîner avec le vieux général Bedault, qui lui avoua qu'il s'était rendu, parce qu'il avait envain attendu qu'on lui envoyât de Dort, ou de Gorcum, des bâtimens pour évacuer la place par eau. Il était tombé quelques bombes dans la ville, dont une sur sa maison.

Pendant le dîner on vint avertir le gouverneur que la capitulation était violée par l'insolence d'un lieutenant-colonel des gardes nationales, yvre, qui voulait entrer dans la ville malgré les gardes, et qui avait voulu tirer un coup de pistolet au lieutenant-colonel du régiment d'Hirtzel. Le général Dumouriez se fit amener cet yvrogne, lui arracha son épaulette, et le fit soldat, au grand étonnement de tous les officiers de la garnison, qui intercédaient pour qu'il lui fit grace.

Le général causa beaucoup avec cette garnison, qui était très-belle, et il se souviendra toujours de ce que le lieutenant-colonel du régiment d'Hirtzel, se promenant avec lui sur la place, lui dit, *Hodie mihi, cras tibi.* Le bon Suisse était prophête. Cette nouvelle conquête nous donna encore plus de 150 bouches à feu, 200 milliers de poudre, beaucoup de bombes

bombes et de boulets, 2500 fusils neufs, et ce qui était bien plus essentiel, un bon port, et plus de 30 bâtimens de transport de toutes grandeurs; on en avait encore pris 5 à Bréda.

Nous n'étions encore que dans les premiers jours de Mars. Pendant ces sièges le général se tenait au Mordyck, pour être au centre de ses opérations, de-là il veillait sur les sièges qui se faisaient à sa droite, et à sa gauche, et sur sa marine. Le commissaire Boursier, avec des peines incroyables, avait trouvé moyen d'armer 23 bâtimens, qui avaient des vivres à bord pour 1200 hommes. Il les avait fait descendre par le canal de Sevenberg à Roowært, qui est une petite anse à un quart de lieue à l'ouest du Mordyck.

Le jour que le général avait établi son quartier dans ce village avec 100 chasseurs Bataves et 50 dragons, il avait été canonné toute la journée par les trois bâtimens gardes-côtes; ayant placé des chasseurs le long de la digue, il avait tué à un de ces bâtimens un gabier, dans les hunes, et un patron de chaloupe, ce qui les avait forcés de s'éloigner. Peu de jours après il avait fait venir de Bréda 12 pièces de 24, et des munitions, et il avait établi plusieurs

batteries, dont une à Roowært, pour protéger la sortie de sa flottille, les autres au Mordyck, pour protéger l'embarquement. Il s'était assuré que son canon portait à plus de mi-canal, effectivement les bâtimens armés ne s'approchaient plus de la côte occupée par les Français.

Il fit pratiquer des hûttes, couvertes en paille, le long des Dunes, depuis Roowært jusqu'à Swaleuve; le soldat y était gai, mais impatient de passer à l'autre bord. Le général leur disait en plaisantant qu'ils ressemblaient à des castors, et ils appellaient ce cantonnement aquatique, le camp des castors. Les vivres ne manquaient pas, les eaux mêmes n'étaient pas mauvaises, et on leur distribuait de l'eau-de-vie tous les matins. A la vérité, le général leur donnait l'exemple de la constance, et n'était pas beaucoup mieux logé qu'eux.

C'est dans cette expédition qu'il s'est fait à lui-même un systême de guerre pour les pays inondés. On peut, au moyen des digues, cheminer dans toute la Hollande, au travers des inondations, conduire l'artillerie, établir les batteries très-près des places, ou des ouvrages qu'on veut attaquer, à moins que l'ennemi

n'ait des bâteaux armés, auquel cas il faut lui en opposer.

Il avait parmi ses bataillons de volontaires, des Gascons, des Brétons, des Normands, des Dunkerquois, qui avaient navigué; il se procura ainsi 4 à 500 matelots, en leur donnant 20 sols par jour au-delà de leur paye. La flottille de Roowært devait porter son avant-garde. Un marin Anglais et un lieutenant de marine Hollandaise avec des pilotes côtiers devaient diriger ses manœuvres. Cependant, tous ces retards avaient donné le tems aux Hollandais d'augmenter considérablement leur marine dans le Bisbos, qui est la petite mer du Mordyck, elle était déjà de 12 bâtimens armés, dont un de 20 canons. Ces bâtimens étaient très-bien disposés pour se correspondre et se secourir. Mais le général, soit qu'il passât avec le Flot, ou avec le Jusant, ayant un vent fait, avait calculé qu'il n'aurait à combattre que la moitié au plus de cette flottille, celle qui serait au vent, et que celle sous le vent ne pourrait rien faire.

Les Hollandais avaient aussi établi quelques batteries au *Stry* et le long de l'isle de Dordt, où on disait qu'on avait fait passer 1200 hom-

mes des gardes Anglaifes, qui débarquèrent dans cet intervalle à Helvoet-Sluys. Mais ce qui prouvait au général qu'on n'avait pas encore de certitude de son projet, c'eſt que tous les apprêts de la grande défense du prince d'Orange, étaient à Gorcum, où se réuniſſait l'armée pour s'oppoſer à sa marche. Cette armée était encore peu conſidérable, et le renfort des Anglais et des Emigrés ne l'augmentait pas de 4000 hommes.

Cependant, pour continuer à dérouter l'ennemi sur son projet, il ſaiſait continuer le blocus de Bergen-op-zomm et de Steenberg. Le général de Flers était revenu de Paris et avait obtenu un renfort, qui était arrivé avec promptitude. Le général lui ordonna de venir occuper avec 6000 hommes les cantonnemens du colonel le Clerc, à Roſendael et autour de Bergen-op-zoom, ce qui fut très-rapidement exécuté. Il rapprocha la diviſion de gauche à Oudenboſch et Sevenbergen. Il envoya par sa droite la gendarmerie nationale avec quelque cavalerie, montrer une tête du côté d'Heusden. Un lieutenant-colonel de cette gendarmerie somma cette place, en traitant aſſez ri-

diculement le gouverneur de *Citoyen Commandant*, au lieu de *Monsieur*.

Le siège de Williemstadt continuait toujours, et allait fort mal. Le général Berneron avait commencé son attaque de trop loin, consumait beaucoup de munitions, et ne faisait aucun progrès. Cette place n'est attaquable que par un front fort étroit; les Hollandais la rafraîchissaient par mer. Le général y envoya Dubois de Crancé, ingénieur d'un grand mérite, bien différent de son indigne frère, membre de la Convention Nationale, il lui joignit un capitaine du même corps, nommé Marescot. Ces deux bons officiers voulurent rapprocher les batteries, ils en tracèrent une à 200 toises de la place, et comme ils étaient occupés à la construire, ils furent abandonnés par leurs soldats, et massacrés par les ennemis, qui firent une sortie sur les travailleurs. Cependant Berneron s'y entêta encore, et ne leva le siège, qu'après le départ du général.

Dumouriez avait trouvé à Gertruydenberg une marine très-considérable, il voulait en tirer parti, et augmenter ses moyens de passage. Il avait à Roowaert assez de bâtimens

pour son avant-garde : maître de Bréda, Klundert et Gertruydenberg, il n'avait plus à craindre d'être inquiété sur ses derrières, puisqu'il laissait derrière lui le corps d'armée du général de Flers pour continuer le blocus de Steenberg et Bergen-op-zoom; il avait donc rapproché son arrière-garde, et l'avait cantonnée à Swaluve, où il y avait quelques barques qui devaient servir à la passer. Il fit le projet de se servir des bâtimens de Gertruydenberg pour embarquer sa division de droite.

Le passage de Gertruydenberg à l'isle de Dort est un peu plus long que celui du Mordyck. A la droite, et même en avant de ce port, le *Bishos* est rempli de bas-fonds et d'un Archipel de petites isles détachées du continent de Gorcum, dont la plupart sont couvertes d'arbres et de taillis. On y aborde par des canaux serpentans dans ces isles. La marine Hollandaise ne pouvait pas en approcher, n'y ayant pas assez d'eau. Ils avaient cependant placé dans différens points trois barques, armées chacune de quatre canons et de trente hommes d'équipage. En dehors de ces isles, dont plusieurs sont couvertes d'eau à la haute mer, il y en avait une plus élevée, sur laquelle

était une petite ferme avec une canardière, appartenante à un habitant de Gertruydenberg. Cette petite isle que les gros bâtimens armés des Hollandais ne pouvaient approcher que de 7 à 800 toises, n'etait séparée de l'isle de Dordt, que par un canal d'environ 600 toises. Sur le rivage opposé de l'isle de Dordt, était une batterie de six pièces de canon, dans un terrein bas et fangeux, sous cette batterie mouillait un bâtiment de quatorze canons.

Le général fit le projet de faire passer dans cette isle six pièces de canon de 24 et deux bataillons, d'y établir une batterie pour déloger la frégate, qui ne pouvait avoir que du petit calibre, de faire suivre les bâtimens les plus légers de Gertruydenberg, remplis de troupes, et de passer par-là avec sa division de droite. Comme on pouvait être forcé de combattre, pour arriver dans l'isle, un des bateaux de quatre canons stationés dans les canaux, on destina plusieurs grandes chaloupes, remplies de soldats choisis, pour l'abordage, et on fit placer deux canons sur le pont de deux bâtimens qui devaient faire l'avant-garde de la flottille, et qui devaient être commandés, l'un par un officier de marine, Anglais,

nommé White, et l'autre par le lieutenant-colonel la Rue, aide-de-camp du général, qui avait servi sur mer. Tout fut préparé avec tant de célérité, que le passage devait se tenter dans la nuit du 9 au 10. Mais la destinée avait arrangé loin de-là des événemens, qui ont anéanti tous ces projets, et qui ont remplacé ces premiers succès par un enchaînement de malheurs, qui se sont suivis avec la même rapidité, et qui ont décidé le sort de la guerre.

Le général au milieu de ses projets et de ses succès rapides était livré aux plus vives inquiétudes depuis les premiers jours de Mars. Le général Miranda avait commencé le siège de Maestricht le 20 Février, mais quoiqu'il eut réussi à mettre le feu dans plusieurs quartiers de cette ville, elle se défendait par le secours des émigrés, qui s'y trouvaient rassemblés en grand nombre, conduits par M. d'Autichamp, excellent lieutenant-général de l'armée de Condé, auquel les Hollandais doivent, à ce qu'on dit, le salut de cette place.

Le général Champmorin s'était emparé sans opposition du fort de Stevenswert sur la Meuse et du fort St. Michel, qui forme sur la gauche de cette rivière la tête de pont de Ven-

loo, le général n'avait pas pu occuper cette ville, ayant été prévenu par les Prussiens, qui s'y étaient établis.

Le général Valence, quoiqu'avec des talens, n'avait pas encore acquis assez d'autorité sur les troupes pour suppléer entièrement à l'absence de Dumouriez. Il restait à Liège, et les quartiers d'hyver n'avaient été ni levés, ni rapprochés. Les généraux étaient en mauvaise intelligence.

Le général Stengel occupait les quartiers autour d'Aix-la-Chapelle. C'était un excellent officier de troupes légères et très en état de commander une avant-garde. Le général Dampierre commandait dans Aix-la-Chapelle, où il s'occupait de plaisirs et de rapines. C'était un fou ambitieux, sans talens, audacieux jusqu'à la témérité, et en même tems timide par ignorance; d'ailleurs ennemi de tous ses supérieurs, et machinant avec les Jacobins de Paris pour les calomnies, dans l'espoir d'être fait général en chef.

Le prince de Cobourg, qui était arrivé à Cologne, connaissant les désordres et la désunion des chefs, et la mauvaise disposition des troupes Françaises, rassembla son armée et

marcha sur Aldenhoven, par où il pénétra sans obſtacle. Tous les quartiers se replièrent sur Liège dans la plus grande confuſion, et sans combat. Le général le Veneur, qui commandait l'attaque de Maeſtricht du côté de Wyck, eût le tems et le bonheur de retirer son canon et de repaſſer la Meuſe. Les Impériaux entrèrent sans difficulté dans Maeſtricht. Miranda pouvait encore continuer à la bombarder par la rive gauche de la Meuſe, réunir son armée dans une poſition reſpectable, entre Tongres et Maeſtricht, et arrêter là le prince de Cobourg.

C'eſt ce que lui ordonna le général Dumouriez sur la première nouvelle qu'il reçut de ce déſaſtre. Ce fut auſſi l'avis du général Valence, qui peu de jours après, sauva une colonne de vingt-sept bataillons, qui se retiraient de Liège, en exécutant lui-même une charge vigoureuſe de cavalerie, dans la plaine de Tongres. Le lieutenant-général la Noue avait montré la plus grande bravoure dans la retraite d'Aix-la-Chapelle.

Miranda perdit la tête. Il prit sur lui d'ordonner d'abandonner la Meuſe. Les Impériaux suivirent leur victoire, paſſèrent la Meuſe,

entrèrent dans Liège, où ils prirent les magasins que les Français commençaient à rassembler, surtout pour leur habillement. La consternation était si grande dans cette armée, qu'excepté la grosse artillerie qui fut emmenée à Louvain, et de-là à Tournay, rien ne fut sauvé, pas même les bagages des troupes. Les deux généraux réunirent leurs forces dans le camp de Louvain.

Champmorin, qui ne pouvait plus se soutenir sur la rive gauche de la Meuse, évacua Stewenswert et le fort St. Michel, où il aurait dû laisser des garnisons, et se retira sur Diest, ainsi que le général la Marlière qui était à Ruremonde. Cette retraite laissait les Prussiens maîtres de la Basse-Meuse. Ils pouvaient traverser la Campine, et venir tomber par Anvers, ou par Bois-le-Duc, sur les derrières de l'armée qui opérait en Hollande. Le prince Fréderic de Brunswick perdit un tems précieux, dont le général Dumouriez profita ensuite, pour mettre cette partie à couvert.

L'armée était entièrement découragée, elle s'en prenait à ses officiers généraux, surtout à Miranda, qui courût même des risques. Cependant le général Valence, aidé du général

Thowenot, parvint à remettre un peu d'ordre, mais la désertion fut énorme. Plus de dix mille hommes se retirèrent jusqu'en France. L'armée demandait à grands cris le général Dumouriez. Les commissaires de la Convention lui envoyaient courier sur courier pour le faire revenir. Il mandait toujours qu'on pouvait tenir dans la position de Louvain, où on avait rassemblé l'armée, et qu'il n'y avait encore rien de perdu, si on lui laissait le tems d'exécuter son expédition. Cela était vrai. Les généraux Valence et Thowenot en convenaient eux-mêmes. Quant à Miranda, autant il avait montré de confiance jusques-là, autant il était abattu par les dernières circonstances, qui justifiaient les dépêches du général Valence, qui avait toujours prédit des évènemens funestes, pendant que toutes les lettres de Miranda annonçaient toujours, qu'il n'y avait rien à craindre du rassemblement des Impériaux; il aurait eû raison, si les Français leur eussent opposé un rassemblement pareil, ce qu'ils pouvaient, et devaient faire. Il est à présumer que le prince de Cobourg n'aurait pas tenté le sort d'une bataille, et les Français ne devaient pas craindre de la donner.

Les commiſſaires de la Convention s'en allèrent précipitamment à Paris, y firent un rapport si allarmant, peignirent si vivement la conſternation des soldats, qu'il fut décidé que le général Dumouriez pouvait seul remédier à des dangers auſſi éminents et sauver l'armée; qu'on lui envoya l'ordre le plus abſolu d'abandonner l'expédition de Hollande, et d'aller se mettre sur le champ à la tête de la grande armée. Il reçut cet ordre le 8 au soir, et il partit le 9 au matin, le déſeſpoir dans l'ame.

Il laiſſait l'armée aux ordres du général de Flers, qu'il savait être incapable, mais il n'avait pas un autre officier général à mettre à sa place. Le général d'Arçon était perclus de rhumatismes, ne pouvait pas continuer la campagne, et refuſait même le grade de lieutenant-général, que Dumouriez venait d'obtenir pour lui, en récompenſe de la priſe de Bréda. Il se retira à Anvers. Le lieutenant-général Maraſſé, ancien militaire, plein d'expérience, d'honneur et de courage, commandant à Anvers, ne pouvait pas, vù son grand âge être chargé d'un commandement actif. Le projet du général était, auſſi-tôt à son arrivée

à l'armée, d'y envoyer le général Miranda.

Il laiſſait à cette armée son chef d'état-major, le colonel Thowenot, qui en était l'ame. Il lui laiſſa copie des inſtructions du général de Flers, à qui il recommandà de ne rien faire que de concert avec le colonel Thowenot. Il ordonna qu'on entreprit tout de suite le paſſage de Gertruydenberg, que ſi ce passage réuſſiſſait, le général de Flers se tint à Dort, et lui envoyât un courier pour recevoir ses ordres subſéquents.

Mais le départ de Dumouriez glaça tous les cœurs de cette armée; ceux qui avaient montré le plus d'audace et d'impatience trouvaient alors l'entrepriſe impoſſible. Elle le devint effectivement quelques jours après, la marine Hollandaiſe se renforça, les Pruſſiens s'avancèrent par Bois-le-Duc. Alors de Flers, d'après la partie de son inſtruction, en cas que le passage n'eût pas lieu, se jetta dans Brèda avec ſix bataillons et deux cents chevaux. Le colonel Tilly dans Gertruydenberg avec trois bataillons et cinquante chevaux. Le reſte de l'armée se retira à Anvers, grâce au colonel de Vaux, et au colonel Thowenot, qui évacua avec la plus grande conſtance les batteries du

Mordyck, sans rien perdre, et qui sauva l'armée, qui était entièrement découragée et en désordre. Thowenot fit sauter les fortifications de Klundert, n'ayant pas le tems d'armer cette petite place.

Ainsi se termina l'entreprise de la Hollande, conçue et préparée en dix jours, et qui eût probablement réussi, sans la retraite d'Aix-la-Chapelle. Elle ne coûtait pas un sol à la France. Il lui restait deux bonnes places, qui devaient arrêter l'ennemi, et qui pouvaient servir de places d'armes, en cas qu'on reprit le projet de la Hollande. Il n'y avait de ce côté que des avantages, et point de honte. Mais toutes les espérances de Dumouriez étaient perdues, et il fallait, tant pour le dehors que pour le dedans de la France, qu'il fit de nouveaux plans.

CHAPITRE IV.

Le général arrive à Anvers. Fait partir les Commissaires. Arrive à Bruxelles. Parle aux représentans du peuple. Ecrit à la Convention. Fait arrêter Chepy et Esthenne Diverses ordonnances. Arrive le 13 à Louvain. Les commissaires de la Convention viennent l'y trouver.

Tous les momens du général depuis son départ de Paris avaient été employés à son expédition de la Hollande et aux dispositions militaires de la grande armée ; il gémissait autant que les Belges eux-mêmes de l'odieuse tyrannie qu'exerçait contr'eux la Convention Nationale, et surtout, par les commissaires du pouvoir exécutif. L'insolence de ces satellites de l'avarice et de l'oppression, égalait leur scélératesse, elle était même ridicule. La plupart se faisaient rendre les honneurs militaires, et ne marchaient qu'accompagnés de gardes et d'ordonnances. Ne se trouvant pas encore assez nombreux pour étendre leurs extorsions, ils se multiplièrent eux-mêmes, en donnant à d'autres misérables des commissions.

En

En passant à Bruges, on avait donné un bal, où le général avait assisté : un petit Monsienr, qui dansait, vint l'aborder, en lui annonçant qu'il était commissaire du pouvoir-exécutif, et qu'il se rendait à Ostende et Nieuport, pour faire monter des batteries et mettre ces deux places en état de défense. Le général lui dit très-sévèrement de se renfermer dans ses fonctions civiles, de les exécuter très-modérément, et de ne pas du tout se mêler de la partie militaire.

Un autre, nommé je crois, Lieutaud, qui résidait à Ruremonde, auprès du général la Marlière, écrivait une longue lettre à Dumouriez, dans laquelle il le tutoyait, et lui ordonnait d'abandonner toute autre entreprise pour marcher au secours de Ruremonde. Le général avait envoyé cette lettre au ministre le Brun, se contentant seulement d'ajouter de sa main par apostille : *Cette lettre devrait être datée de Charenton.*

Un troisième, nommé Cochelet, qui résidait à Liège, ayant reçu la déclaration de guerre, décrétée le premier Février, avait pris un détachement, s'était transporté sur le territoire Hollandais devant Maestricht, y avait proclamé

la guerre, avait fait arracher les poteaux sur lesquels étaient les armes des Etats-Généraux, et avait pris possession de la Hollande au nom de la république Française. Cette parade absurde avait donné le tems au gouverneur de Maestricht de faire rentrer ses fourrages et sa cavalerie, cantonnée dans le territoire hors de la ville, que le général Miaczynsky allait enlever. Le général Miranda, que cette démarche contrariait, ayant voulu le trouver mauvais, parce qu'il n'était pas prêt à opérer, Cochelet lui avait écrit une lettre insolente, dans laquelle il lui ordonnait de *prendre* Maestricht, avant le 20 Février, sans quoi il le dénoncerait comme traître, et il avait envoyé copie de cette lettre à la Convention, qui avait applaudi à cette fermeté Romaine. Cependant ce Cochelet s'était fait ensuite révoquer, parce qu'ennivrè de son pro-consulat, il avait méconnu l'autorité des députés de la Convention.

A son arrivée à Anvers, le 2 Février, le général avait trouvé la ville consternée de la résidence d'un de ces petits tyrans, dont il a oublié le nom, qu'il avait fait révoquer. Toutes les villes de la Belgique étaient gouvernées par un, ou plusieurs, de ces affreux pro-consuls.

Ils commençaient par mettre sous le séquestre l'argenterie des églises et les revenus du clergé et des nobles, dont ils pillaient, ou vendaient à bas prix, le mobilier; ils supprimaient les impôts pour flatter la populace, cassaient les magistrats élus par le peuple, créaient des clubs, et exerçaient une autorité purement arbitraire, soutenus par la force militaire, qui leur obéïssait aveuglément.

La Belgique entière trouvait cette tyrannie anarchique insupportable. Dumouriez en avait porté les plaintes à la Convention, et ensuite aux commissaires, Camus, Treilhard, Merlin et Gossuin, qu'il avait rencontrés à Gand; ceux ci ne pouvaient, on ne voulaient pas y remédier. Il leur avait prédit, que dès que le prince de Cobourg se présenterait en force sur la frontière, il fallait s'attendre à un soulèvement général; que nos faibles garnisons seraient égorgées, et nos crimes punis par les Belges; qu'il trouvait ce genre de guerre beaucoup plus dangereux, que celle qu'il aurait à soutenir contre les Impériaux.

La déroute d'Aix-la-Chapelle, la retraite honteuse de nos troupes jusqu'à Louvain, leur désertion, leur désordre, leur consternation,

précipitaient alors le danger du soulèvement prédit par le général.

Une circonſtance aggravait encore ce danger. Les commiſſaires avaient projetté de faire exprimer à chaque province son vœu pour la réunion à la France. Ils aſſemblaient le peuple dans les égliſes, sans aucune forme régulière. Le commiſſaire Français, soutenu par le commandant militaire, par des soldats, par des clubiſtes Français et Belges, liſait l'acte d'acceſſion, que souvent perſonne ne comprenait, non plus que sa harangue. Les aſſistans ſignaient cet acte, la plûpart en tremblant; on imprimait ces pièces, et on les envoyait à la Convention, qui sur le champ créait un département de plus.

Dans pluſieurs provinces, ces opérations *fraternelles*, s'étaient faites avec violence, notamment à Bruxelles et à Mons; on avait tiré des coups de fuſil, et donné des coups de sabre. Il paraiſſait des proteſtations imprimées, on voyait éclater des soulèvemens partiels à Wawres, à Hall, à Braines, à Soignies. Le plus dangereux était celui de Grammont. Dix mille payſans s'y étaient réunis, ils avaient des canons, ils avaient empriſonné les commiſſai-

res, et battu des détachemens de la garnison de Gand. Ces soulèvemens allaient incessamment augmenter, et se multiplier. L'armée Française, suffisante à peine pour résister à l'armée Impériale, ne pouvait pas se diviser pour aller faire cette guerre partielle, aussi cruelle qu'injuste, sur toute la surface de la Belgique. Quelques officiers Flamands pouvaient se détacher de l'armée Impériale, pénétrer à la faveur de la langue, au travers de l'armée Française, avec quelques soldats choisis, et donner une forme régulière à cette guerre intestine.

Le général, qui détestait l'injustice de la Convention, n'avait jamais voulu consentir à devenir l'instrument de la tyrannie et le fléau des Belges. Un double intérêt dirigeait alors sa conduite; celui de délivrer ce malheureux pays, et celui de sauver son armée. Il y réussit, et il invoque à cet égard le témoignage de ce bon peuple, de qui il a reçu les marques les plus honorables d'estime, et de reconnaissance, en traversant les Pays-Bas depuis ses disgraces.

En arrivant à Anvers le 11, il trouva la ville dans la plus grande consternation. Un com-

missaire exécutif, nommé Chaussart, qui s'était *modestement* appliqué le surnom de *Publicola*, venait de casser tous les magistrats, et avait donné ses ordres pour les faire arrêter, ainsi que les notables, au nombre de 67. Le général Marassé avait éludé jusqu'alors l'exécution de l'ordre qu'il avait reçu de *Publicola*; mais l'évêque, et tous les autres étaient en fuite, ou cachés. Le général envoya ordre par écrit à Chaussart et aux autres commissaires ses collègues, de sortir sur le champ d'Anvers, et de se rendre à Bruxelles; il leur annonçait qu'en cas de refus d'obéïr, le général Marassé les y ferait conduire par force. Chaussart vint avec beaucoup de dignité, ou d'insolence, se plaindre de cet ordre, et dit qu'il lui semblait dicté par un Vizir. Le général lui répondit gaiement: *Allez, Monsieur Chaussart, je ne suis pas plus Vizir, que vous n'êtes Publicola.* Il le fit partir sur le champ. Il rétablit ensuite le bon ordre et les magistrats dans cette ville importante. Il fit défense au club de se mêler en aucune manière des affaires publiques, et il laissa l'ordre au général Marassé de faire mûrer la porte du club, et de faire emprisonner ceux des clubistes qui contreviendraient à cette

ordonnance, qui fut imprimée dans les deux langues, publiée et affichée.

Il partit ensuite pour Bruxelles. Depuis quelques jours, sur les plaintes en tout genre qu'il avait reçues de cette ville, il en avait ôté le commandement au général Moreton, qui y avait commis des excès de toute espèce, et il l'avait remplacé par le lieutenant-général Duval. Celui-ci était un excellent officier, que sa santé seule empêchait d'être à l'armée, où il avait servi, l'année précédente, avec beaucoup de gloire et d'utilité. Il était rempli de vertus civiles, citoyen éclairé, et parfaitement choisi pour faire oublier le gouvernement tyrannique de Moreton, qui, après avoir refusé d'obéir, était enfin parti sur un ordre du ministre, pour aller commander à Douay, où il a fait encore bien du mal avant de mourir.

Duval rendit compte au général du désordre et de la consternation qui règnaient à l'armée rassemblée à Louvain, d'où il arrivait. On avait perdu presque toutes les tentes et les bagages dans la retraite ; il n'y avait pas de quoi camper la moitié de l'armée, et cependant on ne pouvait y rétablir l'ordre et la confiance, ni la faire mouvoir, qu'en la fai-

sant camper. On avait auſſi perdu beaucoup de canons de bataillons.

Les officiers généraux commandans l'artillerie, ne recevant point d'ordre dans la confuſion de cette retraite, et n'en demandant pas, avaient tenu entr'eux un conſeil de guerre, d'après la déciſion duquel ils emmenaient tout le parc d'artillerie en France. Les canons de 24, ceux de 16, les mortiers, les pontons étaient déjà sur la route de Tournay. Heureuſement les pièces de 12 et de 8, et les obuſiers étaient encore à Anderlecht, ainſi l'armée n'avait plus que quelques canons de bataillons, et il ne lui reſtait pas une pièce de bataille, ou de poſition. Le général ordonna que les pièces de 24 et de 16 s'arrêteraient à Tournay, et que tout le parc qui était à Anderlecht irait rejoindre l'armée à Louvain.

Bruxelles était rempli d'officiers et soldats de toute arme, qui allaient en France. Le général les fit retourner au camp, et il envoya ordre à Tournay, à Mons, et dans toutes les places du département du Nord, de faire arrêter ceux qui voudraient paſſer, et de les faire retrograder pour rejoindre l'armée.

Le général Stengel s'était retiré à Namur

avec un ou deux escadrons de hussards ; le général lui envoya ordre de rejoindre l'armée. Le général Neuilly, qui avait tenu son quartier d'hyver dans le pays de Stavelo, avec la moitié de l'avant-garde de l'armée des Ardennes, s'était pareillement retiré à Namur, le général lui ordonna de venir prendre la position de Judoigne, pour assurer la communication entre l'armée et le corps commandé par le lieutenant-général d'Harville, à qui il réïtéra l'ordre de rassembler ses cantonnemens, ou au moins de les resserrer, s'il n'avait pas assez de tentes pour camper, afin d'empêcher que le prince de Hohenlohe et le général Beaulieu ne pussent forcer le passage de la Meuse, ou tourner la droite de l'armée, pour venir tomber sur Bruxelles et Mons. La garnison de Bruxelles était très-faible, et le général fût encore obligé d'en prendre les meilleurs bataillons pour renforcer l'armée.

On avait fait partir de France un secours de dix-mille hommes, levés à la hâte dans le département du Nord. On avait beaucoup vanté au général ce renfort. On appellait cette troupe les *Centeniers* ; c'étaient des compagnies qui devaient être de cent hommes, mais

qui étaient fort au-dessous de ce nombre, et très-inégales, composées de vieillards et d'enfans, armés de piques, de couteaux de chasse, de fusils de chasse, de pistolets, à qui on avait promis 20 sols par jour; ils devaient être chargés de garder les places de la Belgique, mais non pas, disaient-ils, de les défendre, ni de faire la guerre. Cette milice, qui était de l'imagination des commissaires Gossuin et Merlin, ne pouvait qu'augmenter le dèsordre, la consternation et l'indiscipline; le général se hâta de la renvoyer en France.

Au milieu de ces détails militaires, ce qui occupait le plus Dumouriez, était de ramener l'esprit des Belges, en faisant cesser la tyrannie qui les accablait; il savait bien que tout ce qu'il ferait à cet égard exciterait contre lui les Jacobins et la Convention, mais les maux étaient si graves, les injures si cruelles, le danger de la vengeance si pressant, qu'il jugea qu'il n'y avait plus de ménagement à garder. Chepy, peu de jours avant son arrivée avait pressé le général Duval de faire couper des têtes, il menaçait de mettre Bruxelles à feu et à sang, il avait fait arrêter plusieurs personnes riches, et les avait envoyées dans les cita-

delles du département du Nord. Le général le fit arrêter, et l'envoya à Paris, conduit par la maréchaussée.

La légion des Sans-Culottes, créée par le général Moreton, composée de la plus vile canaille, faisait trembler cette ville, où elle commettait continuellement des cruautés et des extorsions. Un Français, très-mauvais sujet, la commandait avec le titre de général, il se nommait Estienne; le général le fit mettre au cachot, et fit publier et afficher une ordonnance, pour que cette troupe fut abolie, et que, qui que ce soit n'osât se présenter sous cette dénomination.

Il fit assembler les magistrats de la ville, il les pria devant tout le peuple, de ne pas attribuer à la nation Française, les crimes de quelques particuliers, il promit la punition des coupables, il assura qu'il vènait de donner des ordres pour rendre à leurs familles les citoyens paisibles, qu'on en avait arrachés, sous prétexte de servir d'otages. Les représentans laissèrent couler des larmes de reconnaissance, et firent imprimer les détails de cette scène intéressante.

Il publia une ordonnance pour autoriser les

citoyens à porter leurs plaintes aux magiſtrats, et ceux-ci à les vérifier et leur donner une forme légale, contre ceux des commiſſaires, ou autres Français, qui auraient abuſé de leur pouvoir. Il en donna une autre pour défendre aux clubs de s'immiscer dans les affaires publiques. Par une autre, il commanda que les vaſes sacrés fuſſent rendus à toutes les égliſes, et il autoriſa les magiſtrats et les commandans militaires à y tenir la main. Toutes ces ordonnances furent imprimées dans les deux langues, et envoyées dans toute la Belgique. L'effet en fut très-prompt. Les habitans de Grammont écrivirent au général qu'ils dépoſaient les armes. La paix fût rétablie entre les Français et les Belges; cette nation eſtimable oublia tous les maux qu'on lui avait fait supporter, et ne vit plus dans nos soldats que des défenſeurs et des frères. A la vérité les garniſons se conduiſaient aſſez bien, surtout dans les grandes villes, et sans l'odieux décret du 15 Décembre et l'envoi des commiſſaires, les Français auraient été fort aimés dans les Pays-Bas.

Il écrivit le 12 Mars une lettre à la Convention, qui parut si terriblement vraie, que

le préſident, et le comité auquel elle fut renvoyée, n'oſèrent pas la faire lire à la tribune. Une copie de cette lettre se gliſſa dans le public; elle fût imprimée à Anvers. Dans cette lettre le général annonçait tout ce qu'il avait été forcé de faire pour sauver la Belgique et l'armée, et il renvoyait pour les détails au compte qu'en rendrait le miniſtre, à qui il envoya toutes les pièces, en lui preſcrivant de les produire hardiment et sans ménagement à la Convention.

Il aſſembla le commiſſaire ordonnateur Petit-Jean et tous les chefs de toutes les administrations, il leur annonça qu'il allait faire un grand mouvement en avant, et il s'aſſura de toutes les parties de leur service, de manière à avoir d'abord des vivres pour quinze jours; il fit surtout arranger son hôpital ambulant, annonçant que sous peu il donnerait une bataille.

Le tréſorier de l'armée était parti, et s'était déjà retiré à Lille avec deux millions de numéraire; le général envoya ordre au commandant de Lille de le faire sur le champ repartir, avec son tréſor bien eſcorté, pour rejoindre l'armée. Il harangua la garniſon de Bruxel-

les avec tant de succès, que tous les corps demandèrent à le suivre. Enfin il partit le 12 au soir pour se rendre à Louvain.

Avant d'entrer dans les détails militaires, et pour ne pas les interrompre, il faut parler ici de la visite qu'il reçut à Louvain des commissaires de la Convention. Le premier mouvement de Camus, Treilhard, Merlin et Gossuin, avait été de se retirer à la frontière, pendant que la Croix et Danton étaient allés à Paris. Dès qu'ils surent l'arrivée du général, ils vinrent le joindre à Louvain, l'ayant manqué à Bruxelles.

Camus et Treilhard lui reprochèrent ses ordonnances, sur-tout celle qui forçait à rendre l'argenterie des églises; ils lui dirent qu'il aurait dû les attendre, et ne pas agir avec cette précipitation, et ne pas se mêler du civil. Le général leur répondit, que le premier de tous les décrets était le salut public; que la Convention pouvait de loin être trompée, comme elle l'était certainement, sur les affaires de la Belgique, par ses émissaires; que lui était sur les lieux, avait tout le poids de la guerre, de l'honneur de la nation et du salut de l'armée à soutenir, et qu'il en était responsable, non-

seulement à ses supérieurs, mais à la postérité; qu'il n'avait rien fait avec précipitation, mais après y avoir long-tems réfléchi; que s'ils eussent été présents, il ne les aurait pas consultés, mais qu'il aurait tâché de les engager à coopérer avec lui pour parvenir à mettre fin aux crimes et à la tyrannie, qui, depuis trop long-tems, opprimaient les Belges, et déshonoraient la France; que s'ils avaient voulu s'y opposer, il aurait rendu ces ordonnances malgré eux.

Il interpella nommément Camus, qui est un dévôt, et il lui dit qu'il était étonné qu'un homme qui affichait autant de religion voulut soutenir le vol des vases sacrés et des objets du culte d'un peuple ami. *Allez*, lui dit-il, *voir à Ste. Gudule, les hosties foulées aux pieds, dispersées sur le pavé de l'église, les tabernacles, les confessionaux brisés, les tableaux en lambeaux, trouvez un moyen de justifier ces profanations, et voyez s'il y a un autre moyen à prendre, que de restituer l'argenterie, et de punir exemplairement les satellites, qui ont aussi criminellement exécuté vos ordres. Si la Convention applaudit á de tels crimes, si elle ne s'en offense pas, si elle ne les punit pas, tant-pis*

pour elle, et pour ma malheureuse patrie. Sachez que s'il fallait commettre un crime pour la sauver, je ne le commettrais pas. Mais dans ce cas-ci, les crimes atroces qu'on s'est permis tournent contre la France, et je la sers en cherchant à les affacer.

Camus avoua que la grande difficulté était de restituer l'argenterie des églises, parce qu'on l'avait brisée pour l'entasser dans des coffres. *Eh bien,* dit le général, *puisqu'on a la matière, il n'y a rien de si aisé que de les faire refaire, il en coutera la façon.* Camus et Treilhard, soutinrent toujours que le général avait manqué de respect et d'obéïssance envers la Convention. Merlin et Gossuin, plus honnêtes et de meilleure foi, convinrent qu'il avait raison, et il s'éleva entr'eux une dispute violente. Camus dit, qu'il ne pouvait pas se dispenser de rendre compte, et de porter ses plaintes contre le général, qui l'y exhorta, en lui disant que lui-même avait rendu compte, et lui montrant sa lettre du 12, qui fut un nouveau motif de contestation.

C'est dans cette conférence que Camus, le plus irrascible des hommes, dit, moitié riant, moitié furieux: *Général, on vous accuse d'être César,*

César, si j'en étais sûr, je deviendrais Brutus, et vous poignarderais. *Mon cher Camus*, lui répondit-il, *je ne suis point César, vous n'êtes point Brutus, et la menace de mourir de votre main, est pour moi un brevêt d'immortalité.* Les commissaires après trois ou quatre heures de conférence, partirent la même nuit pour Bruxelles; Camus fut fidèle à sa promesse, il rendit compte avec tout le fiel d'un homme faux et méchant, et dès-lors il devint l'ennemi juré du général, qui ne s'occupa plus que des moyens de se tirer du mauvais pas, où l'avaient engagés les fautes de ses lieutenans, et le désordre d'une armée désorganisée, qui n'avait plus le même esprit que la campagne précédente.

CHAPITRE V.

Etat de l'armée. Sa position. Ordres du général aux différentes divisions. Il prend le parti de donner bataille.

L'ARMÉE parût reprendre tout son courage à la vue de son général. La joie, la confiance brillaient dans les yeux des soldats, qui le caressaient, l'appellaient leur père, et montrant beaucoup de honte et de répentir, demandaient à grands cris qu'il les menât à l'ennemi. Il leur reprocha leurs désordres, et surtout leur manque de confiance dans des généraux, qui les avaient jusqu'alors guidés dans le chemin de la victoire, qui étaient ses compagnons et ses élèves. Il leur dit que leur impatience, leur indiscipline, la précipitation et le désordre de leur retraite, lui avait arraché des mains la conquête de la Hollande, de laquelle dépendait, peut-être, le sort de la campagne. Ils lui parûrent très-honteux, très-disposés à réparer leurs torts, à condition qu'il ne les abandonnerait plus, et qu'il les ménerait au plutôt, reconquérir le pays perdu.

Cette disposition aida le général à réorgarniser très-vite cette armée avec le secours du général Thowenot, chef de son état-major qui, avec tous les autres talens pour la guerre, a particulièrement celui de l'ordre à établir dans une grande armée, et la partie des campemens et des reconnaissances. Le général rend, avec un grand plaisir, cette justice à cet excellent officier, son ami, qui peut devenir un des meilleurs généraux de la France, s'il rentre un jour au service de sa patrie, et si les préjugés de toute espèce ne l'empêchent pas d'arriver au commandement.

L'armée, indépendamment des garnisons de la Belgique, indépendamment du corps d'armée employée à l'expédition de la Hollande, d'environ 20000 hommes, dont 2000 de cavalerie, depuis la jonction du général de Flers; indépendamment d'une division de 5000 hommes, dont 800 de cavalerie aux ordres du général la Marlière, et de la division de Namur, aux ordres du lieutenant-général d'Harville, de 1200 hommes d'infanterie et 1500 de cavalerie, était encore forte de trente-huit à quarante mille hommes d'infanterie et de quatre mille cinq cents chevaux, que le chef

de l'état-major organisa de la manière suivante.

L'infanterie composée de 62 bataillons, fût partagée en quatre corps. La droite de 18 bataillons aux ordres du général Valence; le centre de même force aux ordres du duc de Chartres, qu'on nommait alors *Egalité*; la gauche aux ordres du général Miranda. Chacune de ces divisions égales formait 7000 hommes d'infanterie. La réserve de 8 bataillons de grenadiers, commandée par le général Chancel, recevait les ordres du duc de Chartres. Miranda donnait les siens au général Miaczinsky, commandant les flanqueurs de gauche, qui formaient un corps de 2000 hommes d'infanterie et 1000 de cavalerie, et au général Champmorin, qui commandait une division d'environ 6000 hommes, dont 1000 de cavalerie. Le général Valence avait sous ses ordres le corps des flanqueurs de droite, du général Dampierre, égal à celui du général Miaczinsky, et la division du général Neuilly de 4000 hommes, dont 1000 de cavalerie. L'avant-garde était composée de 6000 hommes, dont 1500 de cavalerie, aux ordres du général la Marche. Celui-ci était un vieillard usé, qui avait été

un excellent colonel de huſſards. Il était plein de feu, mais très-facile à décourager. Il avait avec lui deux excellents officiers, quoique forts jeunes, qui le conduiſaient bien, quand il se laiſſait guider; le colonel Montjoye adjudant-général, et le lieutenant-colonel Barrois, commandant de l'artillerie à cheval. Mais sa mauvaiſe santé, et encore plus sa mauvaiſe tête, le rendaient très-dangereux.

La rapidité avec laquelle dans cette guerre, on arrivait aux grades supérieurs, déplaçait tout le monde. Les corps perdaient de bons chefs, et l'armée acquérait des généraux inexpérimentés, et cependant il n'y en avait pas aſſez. L'armée n'avait alors que cinq lieutenants-généraux et douze maréchaux de camp, dont six étaient détachés; il n'en reſtait que six pour commander la ligne. Il n'y avait de tentes que pour camper à-peu-près la moitié de l'armée, le reſte cantonnait, ce qui augmentait l'indiscipline et la maraude.

En arrivant à Louvain le 13 au matin, le général trouva que les trois diviſions de son infanterie étaient campées, ou cantonnées, sur la hauteur en arrière de Louvain, ayant devant elle le canal de Malines. La réſerve avec

un petit corps de cavalerie, était à deux grandes lieues en avant de Bauterſem, et l'avant-garde était encore à plus de deux lieues en avant à Cumptich, ayant un petit poſte de 400 hommes dans Tirlemont. L'ennemi s'avançait et occupait tous les villages entre Tirlemont et Tongres. Son projet était de tourner notre droite le 16, et s'il l'avait exécuté le 13, ou le 14, l'avant-garde se serait culbutée sur la réſerve, celle-ci sur le corps d'armée, et c'en était fait de l'armée entière, qui n'avait ni champ de bataille reconnu, ni ordre de raſſemblement.

Le général se porta le 14 à son avant-garde, et fit sur le champ une diſpoſition plus solide. Il plaça le général Dampierre avec ses flanqueurs à Houguerde, à la droite de Cumptich, et il ordonna au général Neuilly de venir de Judoigne à Lummen, pour appuyer encore cette droite et déborder l'ennemi. Il ordonna au général Miaczinsky de prendre à gauche une poſition entre Dieſt et Tirlemont du côté de Halen, en mettant la Gette devant lui. Il ordonna au général Champmorin d'occuper Dieſt avec sa diviſion. Ce général lui avait mandé que Dieſt était une petite ville

fermée, dont on pouvait faire un bon poste; il lui ordonna d'y travailler, et d'y laisser deux bataillons et cinquante chevaux, lorsqu'il recevrait ordre de marcher en avant.

Il ordonna au général la Marlière de laisser à Aerschett un petit poste de communication avec Diest, et de se porter à Lier pour éclairer la Campine, arrêter la colonne Prussienne, qui pourrait se porter dans cette partie, et couvrir la retraite de l'armée d'expédition de Hollande, qu'il jugea avoir renoncé au projet du passage du Mordyck, comme cela n'était que trop vrai. Il envoya ordre au général de Flers de se presser d'entrer dans Bréda, d'envoyer le colonel Tilly dans Gertruydenberg avec les garnisons indiquées, et de renvoyer l'armée dans les lignes d'Anvers; aux ordres du général Marassé, à qui il comptait envoyer bientôt un successeur en état de faire la campagne, et il fit placer à Turnhout, le corps de la gendarmerie, avec la légion du Nord, aux ordres du colonel Westermann, pour protéger cette retraite, éloigner l'ennemi, et communiquer avec le général la Marlière, et par lui avec la grande armée.

Le 15 Mars au Matin, l'avant-garde enne-

mie attâqua Tirlemont, d'où les 400 hommes se retirèrent sans combat, mais avec perte, s'étant laissé surprendre. Le général Dampierre, accoutumé aux retraites, prit sur lui, dès les premiers coups de fusil qu'il entendit de loin, d'abandonner son poste de Hougaerde, où il gardait un des passages de la Gette, de se retirer sur Louvain, et de mander au général Neuilly de se retirer de son côté sur Judoigne. Le général n'a pas eû le tems d'approfondir si ce fut peur, ou trahison, qui fit faire ce faux mouvement à sa droite. Si l'ennemi l'avait connu, l'armée Françaife pouvait être culbutée. Le général ne s'occupa qu'à réparer cette faute, qui était d'autant plus grave, qu'elle accoutumait le soldat aux terreurs paniques et aux retraites précipitées; il fit replacer dans la nuit même ces deux divisions dans leurs postes. Ce qu'il y eut de singulier, c'est que le général Miaczinsky en fit autant à la gauche, et se retira dans les bois près de Louvain; où on le perdit pendant deux jours, mais il fut remplacé par la division du général Champmorin, à qui le général envoya, le 15, ordre de venir avec vivacité occuper les hauteurs d'Oplinter, à la gauche de Tirlemont, où Champ-

morin arriva le 16 au soir. Heureusement que les ennemis, qui avaient fixé leur marche en avant pour le 16, ne s'apperçurent pas de ces mouvemens retrogrades du 15, et ne furent pas à portée d'en profiter. Le même jour, le général avança avec toute son armée, et bivacqua très-près de Cumptich en avant de Bautersem, pour prendre sa revanche le lendemain, et ne pas laisser aux ennemis l'avantage de débuter contre lui par un succès; cela était d'autant plus important, que s'il les laissait maîtres de Tirlemont, il fallait nécessairement qu'il reculât, et alors le découragement aurait bien vîte repris ses troupes.

Les Impériaux tenaient avec une forte avant-garde Tirlemont et l'espace entre les deux Gettes, depuis la chaussée de St. Tron, jusques vis-à-vis d'Hougaerde. Le 16, au matin, le général les attaqua vigoureusement; et comme la hauteur d'Oplinter prend un flanc sur le grand chemin de St. Tron, quand il se fut rendu maître de Tirlemont après quelques résistances, les Impériaux, dont la droite se trouvait débordée par la position du général Miranda sur les hauteurs d'Oplinter, se hâtèrent de passer le petit bras de la Gette,

pour se retirer sur les hauteurs de Neerlanden, Nerwinde, Middlewinde et Oberwinde.

Entre les deux Gettes, à une lieue et demie sur la droite en avant de Tirlemont, eſt un village nommé Gotzenhoven, qui domine toute la plaine, c'eſt un mamelon, ayant en avant de lui des hayes, et des foſſés pleins d'eau sur sa droite et en arrière.

Les Impériaux n'eûrent l'air de connaître l'importance de ce poſte, que lorsque les Français s'en fûrent emparés, et que Dumouriez y eût placé le général la Marche, avec son avant-garde et du canon. Ils tenaient encore alors les deux villages de Meer et de Hattendover, que le général faiſait attaquer par ses colonnes, à meſure qu'elles débouchaient de Tirlemont; ils avaient fait une grande faute, en n'occupant pas en force Gotzenhoven, dont la poſition pouvait, ou défendre, ou foudroyer ces deux villages. Ils réunirent alors un gros corps d'infanterie et de cavalerie, pour tâcher de déloger les Français de Gotzenhoven. Ils y firent, mais inutilement, des prodiges de valeur. Les cuiraſſiers vinrent charger avec la plus grande intrépidité l'infanterie Françaiſe jusques dans les hayes du village; leur perte

fut très considérable. Cette attaque se réïtéra plusieurs fois. Ils ne purent pas tourner Gotzenhoven par la droite, ce qu'ils essayèrent eu vain; parce que le général Neuilly, qui avait passé la grande Gette à Lummen, arriva fort à propos avec sa division sur cette droite pour venir prendre la position de Neerhelyssen. Le combat ne finit, et les Impériaux ne furent en pleine retraite que vers les 4 heures après midi. Il avait duré au moins 8 heures entre deux avant-gardes, à-peu-près d'égale force, également soutenues par leurs armées. Les Impériaux avaient beaucoup plus perdu que les Français, à qui l'avantage était resté, mais qui pensèrent perdre leur général à l'attaque de Gotzenhoven.

Ce combat de Tirlemont, qui a couté plus de 1200 hommes aux Autrichiens, rendit à l'armée toute sa confiance. Le général la plaça en deux parties, la droite et le centre depuis Gotzenhoven jusqu'au grand chemin sur la ligne des villages qui avaient servi de champ de bataille. Le général Neuilly appuyait la droite à Neerhelyssen. Le général Dampierre, qui arriva le soir du combat, fut posté à Esemaël, en avant du centre. Le général Miaczinsky,

qui arriva en perſonne avec sa cavalerie, ayant laiſſé près de Louvain son infanterie, conſiſtante en 8 bataillons, fut placé au pont de la petite Gette, vis-à-vis d'Orsmaël. Une partie de la diviſion de Miranda, reſta derrière la grande Gette, campée, ou bivacquée, à la gauche de Tirlemont, s'avançant en potence jusqu'à Oplinter, où arriva dans la nuit la diviſion du général Champmorin.

Il fallait, après ce premier succès, prendre un grand parti. L'armée Impériale allait continuellement recevoir des renforts, l'armée Françaiſe en avait très-peu à eſpérer. La cavalerie Autrichienne était déjà du double plus nombreuſe que la Françaiſe, et d'une eſpèce bien supérieure. Il ne fallait pas penſer à défendre pied à pied les Pays-Bas, avec une armée indisciplinée, n'ayant point aſſez de généraux, incapable d'exécuter des marches promptes et des manœuvres habiles, devant une cavalerie nombreuſe et aguerrie, n'ayant derrière elle aucune place, aucun poſte fortifié.

Il fallait cependant arrêter l'ennemi, et cela ne pouvait se faire que par une bataille. Dans la poſition préſente, la vraie prudence était de tout hazarder, avant que le prince de Co-

bourg eût reçu toutes les troupes qu'il attendait pour commencer la campagne. Les deux armées étaient d'égale force; celle qui attaquerait avait l'avantage de l'offensive. Cet avantage avait été pendant quinze jours entre les mains du prince de Cobourg. Le général Dumouriez, venait de le reprendre, par le combat de Tirlemont.

S'il avait le bonheur de gagner une bataille décisive, telle qu'il voulait la donner; 1°. il faisait reprendre entièrement à son armée l'opinion de sa supériorité, et il intimidait les ennemis; 2o. il assurait la fidélité des Belges, et la levée des 25 bataillons de cette nation aurait été beaucoup plus prompte; ainsi il se serait donné au moins vingt mille hommes d'infanterie de plus; 3°. il regagnait le terrein perdu du côté de Liège, car les Autrichiens n'auraient pas pu tenir cette ville, ni même Aix-la-Chapelle, et se seraient retranchés sous Maestricht; 4°. il faisait reculer le prince de Cobourg, lui faisait nécessairement repasser la Meuse, et l'affaiblissait au point de ne pas pouvoir rentrer en campagne avant le mois de May, au plutôt.

Il comptait alors donner un bonne position défensive dans un camp retranché entre les deux

Gettes, au général Valence, qui y aurait observé l'ennemi, et reçu tous les renforts de France et des Pays-Bas, pendant que le général d'Harville se serait également renforcé du côté de Namur. Le général Valence aurait été maître de la campagne, et aurait tenu en échec le prince de Cobourg, tandis que le général Dumouriez, aurait envoyé le général Miranda prendre le commandement de l'armée d'Anvers, et se portant lui-même avec 30000 hommes contre Bois-le-Duc, aurait repris son projet d'attaque de la Hollande, et aurait forcé à la fois, les passages par le Mordyck et Gorcum. S'il n'avait pas pû pénétrer en Hollande, il se serait au moins emparé des places de la *Généralité* et de la Flandre Hollandaise, par-là il aurait couvert sa gauche, et se serait procuré des vivres, des habits, des armes et de l'argent.

Dès-lors il se serait vu indépendant de la Convention, et pouvant, peut-être, lui faire la loi pour l'avantage de sa malheureuse patrie, pour la vengeance de Louis XVI, et pour le rétablissement de la monarchie constitutionnelle.

Si au contraire le général Dumouriez était

vaincu, il comptait, 1°. prendre la position derrière le canal de Louvain, pour couvrir quelque tems Bruxelles, et renforcer son armée; 2°. garder la position de Namur, en portant par la suite le corps du général d'Harville à vingt-cinq mille hommes, et replaçant la division du général Neuilly, en communication par Judoigne, avec sa retraite sur la forêt de Soignies, pour couvrir Bruxelles; 3°. former un pareil corps d'armée sous Anvers, tenant toujours Bréda et Gertruydenberg, avec une communication par Lier et Dieſt; 4°. faire aſſembler sur les derrières un corps de 14 à 15000 hommes du côté de Bruges, pour couvrir la Flandre maritime; 5°. négocier avec les Impériaux, pour obtenir une ſuſpenſion d'armes, pendant que dans les différents camps on aurait travaillé à perſuader aux troupes, ce qui n'était que trop vrai, que leur déſorganiſation, et les déſaſtres qui en réſultaient, venaient de l'abſurde gouvernement de la Convention; qu'il était tems de faire ceſſer l'anarchie, qui entraînait la ruine entière de la France; que de l'armée seule dépendait le sort de la patrie. Alors quand les eſprits euſſent été bien préparés, son projet était de renforcer

l'armée, des bataillons Belges, qui détestaient la Convention et les Jacobins; de se déclarer ouvertement contr'elle, en faveur de la royauté constitutionnelle; de prendre des ôtages pour garantir les prisonniers du Temple, et marcher sur Paris.

Tels étaient les projets du général Dumouriez; tels étaient ses motifs pour donner une bataille décisive, et pour faire tous ses efforts pour la gagner. Car jamais il n'a eû la lâcheté de penser à se faire battre. Il voulait tâcher d'être le maitre des événemens. Quoiqu'il détestat les tyrans de la France, quoiqu'il eût horreur des cruautés et des crimes qui la déshonoraient, il ne s'en croyait pas moins obligé de soutenir l'honneur de sa nation, et de répondre à la confiance qu'elle lui avait montrée jusqu'alors. Jusqu'au dernier moment il a fait ce qu'il a pû, pour que les étrangers ne fussent pas les maitres de diriger les événemens de la France, et pour que sa patrie ne fut offensée, ni dans sa dignité, ni dans ses possessions. C'est ce qui lui a attiré le reproche très-mal fondé de la part du public mal instruit, et nommément de la part de l'électeur de

de Cologne, de n'avoir changé de parti qu'après avoir été battu.

N'avait-il pas auparavant déclaré la guerre aux Jacobins par les ordonnances qu'il avait faites à Anvers et à Bruxelles? n'avait-il pas chassé et emprisonné les commissaires spoliateurs, qui n'agissaient que par ordre de la Convention? n'avait-il pas écrit à cette même Convention la lettre du 12 Mars? n'avait-il pas fait rendre l'argenterie des églises? Sa correspondance avec Pache qui est imprimée, celle avec Beurnonville et le Brun, qui l'est aussi dans les Moniteurs de Mars et Avril, ne contiennent-elles pas les vérités les plus dures et l'opinion la plus franche du général contre les auteurs des maux de la patrie? Que s'il n'y parle pas de la famille royale, c'est qu'il avait à craindre que ce qu'il eût dit en leur faveur ne devint leur arrêt de mort.

En lisant ces mémoires, en rappellant les faits et les écrits de ce tems, on y verra que le général Dumouriez n'a jamais varié dans son opinion; qu'ennemi des tyrans de sa patrie, il a toujours été son défenseur zélé; que ses ennemis ont été les siens propres; qu'il leur a fait une guerre franche, en même tems

que généreuſe, parce que son civisme n'a jamais été ni fanatique, ni injuſte, ni sauvage; que ces mêmes émigrés, qui le déteſtent autant que les Jacobins mêmes, ont éprouvé en toute occaſion son humanité et sa généroſité; et que dans une guerre qui ne reſſemble à aucune autre, dans une guerre d'opinion, ou l'inſtabilité de principes et de conduite, trouverait même des excuſes, il n'a ni cruauté, ni abus de ses succès, ni perfidie, ni changement de parti, ni faibleſſe dans ses disgraces à se reprocher; que par principe de philantropie il a sauvé à l'empereur ses Pays-Bas, de l'aveu de l'archiduc Charles, des ministres, des généraux, de l'armée et des peuples, et cela sans arrière-penſée de trouver dans ses Etats un azyle, puisqu'alors il ne faisait un traité avec le prince de Cobourg, que pour marcher sur Paris, dans l'espoir de délivrer sa patrie.

Horriblement calomnié auprès de l'empereur, ne pouvant pas se retirer dans ses Etats, qu'il espérait trouver ouverts pour lui, quand même toutes les autres puiſſances lui fermeraient les leurs, il attend tout du tems, il ne perd ni l'espoir, ni le courage; fort de

son caractère et de sa conduite, il se console avec cette sentence de Valère-Maxime. *Perfecta ars, fortunae lenocino defecta, fiducia justa non exuitur, quamque scit se laudem mereri, eam etsi ab aliis non impetrat, domestico tamen acceptam judicio refert.*

CHAPITRE VI.

Bataille de Nerwinde.

Le prince de Cobourg s'était avancé entre Tongres, St. Tron et Landen. Le combat de Tirlemont, du 6, l'avait engagé à se tenir ensemble. Les deux armées bivacquaient, et se trouvaient en préſence. Le général Dumouriez paſſa la journée du 17 à reconnaître la poſition de l'ennemi, à placer ses troupes dans l'ordre où il voulait qu'elles combattissent, et à préparer son plan d'attaque, Il avait devant lui la petite Gette, qui prenant sa source dans la mairie de Jaudrain, court presque parallèlement avec la grande Gette, qu'elle va rejoindre au-deſſous de Leaw. Cette rivière le séparait de l'ennemi; elle eſt encaiſſée, et bordée des deux côtés de collines, qui dans la partie, occupée par les Impériaux, s'élevaient en amphithéâtre, jusqu'au terrein plus élevé de Landen et de St. Tron.

Il avait calculé que le prince de Cobourg devait avoir toute la force de son armée sur Tongres et St. Tron, à cauſe de la néceſſité de

tirer-ses vivres de Maestricht et de Liège, et que par conséquent sa gauche, qui s'étendait du côté de Landen, devait être plus faible, et susceptible d'être tournée, ou dépostée. Il savait aussi qu'il avait négligé d'occuper la petite ville de Leaw, qui est un poste de campagne très-régulier, et qui dans le projet d'attaque d'une des armées contre l'autre, pouvait servir, ou de pivot au mouvement de l'aggresseur, ou de point de résistance pour l'attaqué.

En avant de la ligne ennemie, qui s'étendait de Landen vers Leaw, sont les trois villages d'Oberwinde, Middlewinde et Nerwinde, au-dessous de celui du centre, est un monticule, nommé la Tombe de Middlewinde, qui domine les trois villages et un vallon qui les sépare de la ville de Landen. En cas d'attaque celui qui occupe cette place est maître de toute cette plaine, et doit nécessairement faire reculer son ennemi.

C'est sur ces données que Dumouriez avait arrangé le plan de la bataille, dont voici la disposition. La première colonne formant la droite de l'armée, composée de l'avant-garde aux ordres du général la Marche, débouchant

par le pont de Neerhelyſſen, devait se porter dans la plaine entre Landen et Oberwinde, pour déborder la gauche de l'ennemi, et inquiéter son flanc. La deuxième colonne, composée de l'infanterie de l'armée des Ardennes, commandée par le lieutenant-général le Veneur, débouchant auſſi par le même pont, soutenue par un gros corps de cavalerie, devait se porter avec rapidité sur la Tombe de Middlewinde, et attaquer le village d'Oberwinde, qui ne pouvait réſiſter au canon de 12, placé sur la Tombe. La troiſième colonne aux ordres du général Neuilly, débouchant auſſi par le même pont, devait attaquer en même tems le village de Nerwinde par sa droite.

Ces trois colonnes formaient l'attaque de droite, commandée par le général en chef Valence, qui devait enſuite, en cas de succès, par un quart de converſion par sa gauche, pouſſant la gauche de l'ennemi devant lui, continuer à marcher en bataille, laiſſant Landen derrière lui, et faiſant face à St. Tron.

L'attaque du centre, commandée par le duc de Chartres, était compoſée de deux colonnes. La quatrième colonne, commandée par le lieutenant-général Dietmann, paſſant la rivière au

pont de Laër, devait traverſer rapidement le village, qui n'était occupé que par quelques tirailleurs Impériaux, et se porter directement sur le front de village de Nerwinde. La cinquième colonne, commandée par le général Dampierre, devait, après avoir paſſé au pont d'Esemaël, se porter sur la gauche de Nerwinde. Ces deux colonnes devaient enſuite suivre le mouvement de la droite, en formant une ligne diagonale avec leur point de départ.

L'attaque de gauche aux ordres du général Miranda, était compoſée de trois colonnes. La sixième aux ordres du général Miaczinsky, paſſant la rivière à Over-Helpen, devait attaquer devant elle, en se dirigeant sur Neerlanden, obſervant de ne jamais dépaſſer la tête de la cinquième colonne. La septième colonne, aux ordres du général Ruault, devait paſſer la rivière au pont d'Orsmaël, et attaquer par le grand chemin de St. Tron. La huitième colonne, aux ordres du général Champmorin, devait paſſer la rivière au-deſſous de Neerlinter, au pont de Bingen, et se jetter dans Leaw, qu'elle devait tenir jusqu'à la fin de la bataille.

En cas d'une pleine réuſſité, l'armée Fran-

çaise devait à la fin de l'action se trouver rangée en bataille, sa gauche à Leaw et sa droite à St. Tron, faiſant face à Tongres, qui était le point *obligé* de retraite de l'armée Impériale. Les bords de la Gette, à portée des ponts, étaient garnis de batteries pour protéger la retraite des colonnes, en cas de défaite.

Le 18 Mars, entre sept à huit heures du matin, toutes les colonnes s'ébranlèrent à la fois avec beaucoup d'ordre, et paſſèrent la rivière sans obſtacle. Le général la Marche se porta d'abord dans la plaine de Landen, mais il fit la première faute, n'y trouvant pas d'ennemis, de se rabattre par sa gauche sur le village d'Oberwinde, et de se confondre avec la seconde colonne; celle-ci fut retardée par la lenteur de la marche de l'artillerie et de l'infanterie, cependant elle attaqua sur les dix heures le village d'Oberwinde, et la Tombe de Middlevinde, avec tant de vigueur, qu'elle les emporta, mais elle n'eût pas la ſageſſe de garder la poſition de la Tombe, que les Autrichiens reprirent, et qui fut diſputée toute la journée. La troiſième colonne entra avec tant de vivacité dans Nerwinde, qu'elle en chaſſa les Impériaux; mais le général Neuilly

abandonna presqu'aussi-tôt ce village, pour s'étendre dans la plaine, en se rapprochant de la deuxième colonne. Le général Neuilly prétend qu'il en a reçu l'ordre du général Valence, qui dit de son côté, que ce fut un mal-entendu du général Neuilly.

Les Impériaux rentrèrent aussi-tôt dans Nerwinde, d'où ils furent chassés une seconde fois par la quatrième et la cinquième colonne aux ordres du duc de Chartres. Le général Desforêts, excellent officier, y fût blessé d'un coup de fusil à la tête. La confusion se mit dans cette attaque, le village se trouva encombré d'infanterie, qui se mêla, se mit en désordre, et l'abandonna encore, à l'apparence d'une seconde attaque de l'ennemi.

Le général Dumouriez, qui arriva sur ces entrefaites, fit attaquer encore une fois le village qui fut encore emporté, mais les troupes en sortirent aussi-tôt, et tout ce qu'il put faire, fut de les rallier à 100 pas de Nerwinde, qui resta rempli de morts et de blessés des deux partis, et que les Impériaux n'occupèrent que le soir. Ce fut dans ce moment de désordre que la cavalerie Impériale, débouchant dans la plaine entre Nerwinde et Middlewinde,

chargea la cavalerie Françaiſe, à la tête de laquelle combattait avec beaucoup de valeur le général Valence, qui fut bleſſé, et obligé de se retirer à Tirlemont. Cette cavalerie Impériale fut très-maltraitée et repouſſée. Pendant cette charge un autre corps de cavalerie déboucha avec la même fureur par la gauche de Nerwinde pour se jetter sur l'infanterie de la quatrième colonne. Le général Thowenot, qui s'y était poſté, fit ouvrir les rangs pour la laiſſer paſſer, enſuite il lui fit faire une décharge si à propos, de canon à mitraille et de mousqueterie, par le régiment de Deux-Ponts, que presque toute cette cavalerie fut détruite.

Dès-lors le sort de la bataille se trouva fixé à la droite et au centre en faveur des Français, qui s'étant remis en bon ordre, pleins de confiance et de courage, paſſèrent la nuit sur le champ de bataille, se préparant à recommencer le lendemain à la pointe du jour pour completter leur victoire. Les Impériaux ont avoué qu'ils étaient prêts à faire leur retraite, et que leurs équipages avaient déjà eû ordre de se retirer sur Tongres.

Mais les évènemens se paſſaient bien diffé-

remment à la gauche. La sixième et la septième colonne avaient attaqué devant elles avec beaucoup de vigueur, mais étant déjà maîtresses d'Orsmaël, la terreur se mit dans les bataillons de volontaires, qui abandonnèrent les troupes de ligne. Les Impériaux, voyant le désordre, l'augmentèrent par une charge de cavalerie, qui acheva de mettre ces deux colonnes en déroute. Guiscard, maréchal-de-camp de l'artillerie, fut tué, ainsi que plusieurs aides-de-camp et officiers d'état-major, les généraux Ruault et Ihler furent légérement blessés.

Il y avait encore bien de la ressource, il n'était pas plus de deux heures après midi, les Impériaux ne poursuivaient pas ces deux colonnes qui avaient repassé le pont d'Orsmaël, le général Miranda venait de recevoir l'avis qu'il venait d'arriver à Tirlemont les huit bataillons du corps des flanqueurs de Miaczinsky, tous frais, et dont il pouvait se renforcer, en leur faisant occuper la hauteur de Wommersem en-deça de la Gette. Mais, soit que le général eût perdu la tête, soit plutôt qu il se livrât à son ressentiment, et que voyant le succès de la droite, commandée par son

rival, le général Valence, il voulut l'empêcher, il donna l'ordre de la retraite, et l'exécuta jusques derrière Tirlemont, à plus de deux lieues du champ de bataille; ce qu'il y eût de plus perfide dans sa conduite, c'est qu'il n'envoya au général aucun avis de ce mouvement, qui livrait le centre et la droite de l'armée à tout le poids de l'attaque de l'ennemi, qui au reste ne profita pas de cette lâche retraite, ni pour se débarasser de cette gauche, qu'il pouvait détruire entièrement, en la poursuivant jusqu'á Tirlemont, ni pour recommencer l'attaque contre le centre et la droite, qu'il pouvait prendre en flanc.

Le général Champmorin s'était emparé de Leaw, où il se maintint, jusqu'à ce que voyant la retraite du général Miranda, il abandonna très-tard ce poste, repassa par son pont de Bingen, qu'il coupa après lui, et remonta à sa position d'Oplinter. Peut-être l'inaction des Impériaux contre la gauche de l'armée Française, après la retraite du général Miranda, est-elle due à la position de Champmorin à Leaw, d'où il débordait leur droite.

Le général Dumouriez avait été occupé pendant toute l'action à rétablir l'ordre à sa droite

et à son centre, et à s'assurer du succès dans cette partie, qui était la plus essentielle, étant chargée de tout le mouvement, dont la gauche était le privot. Dès deux heures après midi il avait entendu cesser le feu de sa gauche, qui avait été jusqu'alors très-vif, mais il avait d'abord attribué ce silence à un succès, il avait pû juger par la progression du feu, que les sixième et septième colonnes, que la difficulté du terrein l'empêchait de voir, après avoir poussé ce qui était devant elles, s'étaient arrêtées à un point fixe, pour ne pas dépasser la tête des colonnes de leur droite; mais rien ne pouvait le faire conjecturer l'inconcevable retraite du général Miranda, et il est peut être heureux de l'avoir ignorée, dans le moment où il était occupé à reparer les désordres de la droite et du centre.

Sur la fin de la journée il remarqua des colonnes Impériales qui se portaient de leur droite à leur gauche pour la renforcer, ce qui lui fut d'un mauvais augure; mais il n'avait encore que des soupçons, n'ayant aucun message du général Miranda. Il passa ainsi la soirée devant le village de Nerwinde. A la fin ses soupçons, qu'il n'avait communiqué qu'au général Thowenot, devinrent des in-

quiétudes réelles. Il partit avec le chef de l'état-major, deux aides-de-camp et deux domestiques, pour se porter à sa gauche. En arrivant au village de Laër à dix heures du soir, il fut étonné de le voir abandonné par ordre du général Dampierre, qui après s'être conduit avec beaucoup de valeur dans la bataille, avait repassé, sans avoir reçu d'ordre, la Gette, à la nuit tombante, avec sa division, et s'était retiré à sa première position du village d'Esemaël. Continuant sa route, il arriva près du pont d'Orsmaël, qu'il croyait occupé par les colonnes de Miranda, et qui l'était par les hullans Autrichiens, par lesquels il pensa être pris. Il se replia par le grand chemin de Tongres sur Tirlemont, étonné du silence et de la solitude qu'il trouva jusqu'à une demi-lieue de cette ville, où il trouva trois ou quatre bataillons, bordant le grand chemin, sans cavalerie, et sans ordre, qui lui apprirent la honteuse retraite de sa gauche.

Il trouva dans Tirlemont le général Miranda, qui froidement écrivait à ses amis. Le général Valence avait fait tous ses efforts inutilement, pour l'engager a se reporter en avant, en l'assurant que la bataille était gagnée par la droite

et le centre, et que ce mouvement acheverait de décider le succès. Le général Dumouriez lui ordonna très-sévèrement de rassembler, dans la nuit même, son corps d'armée, et d'aller occuper la hauteur de Wommersem, le grand chemin et le pont d'Orsmaël, ainsi que celui de Neerhelpen, pour au moins assurer le passage de la Gette, et la retraite de la droite et du centre, qui se trouvaient engagés au milieu de l'armée ennemie, avec une rivière derrière eux.

Telle est cette bataille de Nerwinde, qui a décidé le sort de la campagne, et qui eût été entiérement gagnée, si le général Miranda, après le premier désordre de ses deux colonnes, au lieu d'ordonner la retraite, avait bordé la Gette, et avait conservé la position des ponts d'Orsmaël et de Neerhelpen, qui le tenait toujours en ligne avec sa droite et sa gauche. Cette retraite a été d'autant plus facheuse, que ces deux colonnes ont perdu plus de deux mille hommes, pendant que le reste de l'armée n'en a pas perdu que six cents, après de sanglants combats. Les Impériaux ont avoué quatorze cents hommes de perte, c'est-à-dire le double. Les Français ont perdu environ trois mille hommes

tués, ou pris, et plus de mille bleſſés, outre beaucoup de canons.

Les deux partis ont fait également des fautes. Les Français n'ont pas preſſé aſſez l'attaque de la Tombe de Middlewinde, qui était le point déciſif, ils l'ont enſuite abandonné sans savoir pourquoi. Le général Neuilly a penſé tout perdre en abandonnant le village de Nerwinde sur un ordre verbal, Miranda, après s'être emparé du village d'Orsmaël, a eu tort de céder à la terreur de ses troupes, et a tout perdu en ordonnant la retraite, qui eſt devenue une déroute. Les Impériaux ont fait la première faute de ne pas défendre les bords de la Gette; la seconde, de ne pas attaquer en tête et en flanc les trois colonnes de droite, pendant qu'elles montaient pour les attaquer, expoſées aux feux des villages de Leër, Nerwinde, Middlewinde et Oberwinden: troiſièmement, d'avoir abandonné le poſte élevé et avantageux de la Tombe de Middlevinde, et de n'y avoir pas placé une batterie: quatrièmement, de n'avoir pas occupé Leaw à leur droite: cinquièmement, de n'avoir pas pourſuivi Miranda dans sa déroute:

ſixièmement,

sixièmement, de n'avoir pas au moins attaquée avec leur droite, qui n'avait plus d'ennemis en tête, le flanc gauche des colonnes du centre de l'armée Françaiſe, qui étaient en bataille devant Nerwinde.

CHAPITRE VII.

Retraite du 19. Combat de Gotzenhoven.

Il ne reſtait au général Dumouriez d'autre parti à prendre que d'aſſurer la retraite de la droite et du centre de son armée. Leaw, le point déterminant du succès était abandonné, tout ce qu'il pouvait eſpérer dans la confuſion des troupes aux ordres de Miranda, était de ramener cette gauche, non pas sur le terrein de la bataille au-delà de la petite Gette, mais sur ses bords en deçà. Il manquait beaucoup de canons à ces deux colonnes, qui avoient souffert dans leur déroute. Tous les généraux, officiers supérieurs, ou d'état-major, étaient hors de combat. Indépendamment de la perte réelle par le fer de l'ennemi, plus de six mille hommes étaient déjà déſertés sur le chemin de Bruxelles et de la France.

Le général paſſa le reſte de la nuit à donner les ordres de retraite à sa droite, que commandait alors en chef le duc de Chartres par l'abſence du général Valence, et qui se conduiſit avec sang-froid, courage et prudence.

Les Impériaux venaient de gagner une grande victoire, mais ils n'en étaient pas sûrs; il avaient été si frappés des grands avantages remportés par la droite et le centre des Français, que malgré le succès de leur droite contre notre gauche, ils n'étaient pas tentés de les poursuivre. Ils voyaient les Français en bataille, prêts à recommencer, ils soupçonnaient vraisemblablement que leur gauche allait reprendre sa position, ainsi ils n'interrompirent pas plus la retraite, qu'ils n'avaient mis d'obstacle à l'attaque.

Cette retraite se fit en plein jour, par les mêmes ponts, par le même procédé, avec la même fierté, sans précipitation. Dumouriez envoya le général Thowenot à la droite pour recevoir les colonnes, et les placer à mesure dans le champ de bataille, depuis Gotzenhoven jusqu'à Hackendower, pendant que lui-même se chargea de rassembler la gauche et de la ramener aux points de Wommersem et du pont d'Osmaël. Les ennemis étaient déjà maîtres de ce dernier, et le général pour les empêcher d'avancer trop par la chaussée, prit la précaution d'envoyer ordre au général Dampierre, posté à Esemaël, de faire faire un mouvement à

gauche à la moitié de sa division pour flanquer le grand chemin, et de tenir dans cette position en potence, jusqu'à ce que le centre eût repassé la rivière, alors de rétablir lentement sa ligne avec lui, et de reculer en front de bandière jusqu'au champ de bataille, dont Gotzenhoven fait la droite, et Hackendower la gauche, faisant face à la petite Gette.

Cet ordre parfaitement exécuté par le général Dampierre, sauva l'armée, car les colonnes de Miranda avaient acquis un tel dégré de désordre et d'apathie sur leur honte du jour précédent, qu'il était dix heures du matin avant que le général Dumouriez pût les faire marcher en bonne contenance, en avant d'Hackendower, en bataille à la droite et à la gauche du grand chemin.

La tête de l'armée Impériale avait déjà passé le pont d'Orsmaël, et s'était formée avec son artillerie sur la hauteur de Wommersem, que le général ne put jamais engager ses troupes à attaquer, quoiqu'elles fussent écrassées par cette artillerie dominante, et qu'elles souffrissent cette perte continuelle avec une constance héroïque. Dumouriez pensa être tué dans cette occasion; un boulet fit abattre son che-

val, et le couvrit de terre; la vivacité avec laquelle il se releva empêcha un grand désordre, et peut-être une déroute que sa chûte fut sur le point d'occasionner. Cette gauche, qui avait fui la veille avec tant de lâcheté, soutint alors avec intrépidité tout l'effort de l'attaque des Impériaux, mais le général n'y distingua qu'un courage de résistance, dénué de l'audace qu'il voulait inspirer, pour aller à la bayonette, culbuter les troupes établies sur le plateau de Wommersem, ayant la Gette à dos. Il se mit plusieurs fois à la tête de la colonne, sans pouvoir la faire avancer, trop heureux de la voir tenir ferme dans sa position, qui était plus dangereuse que ne l'aurait été une attaque vigoureuse sur cette partie de l'armée Impériale, qui, séparée du reste, avec un pont pour retraite, aurait pû être battue, s'il avait eu plus d'officiers pour conduire ses colonnes.

Pendant que la gauche de l'armée Française éprouvait encore ce reste d'impression de la terreur de la veille, la gauche des Impériaux montrait la même stupéfaction par la même cause, et laissait passer tranquillement la rivière à la droite et au centre des Français,

elle leur laissa même prendre la position de Gotzenhoven, où elles se rangèrent en bataille, avant de se décider à passer elle-même la rivière pour venir les attaquer. Ainsi toute la journée se passa en manœuvres et en déployements, formant un superbe coup-d'œil d'exercice, avec quelques canonnades et fusillades entre les têtes des deux armées, et le soir on bivacqua très-près l'un de l'autre en bataille.

Cette retraite fière, et faite avec le plus grand ordre, a été d'autant plus admirée des Impériaux, qu'elle ne parcourait qu'environ trois-quarts de lieue de terrain, et que l'armée Française paraissait reprendre tranquillement sa position de la veille de la bataille. Mais dans la soirée, le général Dumouriez eut lieu d'être convaincu par l'esprit de dégoût et d'apathie qui régnait dans son armée, que s'il restait en position de recevoir bataille le lendemain, il serait infailliblement battu, et qu'alors la déroute serait complette.

Dans tous les tems, pour bien conduire le soldat Français, il a fallu consulter ses impressions, mais plus encore depuis la révolution, qui ayant entièrement anéanti la subordination militaire, a donné encore plus d'effort à

cet esprit volontaire et capricieux, qui tient au caractère national. Il est dans la nature active et impétueuse du Français de marcher toujours devant soi, et de conquérir; mais il n'est pas propre à conserver ses conquêtes. Sans que sa bravoure diminue, la guerre défensive et méthodique l'ennuie, et le contrarie; et dans ce cas, lorsqu'il ne peut pas être retenu par la sévérité des loix militaires, qui n'existent plus, il abandonne ses chefs et ses drapeaux, et il déserte par légéreté, et sans s'embarrasser des conséquences. Les troupes de ligne, contenues par un reste d'attachement à leurs drapeaux, et de pudeur, faisaient encore bonne contenance, mais les gardes nationales, qui faisaient les trois-quarts de l'armée, disaient tout haut, qu'il était inutile de se faire tuer dans la Belgique, qu'il fallait aller défendre ses foyers, et partaient par compagnies et par bataillons entiers. Il eût été dangereux et impossible de vouloir les retenir par force.

Il ne fallait plus penser qu'à se retirer en bon ordre, pour couvrir leur défection, et les empêcher d'être massacrés par les Impériaux et par les paysans. Le général sentit douloureusement cette nécessité, et se vit con-

traint à passer la grande Gette dans la nuit, et à se retirer sur les hauteurs de Cumptich, en arrière de Tirlemont. Tous ses mouvemens arrangés avec méthode, et exécutés avec une précision, qu'on aurait à peine espéré d'une armée plus exercée, et point battue, se firent avec succès. Les Impériaux, trompés par les feux entretenus avec soin, et par la vigueur et la bonne contenance de l'arrière-garde, ne se mirent en mouvement que le 20, pour venir tâter Tirlemont, d'où les Français avaient eu le tems d'évacuer leurs magazins. Cependant le général Miaczinsky, qui était chargé de la garde de cette ville, y perdit un canon de douze, par la précipitation de sa retraite.

CHAPITRE VIII.

Retraite du 20 et 21. Combat sur la Welpe. La-Croix et Danton à Louvain. Combat du 22.

La poſition de Gumptich a l'avantage d'être très-élevée au-deſſus de la Gette. Ce camp, faiſant face à Tirlemont, a sa gauche appuyée à la Welpe, qui court enſuite derrière lui par Bauterſem et Wertryk; la droite, en arrière de Hougaerde, eſt moins bien défendue. Ce n'eſt cependant qu'une poſition de paſſage; elle ne protège pas Louvain, si l'ennemi paſſe par Dieſt, ni Bruxelles, s'il tourne par Judoigne. Le général ne pouvant pas y tenir longtems, profita de la journée du 20 pour paſſer la Welpe, et prendre le camp de Bauterſem, sa droite appuyée à Op et Neerwelpe, sa gauche sur les hauteurs et dans les bois en avant du Zellenberg.

Il renvoya le général Neuilly avec sa diviſion, renforcée jusqu'à six mille hommes, vers Judoigne, avec ordre d'empêcher les partis Impériaux de pénétrer, de les obſerver, et de se retirer sur Bruxelles par la forêt de Soi-

gnies, en cas qu'il fut poussé par une force très-supérieure; il lui donna une instruction pour la défense de cette forêt, et il écrivit au général Duval de renforcer le général Neuilly de tout ce qu'il pourroit tirer de sa garnison, et des troupes qui lui arriveraient. Il lui donna en même tems ses ordres pour faire arrêter les déserteurs, et les renvoyer au camp.

Il écrivit au lieutenant-général d'Harville de mettre une garnison de deux mille cinq cents hommes dans le château de Namur, et de se tenir prêt à marcher avec le reste, soit en avant, soit en arrière, soit sur Bruxelles, selon le mouvement que faisait le général Beaulieu, qui, avec huit à dix mille hommes, s'avançait par Huy.

Il avait placé à Diest une garnison suffisante, croyant cette place à l'abri d'un coup de main, d'aprés le rapport du général Champmorin, qui n'était pas exact. Il mit en communication avec ce poste le général Miaczinsky à l'abbaye de Gemps. Il renforça la garnison de Malines. Il envoya le général Ruault à Anvers, pour soulager le vieux lieutenant-général Marassé, et prendre le commandement de ce corps d'armée, qui, renforcé de la division de la

Marlière, montait à plus de vingt mille hommes; il recommanda au général Ruault de tenir Lier, tant qu'il pourrait, et de se retirer ensuite dans les lignes d'Anvers, si les Prussiens et les Hollandais venaient sur lui en trop grand nombre. Le même jour, 20, un détachement des ennemis, sans canon, moins fort que la garnison de Dieſt, vint l'insulter, elle se sauva lâchement jusqu'à Malines. L'avant-garde Impériale fit aussi, sans succès, une attaque sur les villages de Op et Neerwelpe.

Pendant que le général Dumouriez était occupé à cette attaque, il vit arriver les commissaires La Croix et Danton, qu'il renvoya à Louvain, où il arriva le soir. Ils paraissaient très-affectés de la perte de la bataille, et sur tout du débandement de l'armée, ayant rencontré à Bruxelles, et tout le long de la route, des corps entiers de déserteurs. Mais ils l'étaient bien plus de la commission qu'ils avaient, disaient-ils, d'engager le général à se rétracter de sa lettre du 12, qui avait occasionné un grand déchaînement contre lui dans la Convention, à cause de sa trop franche véracité. Il leur déclara, qu'il n'avait mandé

que ce qu'il pensait, que les désastres dont ils étaient témoins, étaient une conséquence des maux qu'il avait prévus, et auxquels il avait voulu remédier autant qu'il le pouvait, sur-tout en faisant cesser la tyrannie et l'injustice dans la Belgique; que la nécessité où il allait se trouver de se retirer d'un pays où il n'avait aucun moyen de se défendre, devait leur faire sentir combien étaient sages les ordonnances qu'il avait rendues, et contre lesquelles la Convention n'était prévenue que parce qu'elle était mal instruite et trompée; que ces ordonnances avaient désarmé les paysans, et nous avaient ramené la bonne volonté du peuple, qu'ainsi elles allaient être le salut de l'armée, qui, désorganisée, battue, plus rebutée encore qu'effrayée, était hors d'état de se défendre, à la fois, contre les Impériaux, plus nombreux qu'elle et vainqueurs, et contre les gens du pays révoltés de nos excès en tout genre. Ils furent obligés d'en convenir, mais comme ils insistaient cependant sur la rétractation, le général, après leur avoir retracé tous ces griefs, leur avoir peint très-fortement tous les malheurs en tout genre, qui allaient résulter de la conduite

folle et criminelle de la Convention, leur déclara positivement, qu'il ne se retracterait pas, parce que la perte ou le gain d'une bataille ne changerait jamais rien, ni à ses principes, ni à son opinion, ni à son caractère. Ces commissaires mirent dans toute cette négociation beaucoup d'esprit, d'intérêt et de cajolerie. Enfin, après une très-longue discussion, le général consentit à écrire, en six lignes, au président: *qu'il priait la Convention de ne rien préjuger sur sa lettre du 12 Mars, avant qu'il eut le tems de lui en envoyer l'explication.* Les deux députés partirent avec cette lettre insignifiante.

Le 21, le général ayant appris la perte de Dieſt, jugea qu'il était néceſſaire de se rapprocher de Louvain, de peur que l'ennemi ne paſſât le canal, pour couper sa communication avec Malines, ou n'attaquât Louvain même. Il fit occuper les hauteurs de Pellenberg par la diviſion du général Champmorin, flanqué à sa gauche par celle de Miaczinsky à St. Petersroede. Il plaça le général la Marche avec l'avant-garde sur les hauteurs de Coorbeck, bordant le grand chemin. Il plaça les dix-huit bataillons de l'armée des Arden-

nes, commandés par le général le Veneur, sur les hauteurs et dans les bois de Mezendael; la division du général Dampierre vers Florival, en communication avec celle du général Neuilly, qui se retira vers Tombeeke à la tête de la forêt de Soignies.

Le mouvement de l'armée fut inquiété par les Impériaux; on se canonna toute la journée.

Le 22 au matin, les ennemis firent une attaque générale contre Pellenberg, Coorbeck et le bois de Mezendaël. Blierbeck était en avant de la position du général le Veneur, qui avait jugé nécessaire de l'occuper. Une colonne de grenadiers Hongrais s'empara de ce village, mais elle en fut chassée avec un grand carnage par le régiment d'Auvergne, commandé par le colonel Dumas, qui lui prit deux pièces de canon. L'attaque contre l'avant-garde fut beaucoup moins vive. Celle contre le Pellenberg fut très-acharnée, le général Champmorin la soutint avec autant de courage que d'intelligence. Il fut renforcé de quelques bataillons, et ne put être forcé. Cette violente attaque avait duré toute la journée sur le front de l'armée; les colonnes des Autrichiens, très-mal traitées, se retirèrent,

Telle est la brillante journée du 22 de Louvain. La veille, le général Dumouriez avait été dans le cas, pour des prisonniers et des blessés, d'envoyer le colonel Montjoye au quartier-général du prince de Cobourg. Il y vit le colonel Mack, chef de l'état-major de l'armée Impériale, officier d'un rare mérite, qui lui dit, qu'il croyait qu'il serait avantageux aux deux partis de convenir d'une suspension d'armes. Le 22, le général, qui avait beaucoup réfléchi sur la position et les dangers de son armée, renvoya le colonel Montjoye demander au colonel Mack, s'il voulait venir à Louvain reporter au général la proposition qu'il avait faite. Le colonel Mack vint le soir. On convint verbalement, en peu de mots, des articles suivans: 1°. que les Impériaux ne feraient plus de grandes attaques, et que le général, de son côté, ne chercherait pas à livrer bataille; 2°. que, d'après cette armistice tacite, les Français se retireraient sur Bruxelles, lentement, en bon ordre, sans être inquiétés; 3°. qu'on se reverrait, après l'évacuation de Bruxelles, pour convenir des faits ultérieurs.

Telle fut la première convention, non écrite,

entre les deux généraux. Elle devenait de plus en plus néceſſaire au général Dumouriez, dont l'armée diminuait à tous momens, sur-tout en officiers; auquel il reſtait peu de munitions en cas d'affaire, et qui était malheureuſement très-convaincu qu'en cas d'attaque ſérieuſe il serait certainement abandonné.

Il en eut la preuve le lendemain. Les Impériaux se croyaient si peu liés par cette convention du colonel Mack, que le général Clairfayt, à qui on l'avait laiſſé ignorer, attaqua le Pellenberg et l'avant-garde du général la Marche. Le combat se rétablit sur tout le front de l'armée. Champmorin défendit sa poſition avec la même vigueur, mais vers la fin de la journée, dans le tems où l'infanterie Impériale se retirait, où il ne reſtait plus devant nous que des troupes légères et des tirailleurs, le vieux la Marche perdit la tête, et, malgré les prières de Montjoye, de Barrois, et des chefs de corps, il se replia, sans ordre, d'abord sur l'abbaye du Parc, enſuite de l'autre côté de la Dyle, derrière Louvain. Les Impériaux, qui avouent sept cents hommes de perte, c'eſt-à-dire deux mille dans les combats de Louvain, étaient si rebutés qu'ils ne profitèrent point

point de cette lâche retraite, qui laissait un vuide très-dangereux entre les généraux le Veneur et Champmorin. Le premier avait parfaitement combattu toute la journée, mais dès qu'il se vit abandonné par le général la Marche, il n'attendit aucun ordre, passa aussi la Dyle, et alla se placer entre Coorbeck et Heverle. Après cette défection, Dumouriez n'eut d'autre parti à prendre que d'ordonner au général Champmorin d'abandonner le Pellenberg, et de se retirer aussi derrière la ville, passant par l'abbaye de Vlierbecke et par la ville. Miaczinsky se retira par un pont un peu plus éloigné, donnant sur le chemin de Diest, protégé par une batterie de canon placée sur la hauteur.

Le général avait profité de ces deux journées, pour faire évacuer ses blessés et ses farines sur des bateaux, qu'il dirigea sur Malines. Une partie des autres approvisionnemens fut jettée dans les canaux; mais l'avarice et la confusion en firent parvenir une grande quantité entre les mains de l'ennemi, qui entra dans Louvain le soir même, après que le général en fut sorti avec la garnison de cinq bataillons, qui fit l'arrière-garde. Les

Impériaux prirent aussi sur le canal de Louvain les bateaux chargés des blessés, que l'escorte abandonna à la vue de quelques hussards. Ils les traitèrent avec beaucoup d'humanité, malgré les atroces calomnies des Jacobins, répandues pour irriter les soldats Français, et les engager à faire la guerre sans quartier et avec barbarie.

Cette honteuse retraite de Louvain prouve combien était difficile et dangereux l'état des généraux en chef des armées Françaises. Continuellement trahis par des généraux désobéissants, qui donnaient l'exemple de l'insubordination et quelquefois de la lâcheté; abandonnés par les soldats, et sur-tout par les officiers; obligés, quand, en conséquence d'un plan d'attaque ou de défense, ils avaient donné un ordre, d'en avoir un autre tout prêt pour réparer, ou la mauvaise exécution, ou le défaut d'exécution du premier; ne connaissant jamais, ni la force des différens corps de leur armée, ni leur véritable position, parce qu'ils ne restaient jamais dans celle qui leur était ordonnée; dépendant du caprice, des passions, de la mauvaise foi, ou de l'ignorance des chefs qui devaient les séconder; n'ayant

aucun moyen, ni de punir, ni de s'assurer l'obeissance : certain de se faire des ennemis très-dangereux de ceux auxquels ils reprochaient seulement leurs fautes ; toujours incertains sur l'article des subsistances, parce qu'on avait substitué à l'ancien régime des ignorans et des fripons ; n'osant jamais hazarder une grande manœuvre avec des soldats, braves jusqu'à la témérité, mais sans officiers, sans expérience, mal armés, faciles à décourager, mutins, raisonneurs, de différentes factions, toujours débandés et pillards, plus prompts à se rebuter qu'à se ranimer, et n'ayant aucun moyen de ralliement, aucune loi, aucun frein.

Avec de tels moyens, quand les généraux avaient des heureux succès, ils étaient sûrs d'être calomniés dans les journaux et dans les clubs, et d'être dénoncés à la Convention, la plus aveugle, la plus imprudente et la plus soupçonneuse. S'ils étaient malheureux, on jettait sur eux la responsabilité de tous les évènemens, on les accusait de trahison ou de lâcheté.

Tel était, et tel est encore le sort des généraux de la république Française, dans une guerre d'où dépend non-seulement la destruc-

tion de l'empire Français, mais la liberté individuelle de chaque citoyen. Dumouriez a été remplacé par Dampierre, qui a eu le bonheur d'être tué; Dampierre par Custine, qui a péri sur un échaffaud: celui-ci par Houchard, qui a été destitué, après avoir battu le duc d'Yorck, et fait lever le siège de Dunkerque. C'est à présent l'affreux (*a*) Jourdan, qui commande l'armée, qui est entre Paris et la vengeance des rois. En Alsace, dans le midi, dans l'intérieur, on voit la même instabilité dans les généraux. Tous les anciens militaires, tous les gens instruits ont été chassés de l'armée. Ce sont des médecins, des peintres, des charretiers qui commandent les Français. Caligula fit, dit-on, son cheval consul. Peuple, devenu aussi sauvage que cruel, vous courez à votre perte, et vous donnez vous-mêmes à vos ennemis les moyens de consommer votre ruine.

(*a*) Des émigrés, venant de l'armée, assurent que ce Jourdan n'est point celui d'Avignon.

Note de l'Editeur.



CHAPITRE IX.

Retraite sur Bruxelles. Son évacuation. Camp d'Enghien. D'Ath. Conférence à Ath avec le colonel Mack. Arrestation du général Miranda.

LE désordre de la retraite de Louvain avait détruit toute l'énergie que l'armée avait montrée dans les combats précédents. Heureusement, la nuit avait caché aux ennemis ce débandement universel, dont malgré la convention verbale du colonel Mack, il aurait probablement profité pour achever de la disperser et de la détruire. Le général réussit difficilement à lui faire faire halte sur les hauteurs de Coztenbergue, à moitié chemin de Bruxelles. Cette nouvelle circonstance lui fit changer toute sa disposition. Il commença par envoyer ordre au général Duval de commencer l'évacuation de Bruxelles.

Il ôta le commandement de l'avant-garde au vieux général la Marche, qu'il envoya en France sous prétexte de soigner sa santé, qui, à la vérité était très-mauvaise. Il le remplaça par le général Vouillé. Il forma cette avant-

garde, devenue arrière-garde, d'une forte division d'artillerie, de toute la cavalerie et de vingt-cinq bataillons, presque tous de troupes de ligne. Il prit lui-même son poste à cette arrière-garde, forte de douze à quinze mille hommes, qu'on pouvait dire être l'armée. Le reste marchait en avant et sous la protection de cette troupe d'élite, qui conserva une contenance digne de l'importance de sa fonction.

Il établit son camp sous Bruxelles, le long de la petite rivière de Woluwe, sa droite à Sanpeterswoluwe et sa gauche à Vilvorde. Il n'avait gardé que la quantité de pièces de position nécessaires pour son arrière-garde, et comme il avait pris la précaution de faire passer son parc d'artillerie à Anderlecht au-delà de Bruxelles, il le fit partir le 23 par le chemin d'Enghien et d'Ath pour se porter à Tournay.

Le prince de Cobourg, qui ignorait le déplorable état de l'armée Françaife, ne pouvait que se féliciter de la suspension d'armes, qui opérait sans combat l'évacuation des Pays-Bas. Au reste la résistance, en cas que le général eût crû être obligé de l'employer, n'eût produit que la ruine du pays, sans remplir le but de s'y maintenir. Depuis que l'empereur Jo-

seph en a démoli les places fortes, ces provinces n'offrent plus qu'une campagne rase, sans point de défense. Une bataille gagnée vous rend maître de cinquante lieues de terrein, une bataille perdue vous rejette à l'extrême frontière. Le prince de Cobourg fut très-fidèle à la promesse du colonel Mack, et resta trois jours à Louvain, n'envoyant à notre suite que de faibles avant-gardes.

Le général Dumouriez put donc s'occuper tout entier du sort de Bruxelles et des grandes villes par lesquelles son armée devait passer, en exécutant sa retraite. Il était essentiel pour l'humanité et pour la justice d'empêcher le pillage des Belges, qui nous avaient reçus à bras ouverts, il était très-important aussi de ne pas les irriter. Ils nous rendaient encore les plus grands services, ils avaient pardonné nos excès, il ne fallait pas rouvrir les playes récentes; le désespoir leur aurait fait reprendre les armes, que les dernières ordonnances du général Dumouriez leur avaient fait tomber des mains, et l'armée Française, enveloppée entre les Autrichiens et les Belges, eut été entièrement détruite en peu de jours.

Le 25, l'armée traversa Bruxelles dans le

plus grand ordre, et se retira sur Hall, d'où elle devait marcher sur deux colonnes, pour regagner la frontière de France. Il n'y eut ni pillage, ni insulte, ni propos de part et d'autre. Les habitans de cette capitale n'ont pas oublié ce service, et en ont témoigné leur reconnaissance au général Dumouriez par toutes les marques d'estime (a) publique, il leur sait gré d'avoir été justes envers lui, et il ne serait ni proscrit, ni errant, s'il avait trouvé partout la même équité.

Ayant pris le parti nécessaire de se retirer lentement et avec décence jusqu'à la frontière, il s'occupa des divisions séparées de son armée, pour que leur marche rétrogade fût en mesure avec la sienne.

Par sa droite pendant que le général Beaulieu avec sept à huit mille hommes pénétrait par Huy, le prince de Hohenlohe arrivait de la province de Luxembourg sur Namur, occupé par le général d'Harville avec environ 15000

(a) Le nom de Dumouriez sera toujours cher et respectable aux Belges. C'est pour avoir voulu les sauver du décret du 15 Décembre, qu'il s'est perdu. Ils n'oublieront point sa générosité et son humanité. C'est ce que promet, au nom de sa patrie, — *l'Editeur*.



hommes. Mais cette diviſion avait été formée aux dépens des garniſons de Givet et de Maubeuge. Le prince de Hohenlohe pouvait tourner vers une de ces deux places, l'enlever et pénétrer sur le territoire Français. Dumouriez avait mandé au général d'Harville de laiſſer dans la citadelle de Namur, des vivres, des munitions et 2500 hommes de garniſon, et de se retirer avec le reſte en deux colonnes, l'une sur Givet, où il devait envoyer le lieutenant-général Bouchet, l'autre sur Maubeuge, qu'il devait conduire lui-même, en s'arrêtant d'abord à Charleroi, enſuite sur la hauteur de Nimy au-deſſus de Mons. Cette poſition de Mons couvrait Maubeuge, le Quesnoy, Condé et Valenciennes, il devait trouver à Mons la diviſion du général Neuilly forte de six mille hommes, ainſi son camp de Nimy aurait été de dix à douze mille hommes en attendant les renforts de France.

Pendant son séjour à Bruxelles, le général reçut la réponſe du général d'Harville, qui lui mandait qu'il n'y avait pas aſſez de vivres, de munitions et d'argent, pour approviſionner le château de Namur pour seulement quinze jours, qu'il fallait défendre ce poſte avec toute son

armée, ou l'abandonner. Il concluait par demander des ordres précis. Cette dépêche était accompagnée de l'avis par écrit du général Bouchet et de pièces justificatives du commissaire des guerres Barneville. Il n'y avait pas à balancer sur la réponse. Laisser cette division à Namur, c'était risquer de voir attaquer Givet, ou Maubeuge, dénués de troupes, risquer de perdre au moins une de ces deux places, et ensuite le corps d'armée posté à Namur, qui eut été facilement enveloppé. Laisser deux mille cinq cents hommes dans la citadelle sans vivres et sans munitions, c'était livrer cette garnison aux Autrichiens et s'affaiblir d'autant. Il ordonna donc au général d'Harville d'évacuer entièrement Namur, et de se retirer par gradations et en bonne contenance sur Givet et Maubeuge.

A sa gauche il avait six bataillons dans Bréda et trois dans Gertruydenberg, qu'il pouvait bien regarder comme perdus, mais qui ayant pour quatre ou cinq mois de vivres et beaucoup de munitions, pouvaient arrêter très-long-tems les Prussiens et les Hollandais. Il voulait conserver avec eux un échelon de communication, en gardant la citadelle d'Anvers,

dans laquelle il ordonna de jetter le général Berneron avec deux mille hommes et pour six mois de vivres.

Il envoya le lieutenant-général Omoran commander à Dunkerque et dans la partie maritime du département du Nord ; il lui donna pour instruction, 1°. de faire relever les lignes et les forts du camp retranché entre Dunkerque et Bergues ; 2°. de tracer et faire arranger un camp retranché sur la hauteur du Mont-Cassel ; 3°. de se rendre en personne à Courtray, pour y recevoir l'armée de l'expédition de Hollande, et la placer dans le camp de Haerlebecke, ayant l'Escaut devant elle. Il envoya en même tems ordre aux généraux Marassé et Ruault de faire leur retraite, en passant l'Escaut par la tête de Flandres, pendant qùe la garnison de Malines se retirait par Deudermonde, de longer l'Escaut, en traversant Gand, et de s'arrêter dans le camp de Courtray ; ou Haerlebecse, en ayant soin de ne point précipiter leur retraite, et de couper tous les ponts derrière eux.

Le projet du général Dumouriez était, s'il eut gardé les citadelles de Namur et d'Anvers, de former en dehors du territoire Français une

ligne imposante, passant de la droite à la gauche par Namur, Mons, Tournay, Courtray, Anvers, Bréda et Gertruydenberg. Dans cette position, si la suspension d'armes pouvait se continuer, il espérait influer de plus près sur le rétablissement de l'ordre dans l'intérieur, et se donner tout entier à ce soin. Si la suspension ne tenait pas, les Impériaux se trouvaient au centre d'un demi-cercle, dont il fallait nécessairement qu'ils attaquassent les deux extrémités pour opérer avec succès, ce qui les forçait à une guerre de sièges, aux dépens de leur propre territoire, et ce qui donnait le tems de réorganiser, et de renforcer l'armée, qui aurait repris confiance, ayant à son dos, et derrière elle les places fortes. Dans ce projet, le général Dumouriez devait occuper la ville de Tournay et le camp d'Antoing, d'où en cas d'une trop grande supériorité de l'ennemi, il avait une très-bonne position à prendre dans son ancien camp de Maulde.

En conséquence de ce plan, qui n'avait encore éprouvé de changement que par l'évacuation forcée du château de Namur, il marcha le 26 à Enghien, et le 27 à Ath, pendant que la division du général Neuilly marchait à

Mons, par Hall et Braine. En arrivant à Ath, il reçut ordre de la Convention de faire arrêter le colonel du septante-troisième régiment d'infanterie, qui avait abandonné l'armée sans ordre avec ses deux bataillons, et était rentré en France, et le Général Miranda. Dumouriez fit exècuter à regret l'ordre contre ce général, parce qu'il était bien sûr que cette rigueur était moins un acte de justice, qu'une manœuvre d'acharnement des Jacobins contre Péthion et la faction de la Gironde, qui étaient les amis et les protecteurs de Miranda, qui s'est tiré d'affaire, en accusant le général Dumouriez, après sa défection de l'armée, événement qui a été très-favorable à Miranda.

Le même jour le colonel Mack arriva à Ath, et sans rien écrire il fut rédigé entre lui et le général, une convention beaucoup plus formelle que la première. Le colonel commença par exprimer au général la reconnaissance des Impériaux, de ce que par la sagesse de ses ordres la retraite s'exécutait d'une manière qui sauvait des désastres affreux au pays, désastres dont ne pouvait profiter aucune des deux nations. Il fit valoir de son côté la modération avec laquelle se conduisaient les troupes Impé-

riales, pour ne pas trop inquiéter la retraite des Français, de manière cependant à cacher aux deux armées la connivence entre les généraux.

On convint que l'armée Françaiſe reſterait encore quelque tems sur la frontière dans la poſition de Mons, Tournay, Courtray, sans être inquiétée par l'armée Impériale; que le général Dumouriez, qui ne cacha plus au colonel Mack le projet qu'il avait de marcher sur Paris, réglerait, quand il serait tems, les mouvemens des Impériaux, qui n'agiraient que comme auxiliaires; que s'il n'avait pas beſoin de secours, ce qui était à souhaiter pour les deux partis, ils reſteraient sur leur frontière sans s'avancer, et que l'évacuation totale de la Belgique serait le prix de cette condescendance; que ſi au contraire il ne pouvait pas opérer tout seul, non pas la contre-révolution, mais la réformation, c'eſt-à-dire le rétabliſsement d'une monarchie conſtitutionelle, il indiquerait lui-même, le nombre et l'espèce de troupes dont il aurait beſoin pour réuſſir dans ce projet, et qu'on ne les ferait marcher que sur sa direction. Le général lui annonça sa marche du lendemain sur Tournay, celle du

général Neuilly sur Mons, et de l'armée de la Hollande sur Courtray.

Il fut enfin décidé que pour lier les opérations entre les deux parties d'armées Impériales, du prince de Cobourg et du prince de Hohenlohe, lors du mouvement du général Dumouriez sur Paris, Condé serait remis aux Autrichiens, comme place de garantie, qu'ils y tiendraient garnison, mais sans aucune prétention à la souveraineté, et avec la condition qu'elle serait rendue à la France après la guerre, et après le règlement des indemnités, mais que toutes les autres places, si le parti conſtitutionnel était dans le cas d'avoir beſoin du secours des Impériaux, recevrait garniſon mi-partie, sous les ordres des Français. Les généraux Valence, Thowenot et Chartres avec le colonel Montjoye aſſiſtèrent à cette conférence. Telle eſt la première époque, telles sont les premières conditions traitées entre le prince de Cobourg et le général Dumouriez, qui suivait son plan, et que les circonſtances preſſaient de plus en plus.

CHAPITRE X.

Camp de Tournay.

Le 28, le général marcha à Tournay, où il prit la position d'Antoing, ayant son avant-garde dans Tournay, et ses flanqueurs de gauche commandés par le général Miaczinsky sur le mont de la Trinité. Il envoya le général le Veneur avec l'armée des Ardennes occuper le camp de Maulde.

Il trouva dans cette ville Madame de Sillery avec Mademoiselle d'Orléans, qu'il n'avait jamais vues, et qui y étaient restées sur la récommandation que le général avait faite précédemment au lieutenant-général Omoran, commandant dans le Tournaisis, de les y garder, puisque Mademoiselle d'Orléans, âgée seulement de quinze ans, se trouvait proscrite de France par un décret rendu contre les Emigrés. Cette jeune princesse, qui ainsi que ses deux frères Chartres est Montpensier, est parfaitement élevée, est un modèle de vertu, de résignation et de constance.

Le duc de Chartres, qui avait servi avec une

une valeur distinguée et un patriotisme pur et désintéressé, pendant la campagne précédente, et qui venait encore de déployer si utilement pour la cause publique du nom Français un courage et un civisme à toute épreuve, était lui-même sous le décret du bannissement de la maison de Bourbon, et devenait susceptible des chicanes les plus injustes, le jour qu'il rentrerait en France.

Le général, pendant les deux jours qu'il passa à Tournay, donna à cette princesse, interessante par ses malheurs et ses vertus, les témoignages de l'intérêt respectueux qu'elle méritait, et comme elle craignait fort, ainsi que Madame de Sillery, de tomber entre les mains de Impériaux, à cause des Emigrés, auxquels les Dames croyaient une influence plus forte que celle dont ils jouissaient, le général à son départ de Tournay, les fit passer à St. Amand, d'où elles consentirent ensuite, d'après les assurances des officiers-généraux Autrichiens, à se rendre à Mons pour chercher un asyle, au moment où la protection du général Dumouriez, bien loin de leur être utile, ne pouvait que leur devenir funeste. Puisse la vertueuse innocence

de Mademoiselle d'Orléans trouver sa récompense, ou au moins sa rûreté dans les soins de la bienfaisante Providence!

C'est dans le camp de Tournay que Dumouriez apprit que le général Neuilly, en arrivant à Mons, n'avait pas pû retenir sa division, qui, au lieu de prendre la position des hauteurs de Nimy, avait pillé les magazins, et s'étant débandée, s'était enfui, sans être, ni suivie, ni attaquée, jusqu'à Condé et Valenciennes. Il ne restait plus au général Neuilly que sa cavalerie. Le général lui ordonna de se retirer avec elle dans Condé, et de la répandre en avant, embrassant le plus de terrein qu'il pourrait entre Binche, Roeux, Soignies et Leuse, coupant les ponts, enlevant les fourages, chevaux et chariots.

Cet abandon de Mons rendait la position de Dumouriez à Tournay fort précaire, sa droite se trouvant entièrement découverte; mais indépendamment de la suspension d'armes, il connaissait assez le pays pour être sûr de sa retraite, et il ne voulait pas la faire, qu'il ne connut le mouvement de sa gauche, parce que dans le cas où le camp d'Haerleebecke eût été occupé, il se fût toujours trouvé en mesure. Il prit seu-

lement la précaution de mander au général d'Harville de ne plus s'occuper que du camp de Maubeuge et de Givet, pour empêcher les ennemis de pénétrer de ce côté sur notre territoire.

Le 29, arrivèrent à Tournay trois députés des Jacobins, qui s'annoncèrent de la part du miniſtre le Brun, dont ils apportèrent au général une lettre vague, qui disait qu'ils avaient des communications à lui faire, concernant les affaires de la Belgique. Ces trois hommes, dont les depositions exagérées forment un corps de délit contre le général Dumouriez, se nommaient Proly, petit intriguant, né à Bruxelles, Desjardins, homme de lettres, obscur, ayant été chassé de Bruxelles, et Péreïra, Juif Portugais. Le premier était fort connu précédemment du général, comme on l'a vû dans le premier livre de ces mémoires. Le second affectait un air d'homme de lettres, et le troisième était un Jacobin très-emporté. Ils se formalisèrent de ce que le général ne voulut point traiter d'affaires avec eux, ni devant Mademoiselle d'Orléans, ni dans son appartement, où ils étaient venus le relancer. Il leur fixa un rendez-vous chez lui.

La converſation, qu'ils ont denoncée entr'eux

et le général est à-peu-près exacte. Ils furent d'accord avec lui sur la nullité, l'incapacité et le désordre de la Convention, et sur la nécessité de l'anéantir, et d'établir une autre législature. Voici la seule réticence importante qu'ils se sont permise, et qui était la clef de leur mission. Après être convenus de la néceſſité d'anéantir le corps législatif, et de le remplacer, ils eurent l'air de chercher avec le général, comment se ferait le remplacement. Alors, l'un des trois, hazarda de dire, que les Jacobins avaient président, registres, tribune, correspondance, orateurs, habitude de traiter les grandes affaires, qu'ainsi le remplacement était tout trouvé. Le général avec sa véracité tranchante, rejetta très-loin cette idée, motivant son refus d'adhésion, sur l'immoralité, la grossiéreté, l'imprudence, la cruauté et la mauvaise composition de cette société, ajoutant que c'était à elle qu'il attribuait tous les malheurs de la France.

Alors Proly lui demanda, *qui donc feriez-vous représentans, au lieu de ceux actuels, sans passer par les lenteurs et les vices du mode d'élection des assemblées primaires ? — Rien n'est plus simple, dit le général, les administrateurs des dé-*

partemens et des districts sont actuellement très-épurés, leur patriotisme est éprouvé, il n'y à qu'à prendre tous les procureurs-généraux des départemens et des districts, pour cette première et unique fois, et pour completter le nombre, y joindre des membres des départemens et des districts, ils formeront une législature très-regulière, on rétablira la constitution de 1789, 90 et 91, toute la France sera d'accord, les armes tomberont des mains des prétendus royalistes, les puissances étrangères n'ayant plus de prétexte de guerre, et trouvant un gouvernement solide avec qui traiter, seront plus faciles pour la négociation de la paix, soit ensemble, soit séparément; car ne croyez pas, ajouta-t-il, *que la république puisse subsister, vos crimes et vos folies en ont détruit la possibilité.* Ces trois hommes disputèrent un peu, mais au total, ils écoutèrent très tranquillement ces blasphêmes du général, dont ils ont rendu un compte si effrayant. Desjardins, qui le cajola d'avantage, lui dit, qu'il allait rendre compte, et qu'il espérait de revenir bientôt. Ils prirent congé de lui tranquillement, sans que certainement, il pensât à faire arrêter trois émissaires aussi peu conséquents.

Le général ne doute pas que s'il eût abondé dans leur idée de faire remplacer la Convention Nationale par la société des Jacobins, il n'eût gagné toute leur confiance, mais il avoue que son caractère, peut-être trop franc dans cette circonstance, ne lui laissa pas même la possibilité d'employer la flexibilité nécessaire pour se prêter à cette feinte. Il prévit sur le champ que cela ne pouvait s'exécuter que par une suite de crimes sanglants, qui lui faisaient horreur, et les événemens postérieurs lui ont prouvé qu'il ne s'était pas trompé.

Le même jour il reçut une lettre des sept commissaires de la Convention réunis à Lille, qui lui mandaient de se rendre en cette ville, pour répondre à des accusations intentées contre lui. Il répondit, qu'en présence de l'ennemi, nécessaire à son armée, occupé à la réorganiser et à la raffermir, ce qui était vrai, il ne pouvait pas la quitter un instant pour aller suivre un procès, que si les commissaires voulaient se transporter à l'armée, il leur répondrait avec sa franchise ordinaire, sur tous les points, que si cela n'était pas très-pressé, dans quelques jours, dès qu'il aurait achevé sa retraite sur le territoire Fran-

çais, il aurait plus de tems pour suivre ses affaires parsonelles; qu'au reste, il n'entrerait dans Lille qu'avec des troupes, pour punir les lâches, qui après avoir abandonné leurs drapeaux, calomniaient les braves défenseurs de la patrie.

CHAPITRE XI.

Retraite du camp de Maulde.

Depuis plusieurs jours le général était très-inquiet du corps d'armée d'Anvers, n'ayant point de ses nouvelles, ignorant même si le général Ruault, qui y portait ses instructions, n'avait pas été pris en passant. La retraite d'Anvers, en traversant l'Escaut par la tête de Flandres, devait nécessairement être longue et difficile, mais il savait que les ennemis étaient bien moins nombreux dans cette partie, que le corps d'armée qui avait à se retirer. Les Prussiens et les Hollandais étaient allés attaquer Gertruydenberg, et masquaient Bréda. Le colonel Mylius, avec tout au plus 2000 hommes de troupes irrégulières Impériales, s'était présenté devant Anvers.

Cette partie d'armée Française était tombée dans un désordre encore plus grand que le reste. La terreur s'en était emparée, les généraux n'en étaient plus les maîtres. Le 26, le colonel Mylius eut l'audace de sommer la ville. Une partie de l'armée était déjà passée, mais

au lieu d'attendre le reste, excepté un corps que le colonel Thowenot arrêta à Gand, les autres se retiraient précipitamment par Bruges sur Dunkerque. Le général Marassé, d'après l'instruction de Dumouriez, avait fait couler la frégate l'Ariel, dont les mâtures, agrêts et artillerie avaient été embarqués sur le Bricq et sur les chaloupes canonnières, pour être transportés par les canaux à Dunkerque. Il avait fait embarquer sur d'autres bateaux tout ce qu'il avait pû d'approvisionnemens, mais il en restait encore beaucoup dans la ville avec plus de huit mille hommes. Comme la terreur et la confusion redoublaient à l'approche des Impériaux, il tint un conseil de guerre, dans lequel il fut décidé tout d'une voix, qu'il valait mieux sauver cette partie de l'armée, en capitulant, pour emmener tous les effets et magasins appartenants à la nation Française, que de risquer d'être forcés, et de tout perdre en s'opiniâtrant.

Il faudrait, pour bien juger cette capitulation, connaître parfaitement les circonstances, dont le général Dumouriez n'a jamais sû les détails, à cause de la rapidité des évènemens qui ont suivi. Les Impériaux ont un talent par-

ticulier pour faire mouvoir leurs avant-gardes, les multiplier à l'œil, et tromper l'ennemi sur leur force réelle; il est à présumer que les généraux Français, déconcertés d'ailleurs par la terreur de leurs troupes, ont crû avoir devant eux toute l'armée Prussienne et Hollandaise. Ce qui a été très fâcheux, et ce qu'on ne peut pas approuver, c'est qu'ils ayent capitulé pour la citadelle, qui pouvait être regardée comme indépendante de la ville, et qui dans aucun cas ne devait entrer dans cette capitulation.

Quoiqu'il en soit, le 27, ou le 28, l'armée Française sortit d'Anvers, pour se rendre sur la frontière de France. Mais aucune de ces troupes ne prit la direction de Courtray, elles n'étaient plus libres de prendre le camp d'Harleebecke qui n'eut pas lieu, elles rentrèrent, les unes plutôt, les autres plus tard, sur le territoire Français, où elles furent disposées par le général Omoran dans le camp de Cassel et dans les lignes de Dunquerque, ou servirent en partie à former le camp de la Madelaine sous Lille.

Ce fut dans la nuit du 29 au 30 que Dumouriez reçut sans détail, les premières nouvelles de cette dispersion de plus de vingt

mille hommes de son armée. La débandade du corps de Neuilly, qui avait produit l'abandon de Mons, avait dégarni sa droite, celui de Courtray exposait encore plus sa gauche, on pouvait venir le tourner par la gauche de l'Escaut, et s'il était obligé de se retirer devant l'ennemi, il était sûr, d'après la mauvaise disposition des troupes, d'éprouver une déroute complette. Il prit donc le parti d'abandonner, le 30 au matin, le camp de Tournay. Il avait précédemment envoyé le général le Veneur occuper celui de Maulde. Il fit passer l'armée du Nord au pont de Mortagne, et lui fit prendre l'excellent camp de Bruille, qu'il joignit par trois ponts au camp de Maulde. Il envoya le général Miaczinsky avec quatre mille hommes occuper Orchies, pour assurer la communication avec Lille, et il mit son quartier général à St. Amand avec son parc d'artillerie.

Les deux garnisons de Bréda et de Gertruydenberg se trouvaient totalement coupées d'avec l'armée, par la capitulation inattendue du château d'Anvers. C'était un corps de cinq à six mille hommes, sacrifiés, perdus sans utilité, sans espoir de secours, qui pouvaient

être fort utiles pour défendre la Flandre maritime Française. Le général fit passer par le colonel Mack au général de Flers et au colonel Tilly, qui commandaient dans ces deux places, l'ordre de capituler honorablement, à condition de venir en France avec armes et bagages, ce qui a été exécuté, et ce qui était un grand service rendu dans cette circonstance, où plus de la moitié de l'armée avait déserté, et remplissait les villes frontières, ou se rendait à Paris.

C'est à la suspension d'armes qu'on doit à cette époque le salut des frontières; car si les Imperiaux eussent fait irruption, le désordre était si grand qu'ils auraient pénétré.

Au travers de ce cahos, du désordre et du dégoût de l'armée, elle n'avait pas cessé de montrer de l'attachement à son général; elle lui rendait justice sur tout ce qu'il faisait pour la sauver et la remettre en ordre. L'arrière garde, surtout, et les troupes de ligne, qui l'avaient toujours vû le dernier dans les retraites, à toutes les heures, de jour et de nuit, et toujours exposé, le plaignaient, et avaient pris beaucoup d'humeur contre ses ennemis, contre les Jacobins et contre la Convention Nationale.

Le vœu était presque général pour le rétablissement de la monarchie et de la constitution. Très-peu de bataillons volontaires osaient s'élever pour la république. La cavalerie et les troupes de ligne étaient très décidées. L'Artillerie même disait qu'elle défendrait son général contre tous les malveillans. On parlait même hautement de marcher sur Paris pour renverser les anarchistes, auxquels l'armée attribuait, très justement, tous les revers qu'elle venait d'essuyer. Ayant appris qu'on voulait appeller le général à Paris, leur propos ordinaire était de dire qu'ils l'y conduiraient eux-mêmes, et qu'ils suivraient sa fortune.

Le général étudiait ces dispositions, qui étaient soutenues par les plaintes des généraux et de la plupart des officiers, qui voyaient outrager dans les feuilles des Jacobins, accuser de trahison, arrêter, maltraiter sans aucuns égards, les chefs, sous lesquels ils avaient précédemment vaincu les ennemis; ils jugeaient, par un retour sur eux-mêmes que leur élévation rapide aux grades supérieurs les exposait au même sort. Plusieurs cependant, entr'autres Dampierre, entretenaient des correspondances perfides avec les chefs de l'anarchie,

envisageaient dans le désordre actuel l'espoir de supplanter leurs supérieurs, et tenant publiquement le même langage que leurs collègues, entretenaient et suscitaient sous main la frénésie jacobine, par leurs insinuations calomnieuses.

Les esprits étaient dans la plus grande fermentation, et les choses tendaient à un denouement, qui ne pouvait qu'être prompt et violent. La Convention avait dans Valenciennes trois commissaires, Lequinio, Cochon et Bellegarde, qui traitaient déjà l'armée et ses chefs en rebelles, et refusaient, tantôt de laisser passer les convois et l'argent, tantôt de laisser communiquer l'armée avec la garnison; ils avaient déjà hazardé un manifeste contre le général Dumouriez, et ils l'avaient envoyé à l'armée et à la garnison de Condé. Dans cette place était le général Neuilly avec une garnison de quatre bataillons et un regiment de cavalerie. Cette garnison était très-divisée d'opinions, il semblait cependant qu'elle penchait pour Dumouriez, auquel le général Neuilly était très-attaché.

A Lille, la divivion d'opinions était encore plus marquée. Les commissaires de la Con-

vention, qui s'y trouvaient réunis, excitaient à l'aide du club le petit peuple, qui était très-nombreux, contre les bourgeois. Les soldats, surtout les troupes de ligne, se livraient à des mouvemens pétulents, et tenaient beaucoup de propos en faveur de leur général et contre la faction anarchique ; mais tout cela n'avait ni ensemble, ni chef, ni tenue. D'ailleurs cette garnison était travaillée avec des assignats. Le même moyen était employé dans l'armée du général, et tout autour de lui, avec la plus grande activité. Les commissaires tentèrent aussi la voye de l'assassinat.

Le 31 Mars, six volontaires du troisième bataillon de la Marne demandèrent à parler au général, qui les fit introduire. Ils avaient le derrière de leur chapeau sur le devant de la tête, et dessus était écrit avec de la craye blanche, *Rèpublique*. Ils lui firent une longue harangue fanatique, dont le résultat était, qu'il devait aller se présenter à la barre de la Convention, en obéissant à un ordre qu'il devait recevoir, sans quoi ils avaient juré, ainsi que plusieurs autres de leurs camarades, d'imiter Brutus, et de le poignarder. Il leur répondit avec beaucoup de tranquillité et de douceur,

qu'ils étaient aveuglés par un faux zèle, qu'ils devaient voir que tout allait mal; que toutes les fureurs qu'on employait, bien loin d'affermir la république, prouvaient l'impossibilité de la soutenir, parce qu'un gouvernement anarchique, sans frein, sans justice et sans loix, ne pouvait pas subsister. Tout en argumentant avec le général, ils s'approchaient pour l'envelopper, ce qui serait peut-être arrivé sans l'intrépide vigilance du fidèle Baptiste, qui, saisissant le plus avancé, appella la garde; ils voulurent alors se servir de leurs armes, mais on les prévint, le général leur sauva la vie, et les empêcha d'être maltraité; il prit seulement la précaution de s'assurer d'eux. L'indignation fut générale dans l'armée, et ce fut ce même jour que tous les corps firent des adresses, signées d'individus de tous les grades, dans lesquels ils protestaient d'un attachement inviolable à leur général; la pluspart de ces adresses contenaient le vœu de marcher sur Paris, pour rétablir le roi et la constitution de 1789.

D'après ces pieces et les hostilités commencées par les commissaires, qui le provoquaient, et qui animaient contre lui les peuples et les

garnisons, le général, muni de ce vœu universel, travailla à s'emparer des trois villes, qui lui étaient les plus nécessaires, et sans lesquelles il ne pouvait faire aucune démarche d'éclat avec utilité.

Il commence par avouer, et même sans honte, que sans perdre un seul moment son projet de vue, il l'a manqué, faute d'employer des moyens nécessaires, sans doute alors, mais que son caractère, ennemi de la perfidie et de la cruauté, lui a fait rejetter. Il a trop compté sur la force, la bonne foi et la conviction; il n'a, ni répandu d'argent, ni détruit ses plus mortels ennemis, lorsqu'il le pouvait. On lui proposa une mesure qui eût été très-utile, c'était de réunir en un seul camp toutes les troupes de ligne, de désarmer les gardes nationales, et de les renvoyer; cela ne pouvait pas s'exécuter, sans une grande effusion de sang, parce qu'il y avait déja une forte animosité entre les deux corps; s'il effectuait cette mesure sans distinction, il offensait beaucoup de bataillons de volontaires, qui avaient fait la guerre très-valeureusement, qui venaient de lui témoigner leur vœu dans des adresses très-franches et très-ardentes, et, pour les récom-

penser, il allait les exposer, ou au déshonneur, ou au massacre. S'il faisait des exceptions, il pouvait se tromper, en les faisant tomber sur des anarchistes déguisés, et il ne pouvait plus compter sur ces troupes.

L'histoire ne présente chez aucun peuple aucune circonstance où l'opinion ait autant agité, en sens contraire, les passions des hommes, ait autant défiguré leur caractère, les ait transporté aussi loin au delà de la nature et des affections sociales que dans la révolution Française. Le fanatisme de liberté était une noble exaltation en 1789; il est devenu passion licencieuse en 1790 et 1791. Il semblait que la constitution devait fixer son caractère, et le rendre sage; mais les succès de 1791, au lieu de le rendre noble, héroïque et généreux, l'ont fait dégénérer en frénésie aveugle, insolente et barbare, et l'époque qu'on retrace dans ces Mémoires lui a donné encore un degré de férocité de plus.

La lutte n'était pas égale entre Dumouriez et les Jacobins. Ses moyens étaient trop faibles et trop réguliers. On ne pouvait surmonter les crimes des Jacobins que par des crimes encore plus étonnants; il fallait opposer la

corruption à la corruption, la perfidie et la cruauté à la scélératesse et à la barbarie. La secte des Jacobins ne peut être anéantie que par un plus grand scélérat qu'eux, ou par le fer étranger. Ainsi la suite de ce récit n'est que le détail des maladresses du général Dumouriez, qui a voulu conserver sa propre estime, et purger les crimes de sa nation; ce qui était incompatible.

Il lui était arrivé dans la conférence qu'il avait eue à Louvain avec Danton et La Croix, sur une proposition peu délicate de ces commissaires, relative à la manière de se conduire avec les Belges, de leur dire, ce qu'il avait répété depuis à Camus, que même pour le salut de sa patrie, il ne consentirait jamais à commettre une action qu'il regarderait comme un crime. Il a su depuis que Danton avait dit: *le général Dumouriez est une ame faible, il n'est pas à la hauteur de la révolution.* La révolution s'était encore *élevée* depuis cette époque, et ce général, qui volontairement est resté au même point, parce que dans tout ce qu'il a fait, il a agi par principe et sans intérêt personnel, ne pouvait que manquer de succès, lorsque, pour réussir, il fallait dé-

ployer des vices supérieurs à ceux qu'il avait à combattre.

Il envoya ordre au général Miaczinsky, qui était à Orchies, de se présenter avec sa division devant Lille, d'y entrer, de faire arrêter les commissaires de la Convention, et les principaux clubistes, et dès que cela serait fait, de se rendre à Douay, d'en chasser le général Moreton, d'y faire reconnaître, ainsi qu'à Lille, le vœu unanime de l'armée pour la constitution, et de se rendre ensuite par Cambray à Peronne, où il devait prendre poste. Ce malheureux officier général ne connut pas assez l'importance de sa mission, la confia à tout le monde, entr'autre au fameux mulatre St. George, colonel d'un régiment de hussards, qui le trahit, l'attira dans Lille avec une très petite escorte; dès qu'il fut entré, on ferma la porte sur lui, on l'arrêta, et il fut conduit à Paris, où il a été décapité. Cet infortuné Polonais avait, en 1770, été un des chefs de la Confédération de Pologne, à l'époque où Dumouriez était chargé par la cour de France, de la diriger. Il avait été pris par les Russes dans un combat; il était ensuite venu réclamer des indemnités en France, et le

général n'ayant pas pu réussir à les lui faire obtenir, lui avait fait avoir le grade de maréchal de camp, et la permission de lever un corps franc, et il l'avait employé très-utilement à l'armée. Miaczinsky, fort brave à la guerre, ne montra pas le même courage dans sa défense personelle et dans sa mort; il chargea beaucoup le général Dumouriez, même avec des impostures grossières, qui lui furent sans doute suggérées par des scélérats, qui l'égaraient; il ne fut pas sauvé; il accusa aussi le député La Croix, ce qui le perdit.

La division que commandait Miaczinsky, et qu'il avait eu si grand tort de quitter, resta errante sur les glacis de Lille, où on ne voulait pas la recevoir. Le général Dumouriez l'ayant appris, envoya son aide-de-camp, le colonel Philippe de Vaux, pour en prendre le commandement et la ramener sur Orchies et Douay. Le colonel de Vaux fut arrêté par la trahison d'un de ses confrères, mené à Paris et décapité. Il est mort avec une grandeur d'ame héroïque. Philippe de Vaux, né à Bruxelles, avait d'abord servi en Autriche, il avait ensuite pris parti contre l'empereur dans les révolutions de son pays; le général Dumouriez, qui l'avait

connu à Paris, l'avait pris pour un de ses aides-de-camp. Il avait de l'esprit, un grand courage, une ame fière et sensible, et toutes les qualités nécessaires pour devenir un très-bon officier général.

Le commandement de Valenciennes était entre les mains du maréchal de camp Ferrand, que Dumouriez avait fait successivement colonel, et officier général, qu'il croyait honnête et attaché. Cet homme était d'âge à ne pas se laisser fanatiser, et avait paru jusqu'à cette époque un homme sage et raisonable; mais les caractères se brisent devant les opinions, et Ferrand était devenu un des plus ardents déclamateurs contre son général, et un des plus forts soutiens du parti des anarchistes. Le grand-prévôt de l'armée, nommé l'Ecuyer, avait demandé, comme une grace, d'être chargé de la commission d'aller arrêter le députés qui étaient dans Valenciennes; dès qu'il y fut entré, il devint bientôt leur confident et leur bras droit; mais, par un événement bizarre, il a péri depuis sur l'échaffaud, parce qu'il avait écrit une lettre très-circonstanciée à Dumouriez, sur les moyens qu'il avait arrangés pour arrêter les députés, et que cette lettre

fut trouvée dans la redingotte du général, lors de l'assassinat du 4 Avril.

Ces deux hommes déjouèrent tous les moyens qu'employa le général pour se rendre maître de Valenciennes, qui leur furent communiqués pendant les premiers jours, et ils changèrent l'esprit des troupes qu'on y avait fait entrer.

Ainsi les projets sur Lille et Valenciennes étant échoués aussi rapidement, il ne restait que la ressource de prendre Condé; la position de l'armée sur l'extrême frontière et presqu'en dehors, devenait très-embarrassante, parce que dépendant des places fortes pour les subsistances, il fallait ou la dissoudre, ou se joindre aux Impériaux, ou prendre une place.

Le premier ôtait toute ressource, et assurait tous les avantages aux anarchistes; le second répugnait au général et aux troupes, par le principe très-louable, de fierté nationale; d'ailleurs, ce consentement ne pouvait être universel, vu le peu d'accord des opinions, et le travail très-actif des Jacobins sur l'esprit des soldats; le troisième était impossible, n'ayant pas l'artillerie de siège, qui avait été renvoyée dans Lille lors de la retraite des Pays-Bas. D'ail-

leurs ce troisième moyen amenait indubitablement la guerre civile; un siège entraînait des longueurs, pendant lesquelles les soldats Français pouvaient faire les mêmes réflexions qui frappaient Dumouriez, et qui l'arrêtaient dans tous ses mouvemens; c'est qu'il était affreux de voir battre entr'eux les Français, ayant pour spectateurs les étrangers, qui n'auraient pas manqué ensuite de s'en mêler lorsque les deux partis se seraient mutuellement affaiblis.

Dumouriez voulait aller à Paris, mais ce n'était que par la majorité de l'opinion qu'il pouvait y réussir. Tout autre moyen lui paraissait aussi incertain qu'odieux, et chaque jour, chaque heure diminuait son espoir. Il voyait sa position, sans se flatter et sans s'abattre; il la combinait sous toutes les faces, et il ne se rappelle pas ces cinq jours d'Avril sans frémir.

CHAPITRE XII.

Arrestation des Commissaires de la Convention et du ministre de la guerre.

LE 1 Avril, le général Dumouriez, pour être plus près de son armée, et pour favoriser un projet de surprendre Valenciennes, qui lui fut proposé, et qui manqua par la faiblesse de l'officier général qui en fut chargé, transféra son quartier-général, de la ville, aux Boües de St. Amand, où sa cavalerie de confiance était cantonnée, et d'où il était aussi plus près de Condé. Différentes circonstances l'empêchèrent d'aller d'abord dans cette ville, ce qui est une grande faute, et ce qui, peut-être, a achevé de ruiner ses affaires; il eût peut-être mieux fait d'y établir tout de suite son quartier-général; mais tout ce qui s'est passé a été si brusque et si imprévu; les communications lui étaient si parfaitement fermées; il ignorait si complettement ce qui se passait au-delà de Valenciennes et de Lille; il était si occupé à observer et maintenir l'esprit de son armée, qu'il faudrait avoir éprouvé sa position

pour le blâmer, ou le justifier, sur les fautes que lui a fait faire l'enchaînement forcé des circonstances.

Peut-être même est-il avantageux pour lui de ne pas s'être emparé de Condé, où il se serait établi; car si l'inconstance du caractère français avait amené une défection, se trouvant enfermé dans une place, il aurait pu être, ou livré, ou assassiné par ses propres troupes. Les commissaires de Valenciennes profitèrent de sa lenteur à cet égard pour s'y rendre, y répandre des manifestes, des assignats et des Jacobins. Le sixième régiment d'infanterie, le seul des troupes de ligne qui eut toujours un esprit d'insubordination et de Jacobinisme décidé, et un bataillon de gardes nationales de Versailles, firent peur au général Neuilly, qui dès lors ne fut plus maître de la place, quoiqu'il se le persuadât encore, et qu'il le fit assurer au général Dumouriez, qui le crut trop long-tems.

Dans ce bataillon de Seine et Oise, ou de Versailles, était un capitaine de la compagnie d'artillerie, nommé le Cointre, fils du fameux député de Versailles: ce jeune homme déclamait fort contre les constitutionnels: ayant été

maltraité, à ce sujet, par des officiers de dragons, il quitta sa garnison, pour venir porter ses plaintes au général, qui le fit arrêter, pour se donner un ôtage dans la personne du fils d'un des plus enragés de la *Montagne* ; il fit arrêter pareillement un lieutenant-colonel, officier d'état major de l'armée, qui déclamait avec violence contre lui, et n'ayant aucun lieu sûr où retenir ces prisonniers, il les envoya, ainsi que les six assasins, à Tournay, priant le général Clairfayt de les faire garder en dépôt dans la citadelle.

Le lieutenant général le Veneur, qui, lors de l'insurrection et de la fuite de la Fayette, l'avait suivi, et qui devait le pardon de cette défection, et son rétablissement dans son grade, au général Dumouriez, vint alors lui demander la permission de se retirer de l'armée, sous prétexte de santé. Son projet et son espoir étaient de commander l'armée des anarchistes. Le général lui accorda la permission de se retirer, ainsi qu'à un général Stetenhoffen, étranger, qu'il avait fait maréchal-de-camp. Dampierre était au Quesnoy avec sa division, et traitait de là avec les commissaires, ainsi que le général Chancel, qui était

cantonné à Fresnes, et les généraux Rosières et Kermorvan, qui avaient le commandement des Belges au camp de Bruille.

Toutes ces défections ont été d'autant plus affligeantes pour lui, que tous lui devaient leur état; qu'ils avaient, pendant toute la campagne, plus fortement crié que les autres contre l'anarchie, et qu'ils pressaient avec le plus de chaleur, en apparence, l'exécution de son projet. Au reste, excepté Dampierre, qui est mort général d'armée, et Chancel, qui, ayant remplacé Neuilly dans le commandement de Condé, a été obligé de se rendre après un long blocus, tous les autres ont été punis de leur ingratitude et de leur lâche inconséquence, par le soupçon, le mépris et la perte de leurs emplois. Ce mauvais exemple de l'abandon des généraux, qui avaient été, en apparence, les plus attachés à la cause de leur général en chef, ne pouvait que produire un terrible effet sur les soldats, et ajouter une grande force au parti des Jacobins.

Le général voyait avec douleur que les opinions se divisant suivant les divers intérêts, il ne pouvait plus marcher sur Paris tranquillement, comme la première disposition de l'ar-

mée le lui avait fait espérer précédemment, il ne pouvait plus réussir par la masse d'opinion de son armée entiere. Il fallait alors, pour pénétrer, commencer la guerre civile, à laquelle il avait toujours répugné ; faire battre une partie de ses troupes contre l'autre, extrémité terrible pour un général qui avait toujours regardé ses soldats comme ses enfans, et qui ne les avait jamais conduit que par la sensibilité et l'affection mutuelle.

Une autre circonstance le rendait forcément timide, et paralysait tous ses mouvemens; c'était le danger des prisonniers du Temple. Il avait à craindre que, dans leur première rage, les Jacobins ne sacrifiassent ces victimes infortunées, qu'ils traitaient trop indignement, pour espérer qu'ils les ménageassent dans leur premier mouvement. S'ils eussent été massacrés à la suite de l'insurrection et de la marche sur Paris de Dumouriez, toute l'Europe lui en eût fait le reproche, et l'histoire l'eut consigné pour l'éternité; lui-même se serait préparé des regrets pour toute la durée de sa vie.

Dès Tournay, il avait médité sur cette circonstance terrible. Outre les généraux Valence, Chartres et Thowenot, Mrs. Montjoye, colonel-

adjutant-général, et Nordmann, colonel du régiment de hussards de Berchiny, ont été dans sa confidence à cet égard. Il ne craint pas de compromettre ces deux officiers, en donnant une publicité, qui les honore, au projet dont il voulait leur confier l'exécution pour sauver la famille royale. Il avait voulu les faire partir avec trois cents hussards, sous le prétexte d'aller arrêter la fuite des déserteus de l'armée, et de les y ramener. Ils devaient être porteurs d'une dépêche au ministre, qui aurait justifié leur mission, et lui aurait donné un air naturel, en cas qu'ils fussent contraints de se juſtifier. Ils devaient pousser jusqu'à la forêt de Bondy, s'y cacher, arriver ensuite par le boulevard du Temple, enfoncer la garde, en donnant plusieurs fausses allertes dans différens points, enlever en croupe les quatre illustres prisonniers, avoir dans la forêt une voiture, et les mener à toutes jambes jusqu'à Pont St. Maxence, où se serait trouvé un autre corps de cavalerie pour les recevoir.

Mais pour cela il fallait avoir, ou Valenciennes, ou Lille; les circonstances avaient empêché l'exécution de ce projet, auquel étaient tout dévoués les deux estimables officiers qu'on

vient de nommer. Il n'y avait donc plus aucun moyen de les sauver de la rage des Jacobins. Il eût fallu avoir le tems d'arranger une conjuration à Paris, et les émigrés avaient si mal réussi en ce genre de tentative qu'il eut été fou d'y compter. N'ayant plus aucun espoir de délivrance pour eux, le général n'avait d'autre ressource que les ôtages; c'est ce qui l'avait rendu si avide de s'emparer des commissaires de la Convention, tant à Lille qu'à Valenciennes, et ce qui le détermina à se saisir de ceux qui vinrent d'eux-mêmes se jetter dans ses mains.

Le 2 Avril au matin, le général reçut avis par un capitaine de chasseurs à cheval qu'il avait posté à Pont-à-Marque, sur la route entre Lille et Douay, avec quinze hommes déterminés, pour arrêter tous les couriers qui entreraient dans Lille, ou en sortiraient, et surtout les commissaires, s'ils reprenaient le chemin de Paris; que le ministre de la guerre avait passé, se rendant à Lille, et lui avait dit qu'il se rendait de là auprès du général Dumouriez son ami. Les liaisons de ce ministre avec le général étaient connues. L'estime mutuelle et les services essentiels rendus par le

général au ministre, ne pouvaient laisser aucun doute. Dumouriez fut étonné de n'avoir reçu de Beurnonville ni courier, ni avis préliminaire, dans un tems où il ne pouvait plus douter de sa proscription, et où le Rubicon était passé. Ce fut le premier et le seul avis qui le prépara en quelque sorte à la scène qui se passa le même jour.

Sur les quatre heures du soir, deux couriers arrivèrent qui lui annoncèrent l'arrivée du ministre de la guerre avec quatre commissaires de la Convention nationale. Ils avaient l'effroi et le désespoir peints sur la figure; interrogés par des officiers de l'état-major, ils ne balancèrent point à dire, que le général Dumouriez était perdu sans ressource; qu'on venait le chercher pour le conduire à la barre de la Convention, en vertu d'un décret; mais qu'il n'arriverait pas jusqu'à Paris, parce qu'on avait disposé des assassins sur la route, par bandes de vingt et trente, à Gournay, à Roye, à Senlis, pour s'en défaire. Ils désignèrent même des hussards et des dragons, dits de la république; c'étaient deux régimens de nouvelle levée. Le général avait cassé un escadron des hussards, qui avaient refusé d'obéir à leur

colonel, et les avait renvoyés à pied et sans armes; les Jacobins leur avaient rendu l'un et l'autre pour assassiner le général dans la route. Les dragons étaient une troupe de coupe-jarrêts, très-lâches, qui commettraient beaucoup de crimes à Paris, d'où on avait eu beaucoup de peine à les faire partir pour l'armée, où ils avaient voulu avoir la même conduite; le général les avait traité très-sévèrement, lors de la retraite des Pays-Bas; ils s'étaient enfuis jusqu'à Paris, d'où on les avait renvoyés pour aider les hussards.

Les couriers précédaient le ministre à si peu de distance qu'il arriva pendant qu'ils donnaient les détails. Il entra suivi des quatre commissaires, le Camus, la Marque, Bancal et Quinette. Le ministre embrassa d'abord le général avec cette effusion qui avait toujours caractérisé leur attachement mutuel; ensuite il lui annonça que ces Messieurs venaient lui notifier un décret de la Convention nationale. Tous les officiers de l'état-major remplissaient l'appartement, où se trouvait aussi le général en chef, Valence. Partageant les opinions de leur général, comme ils avaient partagé ses travaux, ses dangers, ses victoires et ses disgraces, son

sort devenait le leur. Leurs physionomies peignaient plus d'indignation que d'inquiétude. Cette impression, qui pouvait avoir des suites violentes, nécessitait le général à augmenter l'apparence du calme qu'il s'était résolu de montrer dans cette circonstance critique.

Ames nobles et sensibles! qui avez conservé, dans la disgrace de votre général, l'attachement à vos principes, et la constance à l'amitié; qui avez sacrifié vos places et votre avancement; qui l'avez courageusement accompagné dans sa retraite, recevez ici l'hommage de son estime et de sa reconnaissance! Et vous, général Valence, à qui on s'était adressé pour l'arrêter, en vous assurant sa dangereuse place, votre ame noble et généreuse n'a pas balancé un moment. Vous vous êtes sacrifié à la fois à vos principes et à l'amitié; vous avez un plus grand mérite encore, c'est de lui avoir toujours caché les démarches que les commissaires avaient faites auprès de vous, qu'il n'a sçu que très-longtems après. Votre ami Dumouriez consigne dans ces Mémoires toute sa sensibilité : il vous doit sûrement la vie; car on n'eût mené à Paris que son cadavre inanimé, il donnerait la sienne pour vous!

Le Camus fut le porteur de parole de la députation. Il dit alors d'une voix peu assurée au général, qu'il le priait de passer dans une autre chambre avec les députés et le ministre, pour entendre la lecture d'un décret de la Convention. Le général lui répondit, que comme toutes ses actions avaient toujours été publiques, comme un décret donné par sept cent personnes ne pouvait pas être un mystère, ses camarades devaient être les témoins de tout ce qui se passerait dans cette entrevue. Cependant Beurnonville et les autres députés insistèrent avec tant d'honnêteté qu'il passa avec eux dans un cabinet, dont les officiers de l'état-major ne voulurent pas permettre que la porte fût fermée, le général Valence entra avec lui dans le cabinet.

Là, Camus lui présenta le décret, le général, après l'avoir lû lui-même froidement, le lui rendit, et lui dit, que sans vouloir blâmer jusqu'à un certain point une décision de la Convention Nationale, il ne pouvait pas s'empêcher de juger que ce décret était déplacé, que l'armée était désorganisée et mécontente, que s'il la quittait en cet état, il annonçait d'avance sa dissolution totale. Qu'il était sage

de suspendre l'exécution de cet ordre, que lorsque le travail dont il était occupé pour rétablir l'armée serait terminé, il rendrait compte de sa conduite; qu'alors on jugerait si les circonstances exigeaient, ou permettaient, qu'il se rendît à Paris; qu'il lisait au reste dans ce décret, qu'en cas de refus, ou de désobéissance, les commissaires devaient le suspendre de ses fonctions, et nommer un autre général; que lorsque la Convention les avait choisis pour une mission aussi délicate et aussi sévère, elle avait autant compté sur leur prudence que sur leur fermeté, qu'il ne refusait pas positivement l'obeissance, qu'il demandait seulement le retard; qu'étant sur les lieux ils pouvaient juger ce qu'ils avaient à faire, et qu'ils étaient les maîtres de décider sa suspension, que même pour la faciliter il leur présentait sa démission, qu'il avait offerte tant de fois depuis trois mois.

Alors Camus, après avoir commencé par assurer qu'ils n'étaient pas compétens pour accepter sa démission, lui demanda, *mais après avoir donné votre démission, que ferez-vous?* — *Ce qui me conviendra*, répondit le général, *mais je vous déclare sans détour, que je ne me ren-*

drai pas à Paris, pour me voir avili par la frénésie, et condamné par un tribunal révolutionnaire. — Vous ne reconnaissez donc point ce tribunal? dit Camus. — *Je le reconnais*, dit le général, *pour un tribunal de sang et de crimes, et tant que j'aurai un pouce de fer dans ma main, je ne m'y soumettrai pas; je vous déclare même, que si j'en avais le pouvoir, il serait aboli, étant l'opprobre d'une nation libre.*

Les trois autres députés avaient plus de douceur et d'honnêteté que Camus; comme ils virent que le dialogue devenait trop vif, ils s'interposérent, et cherchèrent à persuader au général qu'il n'était point question dans la Convention d'aucune résolution funeste contre lui; que tout le monde l'estimait et l'aimait, que sa présence ferait tomber toutes les calomnies, que ce voyage ne serait pas long, que les commissaires et le ministre resteraient à l'armée pendant son absence. Le député Quinette s'offrit à l'accompagner, à le couvrir de son corps, et à le ramener, faisant les plus grands sermens de s'exposer à tous les dangers pour le sauver; la discussion devint alors froide et paisible.

Le député Bancal, homme d'esprit, prit le

général par son amour pour la gloire, et lui cita les exemples d'obéissance et de résignation des plus fameux Grecs et Romains. Le général lui répondit. *Monsieur Bancal, nous nous méprenons toujours sur nos citations, et nous defigurons l'histoire romaine, en donnant pour excuse à nos crimes, l'exemple de leurs vertus, que nous dénaturons. Les Romains n'ont pas tué Tarquin. Les Romains avaient une république bien réglée et de bonnes loix. Ils n'avaient ni club des Jacobins, ni tribunal révolutionnaire. Nous sommes dans un tems d'anarchie. Des tigres veulent ma tête, et je ne veux pas la donner. Je peux vous faire cet aveu, sans craindre que vous me soupçonniez de faiblesse. Puisque vous puisez vos exemples chez les Romains, je vous déclare, que j'ai joué souvent le rôle de Decius, mais que je ne serai jamais Curtius, et je ne me jetterai jamais dans le gouffre.*

Les députés lui protestèrent qu'il était trompé sur l'état de Paris, que d'ailleurs, il n'avait à faire ni aux Jacobins, ni au tribunal révolutionnaire, qu'il n'était appellé que pour paraître à la barre de la Convention, et pour revenir sur le champ à son poste.—*J'ai passé*

le mois de Janvier à Paris, leur dit le géné-ral, *et sûrement il ne s'est pas calmé depuis, sur-tout après des revers. Je sais par vos papiers les plus authentiques que la Convention est domi-née par le monstre Marat, par les Jacobins, et par les indécentes tribunes, toujours remplies de leurs émissaires. La Convention ne pourrait pas me sauver de leur fureur, et si je pouvais prendre sur ma fierté de comparaitre devant de pareils juges, si je faisais cette démarche, ma contenance elle-même m'attirerait la mort.* Ca-mus alors reprit sa question cathégorique : *Vous ne voulez donc pas obéir au décret de la Con-vention?* A laquelle le général répondit, qu'il lui avait déjà dit ses motifs. Il pressa alors les députés de prendre un parti modéré pour ne pas en venir aux extrêmités ; il les exhorta à retourner à Valenciennes et à rendre compte des motifs, en appuyant sur l'impossibilité de séparer en ce moment le général de son armée, sans risquer de la voir se débander entière-ment.

Il avoue que s'ils avaient pris ce parti, il aurait commis l'imprudence de les laisser aller : les trois collègues de Camus avaient l'air assez raisonnable, mais il se jettait toujours au tra-

vers des voyes d'accommodement. — *Pensez*, dit un d'eux, *que votre désobéissance perd la république* — *Cambon a dit à votre tribune, au milieu des plus grands applaudissemens*, répondit le général, *que le sort de la république ne dépend pas d'un homme. Je vous déclare d'ailleurs, que la république est un titre que nous ne pouvons pas nous attribuer. Elle n'existe pas. Nous sommes dans une parfaite anarchie. Je vous jure que je ne cherche pas à éluder un jugement. Je vous promets sur ma parole d'honneur, et les militaires y sont fidèles, que dès que la nation aura un gouvernement et des loix, je rendrai un compte exact de ma conduite et de mes motifs, je demanderai moi-même un tribunal; et je me soumettrai à un jugement; quant à présent, ce serait un acte de démence.*

Tel est le précis et le sens exact d'une conférence, qui a duré près de deux heures. On se sépara, et les commissaires passèrent dans une autre chambre pour délibérer. C'est ici le lieu de placer la justification du général Beurnonville, sur lequel Dumouriez a été longtems dans l'erreur, et a porté des plaintes injustes, dont il s'empresse de publier le désa-

veu. Il a appris depuis par un homme sage, impartial et très-instruit, que ce ministre avait toujours été fidèle à l'amitié et à la reconnaissance. La violence des accusations de Marat contre le ministre, ajoute une preuve convaincante à ce qu'il a appris avec certitude à cet égard.

Il est certain qu'interpellé plusieurs fois par Dumouriez, pour savoir ce qu'il ferait à sa place, il lui répondit toujours: *Je n'ai point de conseil à vous donner; vous savez ce que vous avez à faire.* Dès que les députés furent sortis, le général reprocha à Beurnonville, de ce qu'il ne l'avait pas averti, et lui offrit de rester avec lui à l'armée, et d'y reprendre le commandement de l'avant-garde; alors le ministre répondit : *Je sais que je dois succomber à mes ennemis, mais je mourrai à mon poste. Ma situation est horrible; je vois que vous êtes décidé, et que vous allez prendre un parti désespéré, je vous demande en grace de me faire subir le même sort qu'aux députés. — N'en doutez-pas*, lui répondit le général, *et je crois par-là vous rendre service.* Il était bien éloigné alors de rendre justice à la magnanimité de Beurnonville, qu'il regardait comme un ingrat, ou

un homme faible, entraîné par les circonstances. Puissiez vous, brave Beurnonville, recevoir par cette justification de votre conduite quelque consolation, et puisse votre cœur, justement ulcéré, se r'ouvrir à l'amitié!

Le ministre, Valence et Dumouriez passèrent alors dans la chambre commune, où tous les officiers attendaient avec impaitence le résultat de cette longue conférence; ils lui ont dit depuis, que s'il avait consenti à se laisser mener à Paris, ils auraient employé la violence pour l'en empêcher. Mais leur inquiétude n'était pas encore entièrement dissipée, parce qu'il ne leur avait pas fait part de ce qu'il avait décidé. Les députés, en arrivant au logement du général, avaient trouvé le régiment des hussards de Berchiny en bataille dans sa cour, et le général avait ordonné au brave colonel Nordmann de tenir à pied un officier sûr avec trente hommes, prêts à exécuter ce qu'il ordonnerait. Toutes les passions qui agitaient les spectateurs se peignaient avec beaucoup d'énergie, et le général s'attachait à les modérer.

En se promenant, il s'approcha du docteur Menuret, médecin de l'armée, et lui dit gaie-

ment : *Hé bien ! docteur, quel topique conseille-riez-vous de mettre sur cette playe ? — Le même que l'année passée au camp de Maulde,* répondit vivement Menuret, *un grain de désobeissance.*

Au bout de plus d'une heure, les députés rentrèrent dans la salle. Le Camus d'un ton très-troublé, mais brusque, dit à Dumouriez : *Citoyen géneral, voulez vous obéir au décret de la Convention Nationale, et vous rendre à Paris ? — Pas dans ce moment-ci*, répondit le général. — *He bien, je vous declare que je vous suspens de toutes vos fonctions. Vous n'étes plus général, j'ordonne qu'on ne vous obeisse plus, et qu'on s'empare de vous. Je vais mettre le scellé sur vos papiers.* Un Murmure d'indignation se fit entendre. *Dites-moi les noms de ces gens-là*, dit brutalement Camus, en désignant les officiers qui l'entouraient. — *Ils les diront eux-mêmes*, répondit le général. — *Cela serait trop long*, répondit Camus, qui ne savait plus ce qu'il disait. *Donnez-moi tous vos porte-feuilles.*

Le général vit alors, par des mouvemens, que l'indignation des officiers était à son comble, et allait éclater. Il dit alors d'un ton fer-

me : *Ceci est trop fort, il est tems de mettre fin à tant d'impudence,* et il commanda en allemand aux hussards d'entrer — *Arrêtez ces quatre hommes*, dit-il à l'officier, *et qu'on ne leur fasse pas de mal. Arrêtez aussi le ministre de la guerre, et qu'on lui laisse ses armes.* Camus s'écria alors. — *Général Dumouriez, vous perdez la république.* — *C'est bien plutôt vous, vieillard insensé*, lui dit le général. On les enmena dans une autre chambre, et après leur avoir donné à boire et à manger, on les mena dans leur voiture à Tournay, avec une lettre pour le général Clairfayt, à qui Dumouriez manda qu'il lui envoyait des ôtages, qui répondraient des excès auxquels on pourrait se porter à Paris. Il le pria de distinguer dans le traitement le général Beurnonville, ministre de la guerre. Ils furent escortés jusqu'à Tournay par un escadron de Berchiny.

Telle a été la démarche forcée de l'arrestation des commissaires de la Convention. Quant à leur remise entre les mains des Impériaux, il faut se souvenir que le général Dumouriez n'avait aucune place assurée, où il pût les garder lui-même, et qu'étant aussi intéressé que lui au sort des prisonniers du

Temple, il ne pouvait pas les remettre en des mains plus sûres. Ils ne pouvaient être détenus que comme ôtages, et leur sort n'était pas inquiétant, puisque leur détention était un simple acte de précaution. D'ailleurs, il faut considérer que le prince de Cobourg consentait à n'agir que comme auxiliaire, pour aider le général Dumouriez à renverser les Jacobins, et rétablir la constitution; ainsi ces ôtages n'étaient réellement pas les prisonniers des Impériaux, qui ne les avaient qu'en depôt, mais ceux du général Dumouriez. Ils les envoyèrent à Maestricht, où ils furent gardés jusqu'au changement de circonstances.

Cet événement est encore une preuve de l'aveugle précipitation de toutes les démarches de la Convention Nationale, qui dans aucune circonstance n'a pû avoir une conduite réfléchie et prudente. Il est à remarquer que ce même Camus, qui avoit quitté Liège en poste, pour aller donner sa voix contre Louis XVI, avait encore quitté précipitamment la frontière pour aller solliciter l'arrestation du général Dumouriez, avait lui-même dicté le décret, et avait sollicité

la mission de venir l'exécuter. C'est ce qui le rendait si âcre dans la discussion, de peur que ses collègues ne se laissassent persuader, et ne retournassent à Valenciennes, comme le leur conseillait le général.

CHAPITRE XIII.

Assassinat du 4. Journée du 5. Départ du général Dumouriez.

Aussi-tôt après cet événement remarquable, le général envoya Montjoye pour en prévenir le colonel Mack et convenir d'un rendez-vous, pour achever le traité, qui devenait plus nécessaire que jamais, et convenir des mesures réciproques à prendre, d'après la conduite que tiendrait l'armée après un aussi grand éclat. Ayant appris qu'il devait y avoir à Anvers un congrès des ministres des puissances coalisées, il fit partir le général Valence pour Bruxelles, afin d'en être à portée. Il composa dans la nuit un court manifeste, qui fut mis à l'ordre le lendemain ; il y rendait compte des faits de la veille, et des motifs qu'il avait eû pour arrêter les commissaires de la Convention. Il insista surtout sur la nécessité d'avoir des ôtages pour arrêter les crimes que les Jacobins pourraient se permettre à Paris, en apprenant cette nouvelle.

Il monta à cheval le 3 au matin, se rendit

au camp, et parla aux troupes, qui parurent approuver avec enthousiasme le parti qu'il avait pris. Il se rendit ensuite à St. Amand, où était le corps d'artillerie, qui lui donna les mêmes marques d'approbation et de dévouement, quoique ce corps fût travaillé avec beaucoup d'activité par des émissaires de Valenciennes, et surtout par deux de ses officiers supérieurs, dont un lieutenant-colonel, nommé Boubers, qui avait eû précédement des obligations très-particulières au général. Il crut, pour marquer plus de confiance, devoir coucher à St. Amand, où Montjoye lui rapporta la réponse du colonel Mack. On était convenu que le 4 au matin, le prince de Cobourg, l'archiduc Charles et le baron de Mack, se trouveraient entre Boussu et Condé, où le général se rendrait de son côté, et que là on conviendrait des mouvemens des deux armées, et de la direction des secours des troupes Impériales, si le général Dumouriez jugeait en avoir besoin.

Cette journée du 3 se passa très-bien, à quelques murmures près, dans quelques bataillons de volontaires; l'armée paraissait d'accord, et un mouvement que préparait le gé-

néral pour le 5, devait écarter tous les moyens secrets de cabale, en éloignant les troupes de Valenciennes, dont le voisinage était si dangereux, et en faisant cesser l'oisiveté d'un camp stable, où les cabales ont toujours plus d'activité. Il voulait aller prendre avec la plus grande partie de son armée la position d'Orchies, d'où il aurait menacé Lille, Douay et Bouchain. Il avoue que s'il eut pris ce parti aussi-tôt à sa rentrée sur le territoire Français, il eût eû plus d'avantages, mais alors il comptait sur Valenciennes et Condé, et c'est peut-être à cette erreur qu'il faut attribuer tout ce qui est arrivé.

Il est difficile, au reste, de juger à présent ce qui serait arrivée dans cette hypothèse. Il est une chaîne d'événemens que toute la prudence humaine ne peut, ni calculer, ni prévoir, parce que ce sont des élans subits de la volonté d'un peuple, qui ne peuvent être, ni concertés, ni arrangés, et qui arrivent avec une rapidité, à laquelle, ni le talent, ni la sagesse, ne peuvent mettre obstacle. Le principe qui a détaché si brusquement les soldats Français d'un général qu'ils adoraient, a un côté louable en lui-même. Ils combattaient

pour la liberté de leur patrie, ils ont vû ce général traiter avec l'ennemi, ils se sont crû trahis, ils ont passé de l'amour à la haine. Ils ne pouvaient pas être instruits des détails de sa négociation, ni des ménagemens qu'il avait eû pour l'intérêt et l'honneur de sa patrie. Il n'avait pû que leur représenter en gros la nécessité de changer le gouvernement et de détruire l'anarchie; ils avaient applaudi à ce projet, mais comme le général n'avait appuyé son plan ni de séductions, ni de corruptions, ni de terreur, ni de châtimens, la première impression s'affaiblissait facilement, et l'activité des Jacobins, bien plus continue, bien plus vigilante, bien plus à portée d'eux, les travaillaient continuellement.

La calomnie la plus grossière fructifie très-vite dans l'esprit des hommes, surtout agités par un démon révolutionnaire, qui enfante le soupçon. Une fois le mot *traitre* prononcé, la multitude, excepté quelques individus supérieurs, qui partageaient le prétendu crime et la disgrace de leur général, cherchait à trouver dans la définition de ce mot le portrait exact de l'homme, que des proclamations, et encore plus des assignats, vouaient

à son exécration. Sa prudence était finesse, son amour pour le bien devenait ambition personnelle, sa réticence était fourberie. Un quart-d'heure de travail ténébreux du mensonge, soutenue du grand véhicule pécuniaire, effaçait un mois de réflexion, dans des hommes, qui par état réfléchissent peu, qui aiment les scènes barbares et sanglantes. Si on veut examiner avec sang froid la progression de cette révolution, on verra que la *guillotine* en activité est le mobile d'exaltation du patriotisme français. Le spectacle de têtes coupées, de corps en lambeaux, promenés dans Paris et dans d'autres villes, a rempli les uns de terreur, et les autres d'une audace barbare; mais il a toujours conduit à un but décisif, c'est d'amener au même point, les uns par la terreur, les autres par la nécessité d'assurer leur impunité, en multipliant les meurtres. Mais enfin cette guillotine a aggloméré la nation en masse, et la met en état d'exécuter des choses étonnantes.

Français, ne croyez pas que l'indulgence philosophique, avec laquelle Dumouriez vous juge, soit un éloge de vos inconséquences et de vos forfaits. Il déteste vos crimes, il re-

garde votre genre de liberté comme insensé et anti-social, et il aimerait mieux périr sous votre injuſte et permanente guillotine, que d'excuſer, ou partager votre frénésie ; il ne compose point avec ſes principes, ni vis-à-vis de vous, ni vis-à vis de ceux qui ne cherchent à vous déprimer, que parce que votre licence est le fléau de leur despotisme.

Cette disgression peint l'état de l'ame de Dumouriez à l'époque terrible, qui a peut-être décidé du sort de la France. Agité par tous les mouvemens de sa poſition, mais soutenu par ses principes, il a résisté aux élans de l'ambition. Sa philosophie ne lui permettait pas d'être ni Cromwell, ni Monk, ni Coriolan. Sa poſition était extrême, son caractère était modéré; il voyait tout ce qu'il pouvait faire, il ne le voulait pas, il a échoué; mais il se félicite d'avoir été malheureux, plutôt que criminel.

Pour agir méthodiquement, il lui restait à s'assurer de Condé. Les rapports qui lui arrivaient de cette place variaient à chaque instant. L'ame du peuple en révolution ressemble à une mer agitée, l'inconstance est son caractère distinctif. Il voulait avant de faire

son mouvement sur Orchies, purger la garnison de Condé, et s'assurer parfaitement cette place, pour arranger les mouyemens des Impériaux, dont il ne pouvait avouer la coalition, que lorsqu'il aurait déclaré ses vues ultérieures, et qu'il aurait commencé sa marche sur Paris.

Le 4 au matin, il partit de St. Amand pour se rendre à Condé. Il avait laissé à St. Amand le général Thowenot, pour beaucoup de détails rélatifs au mouvement qu'il avait projetté, et pour maintenir l'esprit public. Une escorte de cinquante hussards, qu'il avait commandée, se fit longtems attendre, et le général, qui voyait écouler l'heure du rendez-vous du prince de Cobourg, ne prévoyant d'ailleurs aucun événement funeste, laissa un de ses aides-de-camp pour indiquer à cette escorte la route qu'elle devait prendre, et partit avec le duc de Chartres, les colonels Thowenot et Montjoye et quelques aides-de-camp, n'ayant pour escorte que huit hussards d'ordonnance, ce qui formait à-peu-preès un groupe de trente chevaux. Il prit ainsi tranquillement la route de Condé, pensant profondément à toute autre chose qu'à ce qui al-

lait arriver, qu'il ne pouvait pas avoir prévu.

Arrivé à une demie - lieue de cette place, entre Fresnes et Doumet, il vit arriver de Condé un adjudant-général de la part du général Neuilly, qui lui dit, que la garnison était en grande fermentation, qu'il ne serait peut-être pas prudent d'y entrer, et qu'il fallait attendre que ce mouvement se décidât pour, ou contre. Se trouvant trop près pour reculer, il renvoya cet officier, avec ordre au général Neuilly de faire sortir le dix-huitième régiment de cavalerie, pour venir à sa rencontre, et il dit à l'adjudant qu'il l'attendrait à Doumet.

Il venait de rencontrer sur le grand chemin une colonne de trois bataillons de volontaires qui marchaient sur Condé, avec leur bagage et leur artillerie. Etonné de cette marche, qu'il n'avait point ordonnée, il avait demandé à des officiers de ces bataillons où ils allaient, ils luit avaient répondu qu'ils allaient à Valenciennes, il leur avait dit, qu'ils lui tournaient le dos, et qu'ils allaient arriver à Condé. Il était alors au milieu d'eux, et s'était arrêté au bord d'un fossé pour les laisser passer, il ne conçoit pas comment il ne fut pas arrêté alors.

C'était en ce moment qu'était arrivé le message du général Neuilly. Alors combinant ensemble le rapport qu'il venait de recevoir sur la garnison de Condé, et la marche irrégulière de ces trois bataillons, il s'écarta à cent pas du grand chemin, pour entrer dans la première maison de Doumet, et donner un ordre par écrit à ces trois bataillons de retourner au camp de Bruille, d'où ils étaient partis. Dans le moment, la tête de cette colonne rebroussa chemin, et se porta sur lui, à toutes jambes et avec des cris tumultueux. Alors il remonta à cheval, et s'éloigna au petit-trot jusqu'à un petit canal, qui bordait un terrein marécageux. Des cris, des injures, et surtout le mot *arrête*, *arrête*, le forcèrent à passer ce fossé. Son cheval ayant refusé de le franchir, il fut obligé de le passer à pied. Quand il fut de l'autre côté, les coups de fusils avaient succédé aux cris, et toute la colonne était ébranlée, la tête et le centre cherchant à toute course à le joindre, la queue rebroussant chemin avec la même rapidité, pour lui couper la communication avec le camp de Bruille, qu'il voulait regagner.

En ce moment il courut le plus grand dan-

ger. Il était à pied. Le baron de Schonberg, son neveu, qui l'avait joint la veille à travers mille dangers, avait mis pied à terre, et voulait absolument, en se sacrifiant, lui donner son cheval. Il ne voulut jamais y consentir. Il monta enfin sur le cheval d'un domestique du duc de Chartres, qui étant très-leste, se sauva à pied. Son cheval fut pris, et mené en triomphe à Valenciennes. Deux hussards furent tués, ainsi que deux domestiques du général, dont un portait sa redingotte. Le colonel Thowenot eut deux chevaux tués sous lui, et sauva en croupe le fidèle Baptiste, qui perdit aussi deux chevaux. L'infortuné Cantin, son sécretaire, fut pris, et a péri sur un échaffaud; ce jeune homme était plein d'esprit, de courage, de patriotisme et d'attachement. Les trois bataillons ont tiré plus de dix mille coups de fusil.

Le général, ne pouvant plus rejoindre son camp, longea l'Escaut, et arriva, toujours poursuivi d'assez près, à un bacq, en avant du village de Wihers en pays Impérial, il y passa lui sixième. Les autres gagnèrent à toute course le camp de Maulde, au travers des coups de fusil. Dès qu'il fût passé, il gagna à

pied, au travers des marais, un petit château, dont on lui ferma d'abord la porte, mais dès qu'il se fût nommé, il fut reçu avec la plus grande cordialité par ces bons Belges. Il continua sa route à pied vers Bury, où était une division du régiment de dragons Impériaux de la Tour, commandée par un major très honnête; il écrivit sur le champ au colonel Mack, et il prit quelque nourriture, dont il avait grand besoin. Il avait déja été réjoint par le fidèle Baptiste, qui, traversant tout le camp, était revenu par Mortagne, et avait mis l'allarme par-tout.

Il apprit par lui, et par les nouvelles qu'il reçut dans la journée, que le projet des trois bataillons avait été ignoré, qu'à la nouvelle de leur désertion et de l'assassinat du général, l'indignation la plus vive avait éclaté, que l'escorte des hussards, à laquelle s'était jointe d'autre cavalerie, avait poursuivi ces trois bataillons, qui rebroussant chemin, s'étaient enfuis dans Valenciennes. On lui dit, que tout le camp était inquiet, et le demandait.

Il était déja trop tard lorsqu'il reçut ces nouvelles pour aller rejoindre son armée; d'ailleurs; il avait nécessairement à raisonner avec

le colonel Mack, qu'il attendait, ayant manqué le rendez-vous du matin. Ce colonel arriva le soir; le général, après lui avoir raconté l'assassinat auquel il venait d'échapper, lui dit, que ce n'était qu'un crime particulier, qui, bien loin d'influer sur l'esprit de son armée, ne devait nécessairement servir qu'à fortifier ses sentimens pour son chef, et à rompre tout ce qui pouvait encore lui donner quelque communication avec les anarchistes; qu'en conséquence bien loin d'être découragé, son projet était de se rendre à la pointe du jour dans son camp, de se remettre à la tête de ses soldats, qui le redemandaient à grands cris, et de suivre son plan avec vigueur, et sans ménagement. Le colonel Mack, très-connaisseur en vertus militaires, a avoué depuis, que ce genre de courage lui avait paru plus étonnant que celui qu'on montre dans une bataille. S'il avait pû lire alors dans l'ame du général, il aurait vu que cette sécurité apparente était mêlée d'une grande inquiétude, fondée sur l'exemple de la Fayette. Mais son parti était pris, il voulait se sacrifier jusqu'à la fin, pour que son armée ne pût pas dire un jour, que la défection venait de lui, qu'il avait été rappellé, et

qu'il s'était réfusé aux vœux de ses soldats.

Il passa une partie de la nuit à rédiger, avec le colonel Mack, la proclamation du prince de Cobourg, qui parut en date du 5 Avril, imprimée à la suite de celle du général Dumouriez. Dans cette proclamation le général Impérial disait, qu'il n'était qu'auxiliaire, que l'intention de son souverain était de ne faire aucune conquête, mais de ramener la paix et l'ordre en France, et d'y coopérer avec le général Dumouriez, dont il adoptait les principes exprimés dans sa proclamation.

On convint encore, avant de se séparer, que le général, dès qu'il serait maître de Condé, y introduirait garnison Autrichienne, pour pouvoir en faire un dépôt de subsistances pour l'armée Impériale, dans le cas où elle serait forcée d'opérer pour soutenir Dumouriez, qu'on lui donnerait sur le champ tel secours qu'il demanderait, qu'il spécifierait le nombre d'infanterie et de cavalerie, la partie où il devrait opérer, soit par jonction de troupes, soit par une, ou plusieurs diversions séparées; que cependant Dumouriez n'y aurait recours que dans un cas absolu, paraissant plus convenable qu'il tachât d'opérer avec ses seules troupes;

que, dans ce cas, les Impériaux resteraient neutres, et ne dépasseraient pas leurs frontières.

On a blâmé la proclamation du prince de Cobourg, faite en conséquence de cette negociation, et on a tort. Quel avantage n'eut ce pas été pour eux, & en même tems qu'elle gloire, si, dans le cas où le général Dumouriez eut pu être maître de son armée et marché sur Paris; ils eussent, par une sage et noble modération, épargné bien de l'argent et du sang, dont quelques places acquises avec bien de la peine, ne leur payent pas le dédommagement.

Il est à craindre que l'avidité de conquêtes des puissances belligérantes ne soit un des principaux obstacles à la terminaison de cette guerre sanglante et ruineuse. Elle a empêché de chercher à brusquer les évènemens, dans le tems où le départ du général Dumouriez a produit l'entière dissipation de son armée, on pouvait alors marcher rapidement sur Paris. On a perdu du tems à faire une guerre méthodique. Les Français ont eu celui de se remettre; ils sont plus nombreux, et plus forts qu'ils n'étaient alors, et ils s'aguerrissent.

Le 5 Avril, à la pointe du jour, le général

avec une escorte de cinquante dragons Impériaux, passa aux avant-gardes de son camp de Maulde; il y fut reçu avec beaucoup de tendresse; il parla à tous les corps, qui lui répondirent avec affection; cependant il remarqua quelques visages sombres, et quelques groups factieux. Il voulut de là aller à St. Amand, pour faire des changemens à son camp, et préparer les mouvemens sur Orchies, que l'aventure de la veille avait retardés.

Comme il était prêt à entrer dans la ville, un de ses aides-de-camp arriva au galop, et lui dit, que dans la nuit le corps de l'artillerie, excité par les émissaires de Valenciennes, qui avaient fait courir le bruit que le général s'était noyé la veille dans l'Escaut, en fuyant à l'ennemi, avait envoyé des commissaires à Valenciennes, qu'au retour de ces commissaires il s'était mis rapidement en insurrection, avait chassé ses généraux, avait attelé, et se disposait à partir pour Valenciennes.

Le général avait, en ce moment, à sa suite les deux escadrons de Berchiny, un des hussards de Saxe, cinquante cuirassiers, et un escadron de dragons de Bourbon; dans son premier mouvement il voulut se porter avec

cette cavalerie sur St. Amand, mais on lui en représenta les dangers et l'inutilité, n'ayant pas d'infanterie à portée, et pouvant être foudroyé par l'artillerie. Il se rendit à ce raisonnement. Il apprit, peu de tems après, que toute l'artillerie était partie pour Valenciennes. Le quartier-géneral, le trésor de l'armée et tous les équipages restaient sans garde dans cette ville, il envoya ordre de les faire retirer à Rumegies, sur la route d'Orchies, à une lieue de son camp; ce village se trouvait couvert par une partie de son avant garde, qui y était cantonné.

Le corps de l'artillerie est la force de l'armée Française; ce corps, sentant son importance, et pouvant passer pour la garde prétorienne de la révolution, avait aussi un plus grand nombre de clubistes et d'orateurs que les autres. Sa désertion, qui fut sue tout de suite dans les deux camps, entraîna celle d'une partie des troupes, et répandit la confusion et le désordre dans tout le reste. Une partie des officiers-généraux, qui n'attendait qu'une occasion, s'empressa d'emmener à Valenciennes des divisions entieres. Ceux qui étaient restés fidèles, soit à la personne, soit aux principes

du général, au lieu de se montrer à leurs troupes, étaient frappés de terreur, se cachaient, ou pensaient à leur propre salut. Le général la Marlière avait toujours paru un des plus ardens ennemis de l'anarchie; il était chef de l'état-major de l'armée des Ardennes, et dans la confidence intime du général Valence, qui, en partant pour Bruxelles, lui avait confié ses équipages, le priant de les lui faire passer à Tournay; la Marlière, ajoutant la friponnerie à la scélératesse, s'appropria l'argent, les chevaux et les effets de son général en chef, et se rendit à Valenciennes.

Le général était à Rumegies, occupé à dicter les ordres pour l'armée, lorsqu'on vint lui apprendre ces détails. Il n'y avait plus de ressources, et on ne pouvait plus s'occuper que de sa propre conservation. Il monta à cheval avec les deux frères Thowenot, le duc de Chartres, le colonel Montjoye, le lieutenant-colonel Barrois, deux ou trois officiers d'état-major, et quelques aides-de-camp, sans nulle escorte, et il se retira à Tournay, où il descendit chez le général Clerfayt. Une heure après, on vit arriver cinquante cuirassiers, un demi escadron de hussards de Saxe, et le

régiment entier de Berchiny. Ces braves gens avaient emmené et escorté jusqu'à Tournay les équipages du quartier général et de l'état-major. Cependant les chevaux de monture du général furent emmenés par un de ses palefreniers qui déserta. Ces troupes, et quelques autres qui arrivèrent peu à peu, montant à environ 700 chevaux, et 800 hommes d'infanterie, sont venues de leur plein gré, et sans être sollicitées; et c'est ce qui rend le général d'autant plus sensible au sort de ces braves compagnons de sa gloire précédente, de ses revers et de sa dernière infortune. Au moment de se retirer de France, le général n'invita personne à le suivre. Son plan était totalement manqué; quelques hommes de plus ou de moins de l'autre côté, ne faisaient rien aux suites. Chacun de ces individus avait une famille et des intérêts chers, il ne cherchait point à multiplier inutilement les malheureux. Ainsi ceux qui ont suivi son sort, ont le mérite réel de l'avoir fait d'eux-mêmes, et sans séduction.

Dans la confusion universelle tous les ordres furent mal rendus, ou mal entendus. Le lieutenant-général Vouillé, commandant l'avant-

garde, ne reçut que le 6 celui de resserrer ce corps sur le camp de Maulde; c'était l'élite de l'armée. Il n'était plus possible que le général Vouillé exécutât cet ordre, il prit le parti de se retirer à Tournay, ainsi que les maréchaux de camp, Neuilly, qui avait abandonné Condé, de Bannes, Second et Dumas, et quelques chefs de bataillons de volontaires. Ils ont ensuite été rejoints par le lieutenant-général Marrassé, les maréchaux de camp Ruault et Berneron, et le colonel Arnaudin, de la division d'Anvers, qui, apprenant sur la frontière la retraite des généraux de la grande armée, prirent le parti de rester aussi sur le territoire Impérial.

Le trésor de l'armée contenait deux millions en numéraire. On l'avait mené de St. Amand à Furnes, entre Condé et Valenciennes. Un bataillon de chasseurs, qui le gardait, délibérant pour se le partager, décida, pour éviter le carnage, de s'en faire un mérite, et de le conduire à Valenciennes. Soliva, commissaire ordonnateur de l'armée des Ardennes, courut après eux avec un escadron du régiment de dragons de Bourbon, le reprit presque sur les glacis de Valenciennes, et le remena à Furnes;

mais de nouveaux bataillons arrivant, il fallut encore l'abandonner. Soliva et les dragons se retirèrent par Mons. Il était possible de le sauver par Bruille et Mortagne, mais la confusion empêchait de prendre de bons partis dans un moment aussi extrême, aussi critique et aussi rapide. S'il eut été sauvé, la position du général et de ceux qui l'ont suivi, eût été bien différente, et ce corps se fut bien vîte grossi, parce qu'il eût été en état de payer plus de monde, au lieu qu'il était sans argent. Cette circonstance fâcheuse prouve, au moins, que le trésor n'avait pas été entamé, et qu'il l'avait négligé comme moyen de corruption. Le général y avait attaché très-peu d'importance, en quoi, comme chef de parti, il a eu très-grand tort.

Dans le fait, Dumouriez n'avait point les qualités requises pour un chef de parti. Il eût peut-être été bon général, bon ambassadeur, dans un gouvernement tout formé, soit monarchique, soit républicain; mais cet état violent, destructif de toutes les idées que son éducation lui avait données sur le juste et l'injuste, le mettait hors de sa sphère. Son activité, si vantée par ses ennemis même, était arrêtée

par la crainte de se jetter dans des crimes ; et il aimait mieux s'estimer que de réussir. Aussi ses premières réflexions, après sa retraite chez les Impériaux, portèrent toutes sur lui-même ; il s'avoua toutes ses fautes, et bien loin de se les reprocher, il s'en félicita. Faire le destin de la France eût été sans contredit un beau rôle dans l'histoire ; mais ne pouvoir y parvenir que par la perfidie, la corruption, l'assassinat, la cruauté, était une condition trop forte, et il jouissait d'en être débarrassé ; il allait rentrer dans un ordre sécondaire, ou même dans le néant historique, sa philosophie ne pouvait qu'y gagner. Cependant il n'était ni sans chagrin, ni sans inquiétudes ; mais ils portaient, ou sur des objets chers qu'il laissait en France, ou sur le sort des personnes qui l'avaient suivi ; car s'il eût pu se cuirasser d'insensibilité, cette transition d'état l'eût rendu heureux.

Il invite les hommes en place à s'examiner, et se juger eux mêmes avec le même scrupule ; il invite les moralistes à étudier l'influence du caractère sur les succès, ou non succès des évènemens de l'histoire. César et Pompée ont vuidé noblement une querelle fort noble ;

Il y avait de la grandeur, des vertus et des talens dans les deux partis. Entourons ces héros de la férocité et des crimes du *Sansculotisme*, ils auraient fui, ou auraient été victimes. Il faut des *Mazanielles* pour conduire la populace. Mais quand toute une grande nation devient populace, elle met les nations voisines dans un grand embarras, parce que le mal se répand, le bien se resserre; et parce que le feu électrique est bien plus rapide entre les peuples qu'entre les Aristocrates. Il faut arriver à une pareille nation comme médecin et non comme bourreau, sinon, au lieu de guérir la maladie violente, on la gagne.

CHAPITRE XIV.

Le général à Mons. Établissement des Français à Leuze. Congrès d'Anvers. Seconde proclamation du prince de Cobourg. Départ du général pour Bruxelles.

Après avoir raisonné, sur la bizarrerie du funeste évènement, avec le général Clerfayt, qui donna les ordres pour recevoir tous les Français qui arriveraient, et les loger dans les villages autour de la petite ville de Leuze, qui fut fixée pour la résidence des officiers généraux et de l'état-major Français ; le général partit pour Mons avec le duc de Chartres, Thowenot le cadet, Montjoye et Barrois, et il passa par Bury, pour convenir avec le commandant des avant-postes Impériaux des moyens de protéger la retraite de ceux qui viendraient le rejoindre.

Les Impériaux, dans cette circonstance, ont été très-fidèles à la trêve ; il est certain que s'ils eussent voulu la rompre, et s'ils eussent marché sur les deux camps Français, dans la journée du 5, au milieu de ce désordre, ils

eussent détruit entièrement l'armée. Ils sont très-louables à cet égard; cependant, sans se souiller de la perfidie de rompre la trêve, ils auraient, peut-être, dû faire un mouvement, et prendre le même jour la position du camp de Maulde, en poussant des têtes à St. Amand; non-seulement ils n'auraient trouvé aucune résistance, mais ils auraient ramenés plusieurs bataillons, qui restèrent errants pendant plus de vingt-quatre heures, et ils auraient trouvé le camp de Maulde tendu et abandonné, ce qui aurait été très-utile aux Francais réfugiés chez eux. Quoiqu'il en soit, on ne peut qu'applaudir à cette fidélité à leurs engagemens; leurs motifs et leur conduite sont très respectables, ainsi que la cordialité avec laquelle ils reçurent les Français réfugiés, qui certainement avoient été les plus braves de leurs ennemis.

Le colonel Mack se trouva à Bury, et après avoir concerté toutes leurs mesures, ils partirent ensemble pour Mons dans la voiture du général. Il fut convenu que les Impériaux feraient sur le champ le blocus de Condé; cette place devait être sommée au nom du général Dumouriez, qui écrivit cette sommation, et la remit le lendemain à l'état-major

Impérial. Il fut ensuite convenu que, vû la malheureuse circonstance qui avait empêché d'amener le trésor de l'armée, il serait dressé un état effectif de tous les officiers et soldats qui avaient accompagné le général, ou qui viendraient le joindre; qu'on leur payerait les appointemens de leurs grades, sur le même tarif qu'en Empire, en ayant soin de former ces troupes sur le même pied, avec le même nombre proportionnel d'officiers, relativement à celui des soldats; qu'un commissaire des guerres Impérial serait attaché à ce corps avec le commissaire des guerres Français, pour garantir la justesse des états de situation; qu'il serait remis du trésor de l'armée Impériale une avance de trente mille florins entre les mains de l'état-major Français pour la paye; que le général Dumouriez aurait le traitement du grade de *feld-zeugmeister*, général d'artillerie; que cette paye ne serait regardée que comme une avance, ou un prêt, fait au parti du général Dumouriez, qui s'engageait, dès qu'on aurait fait un progrès quelconque en France, à faire rembourser cette avance à la caisse militaire Impériale.

Cet arrangement assurait le sort des compa-

gnons d'infortune du général, et ce qui le console dans sa position actuelle, c'est qu'ils continuent à en jouïr. A la vérité, on les a soumis, depuis le changement de circonstances, à un serment qui n'avait pas été exigé d'abord; mais alors ils étaient les soldats d'un parti, et ce parti n'existant plus, on a cru nécessaire de s'assurer de leur fidélité. Je pourrais bien être leur caution, ayant éprouvé pendant toute la guerre leur courage, leur résignation et leur attachement. Qu'ils trouvent ici le témoignage de sensibilité d'un chef qui les estime et qui les aime, et puissent-ils être récompensés de leurs vertus, en contribuant aux succès de la puissance qu'ils serviront fidèlement!

En conséquence de ces arrangemens, le général Dumouriez, d'après l'ordre du prince de Cobourg, fit verser dans la caisse du petit corps d'armée française, établi à Leuze, dix-mille florins, ne voulant pas, par délicatesse, prendre à la fois les trente mille; par ce que si on faisait une entrée prompte en France, il se pouvait trouver que cette somme eût suffi en pénétrant dans l'intérieur. Le général invoque le témoignage du prince de Cobourg, du co-

lonel Mack, et de l'état-major impérial sur son désintéressement personnel, qui a, sans doute, servi à appuyer la calomnie qui l'accusait d'avoir fui avec des trésors. Il fut encore décidé, que le général, en attendant l'emploi qu'on ferait de sa troupe, aurait à l'armée un logement à portée du prince de Cobourg. En conséquence le quartier-général impérial ayant été assigné à Baussu, on marqua le sien à l'abbaye de St. Ghislain.

Le général Dumouriez témoigne ici sa reconnaissance à tous les officiers généraux de cette armée, qui l'ont traité avec les égards les plus distingués. L'archiduc Charles l'a comblé de bontés particulières, ainsi que le prince de Cobourg. C'est dans ces circonstances que s'est cimentée, entre le colonel Mack et lui, une amitié que rien ne diminuera jamais de sa part. Le colonel Mack est un officier d'un rare mérite et d'une grande vertu. La confiance sans bornes que l'armée impériale avait en ses talens, est une juste récompense des grands services qu'il a rendus. Il est à souhaiter, pour l'intérêt de la maison d'Autriche, que sa faible santé se rétablisse.

Pendant les deux jours que le général Du-

mouriez passa à Mons, il eut à se louer de la manière dont les habitans l'accueillirent. Il avait éprouvé la même justice à Tournay et à Leuze, et il l'a trouvée dans tous les Pays-Bas. Ce peuple bon et sensible appréciait les services que lui avait rendus le général, surtout à son retour de la Hollande, et dans la retraite de l'armée.

Le prince de Cobourg eut aussi une attention très-délicate. Le général ayant vu passer dans Mons un corps de deux cents chasseurs émigrés, qui allaient joindre l'avant-garde de l'armée, représenta que le mélange de cette troupe avec la sienne, ne pouvait que produire un mauvais effet, sur-tout en entrant en France; le prince de Cobourg fit sur le champ donner contr'ordre à ces chasseurs et les renvoya du côté de Namur, pour servir à l'avant-garde du corps d'armée, séparé du prince de Hohenlohe. Le prince de Lambesc-Lorraine vint aussi témoigner au général Dumouriez sa reconnaissance sur le service essentiel qu'il avait rendu à sa maison, par esprit d'équité, étant ministre des affaires étrangères, en empêchant l'injuste confiscation de ses biens et de ceux de Madame la princesse de Vaudemont.

Le prince de Cobourg partit le 7, avec le colonel Mack, pour se rendre au congrès d'Anvers, d'où il revint le 8 au soir. Le général alla passer ces deux jours à Leuze, au milieu de ses camarades, dont il dissipa les inquiétudes, en leur annonçant ce qui avait été fixé pour eux. Le général Vouillé prit le commandement de cette troupe, et Dumouriez travailla avec le général Thowenot, chef de l'état-major, à un réglement pour déterminer son organisation, qu'il fallait refondre entièrement, pour l'adapter à la formation des troupes Impériales, surtout, ces réfugiés n'étant composés que de fragmens de différens corps, et n'y ayant d'entier que le régiment de Berchiny. Le général quitta avec beaucoup de regrets les compagnons chéris de ses travaux et de ses infortunes, le 8 au soir; il semblait pressentir qu'il ne retournerait plus avec eux. Il arriva le 9 au matin à Mons, où il trouva le prince de Cobourg, prêt à se rendre au quartier général de Boussu. Il alla l'y trouver, traita encore quelques affaires, et s'installa le soir même à l'abbaye de St. Ghislain.

Le 10 au matin, on apporta au général une proclamation du prince de Cobourg, datée

du 9, qui anéantissait entièrement celle du 5, et spécifiait expressément qu'il allait opérer pour le compte ds son souverain, et qu'il s'emparerait, à titre d'indemnité et de conquêtes, de toutes les places qu'il pourrait prendre.

Cette proclamation, ainsi que la première, sont des pièces authentiques, connues de tout le monde. Les émigrés ont eû l'imprudence de se réjouir de la seconde, et de critiquer amèrement la première. On leur demanderait: *Etes-vous Français?* Mais laissant à part l'influence des passions, qui aveuglent presque tous les hommes, et que ressentent aussi les gouvernemens, intéressés dans cette guerre, qui ne ressemble à aucune autre, il n'est que trop vrai que cette seconde proclamation, en privant le parti du général Dumouriez de tout moyen de ralliement, et en faisant voir dans les Puissances belligérantes, des conquérans avides, a réuni tous les Français armés, à la Convention Nationale, que la plus grande partie abhorrait; a fait disparaître la cause de la royauté devant le danger de la patrie; leur a montré dans la défense de la *République*, le salut de la France; les a ralliés sous le point

de vue de l'honneur national, et a certainement nui au succès de la première campagne, et rendu le sort de la guerre très-incertain.

Cette seconde proclamation avait été donnée au retour du congrès d'Anvers, en conséquence de ce qui y avait été arrêté entre les ministres des puissances coalisées. Le général vit alors que son traité était entièrement rompu, et sans chercher à réclamer inutilement sur ce changement subit, qu'il jugeait être irrévocable; il ne consulta que son caractère et ses principes, et il se sacrifia.

Il se rendit sur le champ au quartier général, et dit franchement au prince de Cobourg, qu'il venait le remercier des bontés personnelles qu'il lui avait témoignées; qu'il voulait continuer à mériter son estime; que lorsqu'il s'était lié avec lui par un traité, ce n'avait été que pour opérer la régénération de la France, et non pas son démembrement; qu'il n'entrait dans aucune discussion sur les motifs des puissances coalisées qui ne le regardaient pas; mais que lui personnellement ne croyant pas pouvoir coopérer à la diminution du territoire Français, et y employer, ou son influence, ou ses médiocres talens, il se croyait obligé

de se retirer, et qu'il le priait de lui accorder un passe-port.

Le prince de Cobourg ne put que donner des éloges à cette délicatesse. L'archiduc Charles lui témoigna la même estime, ainsi que le colonel Mack, et le général partit pour Bruxelles. Il ne doute point qu'après une variation aussi forte dans les principes de la négociation qui avait eû lieu, après un désaveu aussi formel de la première proclamation, les Impériaux ne dussent être embarrassés de sa présence, qui devenait au moins inutile, et ne vissent avec grand plaisir le parti qu'il prenait de s'éloigner; mais il ne leur laissa pas le tems de cette perplexité, et sa résolution fut prise sur le champ.

Au reste avant de partir, il eut le plaisir de s'assurer la confirmation du sort de ses camarades; ils sont bien traités, et employés dans l'armée Impériale, où certainement ils soutiendront leur réputation.

Arrivé à Bruxelles, il expliqua ses motifs au comte de Metternich, ministre plénipotentiaire des Pays-Bas, dont il reçut l'accueil le plus amical, et il prit un passe-port pour l'Allemagne.

C'est ici que finissent les mémoires de la vie publique du général Dumouriez. A l'époque du 11 Avril, il est rentré dans la classe commune; le reste de son existence est une Odyssée fort agitée, fort traversée, fort persécutée, accompagnée de dangers, de calomnies de toute espèce, dont il rendra peut-être compte un jour au public, non pas pour servir à l'histoire des nations, mais à celle de la vie humaine. Cette Odyssée ne peut intéresser que ses vrais amis, et il en a très-peu; ou les vrais philosophes, et ils sont très-rares.

CHAPITRE XV.

Conclusion.

TEL est le tissu des évènemens des trois plus terribles mois que présente la vie entière du général Dumouriez. Dans ce court espace de tems il a éprouvé tous les désagrémens et tous les dangers que la foiblesse et la méchanceté des hommes peuvent accumuler contre un homme en place. La calomnie et l'injustice forment la bordure de ce tableau rembruni, qui peut servir de leçon aux hommes de toutes les classes, et que sa philosophie lui représente avec des consolations puisées dans sa conduite même, et surtout dans ses motifs. Il ne hait, ni ceux qui l'ont calomnié, ni ceux qui ont ordonné son assassinat, ni ceux qui lui refusent un azyle, et dont la haine, peu généreuse et mal raisonnée, le poursuit. Les uns ignorent la vérité des faits, que leur singularité rend facile à altérer. Les autres sont mûs par un fanatisme, qui n'admet aucun raisonnement. Les troisièmes, sont animés par

l'impression de la calomnie, et ils le croyent un homme dangereux.

Le ministres des cours étrangères ont répandu, d'après les émigrés, qu'on devait se méfier de lui, et qu'on ne pouvait jamais s'assurer qu'il ne retournât pas se mettre à la tête des Français. Sa proscription et ses trois proclamations auraient dû être un garant suffisant de sa stabilité; ces trois pièces lui ont fait des ennemis par la mauvaise interprétation qu'on a donnée à ses expressions.

Il déclare qu'il aime toujours passionnément sa patrie, et qu'il ne balancerait pas à sacrifier sa vie pour elle; mais il déclare en même tems que tant qu'elle sera souillée de crimes, et livrée à l'anarchie, il ne veut jamais y rentrer; qu'errant et proscrit, il préfère ses dangers et ses peines à toute place, qui le rendrait, ou l'oppresseur de ses compatriotes, ou le complice de leurs excès.

Il a été très-franchement l'ennemi des puissances qui ont voulu se mêler des affaires de sa patrie, pendant qu'il a été ministre et général; parce qu'il était très-intimement persuadé que la révolution, si nécessaire, se fût consommée sans crimes et d'une manière glorieuse,

si les suggestions étrangères, et l'appui donné aux émigrés, n'avaient pas irrité une nation impétueuse, et ne l'avaient pas poussée au-delà des bornes. Depuis que la licence et l'anarchie ont tous perdu en France; il a voulu s'appuyer des mêmes puissances étrangères pour rétablir l'ordre, mais sans nuire à sa patrie, et en ménageant sa gloire et ses intérêts.

Lorsqu'il a vû que cela était devenu impossible, il a combiné un projet de diversion, dans lequel il a crû qu'il pouvait servir utilement, et sa patrie, et la cause de la paix universelle. La méfiance, ou d'autres raisons, ont empêché qu'il ne fut écouté. Il gémit de la prolongation des maux de l'humanité, il désire impatiemment la fin de cette affreuse guerre, sans prévoir comment elle se terminera; car rien de ce qui se passe à présent en Europe, relativement à la France, ne peut être calculé d'après les règles de l'art, de la prudence et de la politique.

On a dit, qu'il avait d'abord été corrompu par l'argent des Hollandais patriotes, et qu'ensuite il a vendu au prince d'Orange la liste des principaux conspirateurs. Cette absurde calomnie se trouve dans un ouvrage allemand

sur la révolution française : intitulé *Minerva*, estimé par son style. L'auteur a été certainement trompé, ainsi que sur d'autres circonstances de la vie publique du général Dumouriez, que l'amour du merveilleux a toujours fait peindre trop en grand, et trop en noir. Il déclare qu'il n'a jamais eû la liste des patriotes Hollandais; qu'il n'a connu qu'une très-petite partie de ceux réfugiés en France, parce qu'ils composaient le comité révolutionnaire Batave à Anvers; qu'il ne sait aucun des noms de ceux qui peuvent avoir les mêmes opinions en Hollande; qu'il n'a jamais eû aucune communication, ni avant, ni depuis, avec le parti du Stathouder; qu'il est même impossible qu'il en ait existé une, puisque cette cour ne lui a jamais pardonné le manifeste qui a précédé son expédition de la Hollande; qu'il n'a point reçu d'argent; qu'il est pauvre et qu'il s'en glorifie.

Il terminera ces mémoires par des observations sur les trois classes d'émigrés Français. Les étrangers sont étonnés qu'ils ne se réunissent pas dans l'infortune, parce qu'ils ne connaissent pas leurs caractères distinctifs. Leur schis-

me leur fait un grand tort, mais il est presqu'irrémédiable.

La première classe, dont les princes de la maison de Bourbon sont les chefs, est composée de l'ancienne cour, des grands ecclésiastiques, des parlemens et de la haute finance. Ils ont entraîné par séduction, et par les excès des Jacobins, la petite noblesse, pour se donner une force militaire. Cette classe est purement royaliste; elle soutient et désire la monarchie absolue, ou le despotisme; elle regrette les anciennes institutions et leurs abus, qui ne peuvent plus reparaître, parce qu'un nouvel ordre de choses a rendu la France méconnaissable, et demande nécessairement une nouvelle constitution morale et politique, pour rétablir sur le bonheur public, la sûreté du gouvernement, et la confiance des peuples.

La seconde classe, dont la Fayette était le chef apparent, est composée des monarchistes constitutionnels, qui désirent une grande réformation, ou plutôt une rénovation totale dans les principes et les formes du gouvernement, la plûpart ayant travaillé dans la première Assemblée Nationale, au grand œuvre de la constitution, acteurs, ou victimes des cabales

Parisiennes, mais surtout des fureurs de la secte des Jacobins; payant bien cher la propagation des principes qu'ils ont établis sans modification, la liberté et l'égalité; qui adoptés dans un sens trop matériel, et poussés à l'excès par le peuple, ont amené la subversion de tous les Etats, et l'anarchie.

La troisième classe, qui n'est divisée de la seconde que par une nuance, qui tient à l'époque de sa sortie, est composée des militaires qui ont suivi le général Dumouriez, et tous les nobles privés de toute fonction publique à cette occasion, qui ont pû s'échapper de France. Cette classe comprend aussi les membres de la Convention Nationale, qui ayant eu le courage de vôter pour le salut de Louis XVI, et contre tous les excès qui ont été la conséquence de sa mort, et ayant consigné leur vœu dans une protestation, ont eû le bonheur de fuir.

La première classe, la plus nombreuse, la plus brillante, la plus répandue en Europe et dans les cours, dont elle reçoit communément des égards, quelquefois des petits secours insuffisents et de grandes promesses, et le plus souvent des humiliations et des capri-

ces, intolérante envers les deux autres, ne fait, dans sa présomption peu éclairée, aucune différence entre elles et la secte des Jacobins. L'emprisonnement illégal de la Fayette ne lui inspire pas la moindre indulgence pour cet infortuné général. Mais elle montre surtout la plus grande haine contre le général Dumouriez; elle a mis une activité étonnante à le calomnier, à augmenter ses dangers, et à le priver de l'asyle qu'on lui refuse partout.

Cette classe a conservé toute sa fierté et ses prétentions. Elle veut tout, ou rien. Le moindre succès des armées combinées, fût-il même peu conséquent, lui inspire une joye bruyante; elle fait éclater alors, devant les étrangers scandalisés, des projets de vengeance et d'ambition personnelle; si les opérations se rallentissent, alors elle se croit trahie, elle éclate en plaintes indiscretes, tantôt contre le roi de Prusse et ses généraux, tantôt contre ceux de l'Empereur. Toujours extrême, et toujours désobligeante pour les nations, qui l'observent froidement, et qui jugent, sur les apparences, peut-être trop sainement qu'il n'entre que de l'égoïsme dans tous ses mouvemens, elle a l'air de croire que l'Europe en-

tière n'est armée que pour elle, et qu'une fois rentrée en France, où elle ne reconnaîtrait plus rien, pas même la trace de ses châteaux démolis, elle va retrouver ses hôtels, ses petites maisons, ses aises, ses valets, ses clients, et surtout son pouvoir et son crédit.

Son intolérance pour les deux autres classes d'émigrés empêche tout rapprochement, qui serait si essentiel dans leur position malheureuse, ne fût-ce que pour s'attirer la considération et la compassion des peuples, chez lesquels elles sont réfugiées, ou errantes. Il est cependant dans cette classe quelques exceptions de personnes raisonnables, entraînées par leur sort, ou par les préjugés de leur naissance, qui condamnent ces excès, mais elles sont peu écoutées. Cette classe est encore divisée, en elle même, en factions, aussi actives en intrigues, en brouilleries, en jalousies, que lorsqu'elle existait à Versailles, ou à Paris. C'est une cour ambulante, qui n'a rien perdu de son jeu, quoique privée de sa stabilité.

Il entre plus de modération et de raisonnement dans les deux autres classes d'émigrés, et les rapprochemens sont très-faciles. La Fayette

et Dumouriez, s'ils se rencontraient autre part qu'en prison, s'entendraient bien vite, et toutes les nuances qui les ont rendus ennemis, faute, peut-être d'explication, s'adouciraient et s'effaceraient entièrement devant le grand intérêt de leur patrie, et la communauté d'infortunes. Car ces deux chefs et ces deux classes, ont voulu la liberté de leur patrie et la réforme des abus. Ils ont soutenu avec constance cette noble cause de l'humanité, et s'ils ont différé sur les moyens, ce n'est qu'une variété, qui ne détruit pas le principe.

Le général Dumouriez déclare aux émigrés de toutes les classes, que le sort, ou les opinions ont conduit à l'exil, que ce n'est que par une réunion bien cimentée qu'ils acquerront une considération, qui peut seule améliorer leur sort à la fin de cette guerre, soit qu'ils parviennent à rentrer dans leur patrie, soit qu'ils doivent y renoncer pour toujours. Que l'avantage qui résulte de l'infortune doit être d'épurer l'ame, et de ramener aux vertus énergiques. Qu'il est tems de renoncer à la langue des préjugés, parce qu'on ne l'entendrait plus en France; que cette contrée

est plus différente de la France de 1788, que de l'état des Gaules du tems de Jules-César; qu'il change même encore tous les six mois; et que malheureusement, les Jacobins sont plus conséquents dans la gradation de leurs excès, que les émigrés, qui ne se donnent pas la peine d'étudier les progressions du génie national, bâtissant tous leurs projets sur l'état de la France, au point où ils l'ont laissée à leur départ.

Leur position malheureuse peut durer encore longtems; elle peut même devenir irrémédiable dans le malheur; il faut toujours supposer l'extrême, pour ne pas être trompé par l'espérance. S'ils ne se corrigent pas, s'ils continuent à développer de l'orgueil, de l'étourderie, de l'imprévoyance et de la discorde entr'eux-mêmes, ils fatigueront bientôt les nations qui les tolèrent, et à qui cette guerre doit dans maintes occasions donner de l'humeur; ils n'auront point préparé leur ame, soit à soutenir le retour de la fortune, soit à supporter une infortune plus décidée; dans la première position, il abuseront de leur retour en France, et ils en seront chassés encore plus irrévocablement que la première

fois; dans la seconde, ils seront les plus malheureux hommes de la terre.

L'exil, ainsi que toutes les autres positions de la vie humaine, a ses avantages : il nous présente des objets de comparaison, dont nous n'aurions jamais eu d'idée; il nous donne des lumières; il developpe notre énergie par des privations; il nous rend indulgens et sociables; il établit entre nous et nos hôtes une expansion de sensibilité et de bienfaisance. L'homme droit, sage et réfléchi rapporte de ce pélérinage forcé une somme de vertus mâles et douces, qui le rendent plus propre à servir sa patrie, et le conduisent à une philanthropie universelle, qui diminue les terribles effets de l'égoïsme national.

Le général Dumouriez leur donne encore un autre avis, qu'il prend pour lui-même, c'est d'être indulgent envers ses compatriotes, et de ne pas avilir toute la nation par des plaintes trop générales. Il est au moins imprudent de traiter de rebelles vingt millions d'hommes qui s'élèvent contre cent mille personnes. Ces vingt millions font une majorité si immense, que ce sont les cent mille qui peuvent être appellés rebelles. Les émigrés de

toutes les classes, s'ils aiment leur patrie, si, par conséquent, ils sont dignes d'y rentrer, dans la crainte que l'anarchie ne produise la subversion totale et le démembrement de l'empire Français, doivent haïr franchement les cinq ou six cents scélérats qui égarent cette nation, estimable à tant d'égards, et qui la jettent au-delà des limites raisonnables de la vraie liberté, du vrai patriotisme, de l'égalité possible, et des moyens de bonheur et d'ordre public ; mais ils doivent conserver, et plus encore dans l'infortune, un amour propre national, qui assigne leur rang dans la société.

Ils ne doivent jamais calomnier la généralité de la nation ; ils doivent plaindre les Français qui sont aveuglés, et conduits par la route du crime à tous les excès. Mais il est encore un côté consolant pour le vrai Français ; il voit, au travers de cette anarchie, un grand courage, et une grande franchise d'opinion. Avec ces qualités, les Français peuvent revenir de leurs erreurs ; mais c'est par des raisonnemens forts, et non par des injures, qu'on doit et qu'on peut les ramener. Que ceux d'entre les émigrés que leur position, leur réputation, ou leurs lumières, peuvent un jour appeller

à rétablir l'ordre en France, se ménagent avec soin les moyens de régénérer les opinions, en sacrifiant en ce moment leur ressentiment, de quelqu'espèce, et quelque juste qu'il puisse être, et en n'injuriant pas tout le peuple Français. On peut obscurcir ses qualités, mais elles ne disparaîtront jamais entièrement. Les crimes appartiennent à des particuliers, l'énergie appartient à la nation entière.

Les annales de l'univers ne présentent pas une nation attaquée par plus d'ennemis à la fois; moins effrayée de ces apprêts foudroyans; résistant par-tout avec plus d'opiniâtreté. La campagne dernière, qui devait les écraser, n'a fait que développer un grand ensemble de courage; et s'ils succombent dans le cours de la campagne prochaine, ils seront conquis, mais ils ne seront pas avilis. Les émigrés ont le plus grand intérêt à ce que les Français ne soyent pas méprisés; et tout ce que leur nation perdrait d'estime réelle en Europe, serait en diminution d'intérêt pour eux. Ils ont déjà commis, pendant deux ans, une grande erreur, en peignant aux puissances étrangères les armées françaises comme lâches et incapables de résistance. Cette erreur, qui a été

funeste aux Prussiens, a ôté toute confiance dans les rélations des émigrés. Il ne faut plus commettre une faute aussi dangereuse.

La nation Française, prise collectivement, sera toujours estimable. Elle est affectée à cette époque d'une forte maladie morale, dont les affreuses convulsions ne la rendent que plus dangereuse. Les étrangers peuvent y employer le fer, mais les émigrés ne doivent se présenter qu'avec les calmans de la raison, puisqu'ils peuvent d'autant moins espérer, de mois en mois, de semaine en semaine, de rétablir l'ordre des choses, qui les a chassés de leur patrie.

Ce conseil n'est point dicté par une lâche condescendance, par l'intérêt personnel, ou par l'ambition. Le général Dumouriez déclare, et ses Mémoires le prouveront, qu'il désapprouve l'état actuel de la France; qu'il n'y voit que la subversion de tout principe raisonnable, et l'impossibilité de produire le bonheur public; il déclare, qu'il ne se pliera jamais à cet ordre de choses; qu'il préfère la vie errante, la proscription, la misère, l'exil, à son rétablissement dans sa patrie, s'il doit être acheté par le sacrifice de ses principes

moraux ; mais il déclare aussi, qu'il aime ses compatriotes, et que dût-il expirer sous les poignards de leur délire, son dernier soupir serait une plainte sur leur erreurs, et un vœu pour sa patrie !

FIN.

PRÉCIS
DE LA VIE
DU GÉNÉRAL DUMOURIEZ;

Extrait d'une lettre à un de ses amis.

.... Laissons à présent, mon cher ami, ces idées métaphoriques, trop sublimes pour être longtems soutenues dans une lettre, et voyons ce qui résulte de ces principes. C'est que nous devons, dans notre état, faire le plus de bien qu'il est possible, être bons, mais sur-tout justes. Nous ne devons pas nous arrêter à l'opinion des hommes, et nos actions ne doivent pas être gouvernées par le *qu'en dira t-on*. C'est sur-tout dans les grandes agitations des peuples, dans les révolutions des empires, que ce principe doit être soutenu avec fermeté. C'est alors qu'il faut se servir de tous ses talens, pour sauver sa nation, de tout son génie, pour lui représenter les dangers de ses excès, et de toute sa force, pour

s'arrêter au bord du crime, et ne pas y tomber. On est haï et persécuté par tous les partis, parce que tous sont entraînés par des passions violentes, et parce qu'on n'en a flatté aucun. Alors on se console, en pensant qu'on a toujours fait ce qu'on a cru son devoir, les persécutions ne paraissent plus qu'un mal d'aventure; qu'on supporte avec courage, parce qu'ils auront une fin, et le pélérinage s'achève.

L'histoire vient toujours par la suite réplacer l'homme vertueux dans son vrai point de vue. J'ai eu, sans contredit, une grande gloire militaire; mais ne pouvant pas l'effacer, mes contemporains cherchent à l'obscurcir, en me dépeignant comme un homme sans principes, sans mœurs, sans foi. Ils cherchent à m'écarter du théâtre du monde, pour faire briller des acteurs médiocres. Je m'abonne à rester spectateur dans un coin du parterre; mais je ne veux pas descendre de dessus la scène avec opprobre. C'est ce qui m'a engagé à deux démarches décisives: la première a été de composer très-vite, et de donner au public les Mémoires qui justifient les derniers actes de ma vie publique, qui sont ceux qui prêtent le plus à la calomnie.

La seconde eſt, de courir me livrer moi-même à l'empereur, auprès duquel on m'a noirci par les impoſtures les plus groſſières, dès que j'ai appris qu'il avait donné des ordres pour m'arrêter. Cette démarche n'eſt pas dans les règles ordinaires de la prudence; mais la vertu a une autre marche et d'autres calculs. Voici les miens: 1°. Cette démarche franche doit faire penſer à l'empereur que je ne me sens pas coupable, et doit faire taire ses préventions, pour n'écouter que sa juſtice. 2°. On le dit juſte; je le crois: il doit être flatté de la confiance que je lui témoigne, et par conséquent, il doit m'être favorable. 3°. Ou il me produira les chefs d'accuſation qu'on lui a préſentés contre moi, alors je les confondrai; ou il me privera de ma liberté sans m'entendre. Dans le premier cas, sur-tout mes Mémoires paraiſſant dans l'intervalle, je rentrerai sur la scène du monde d'une manière plus utile pour ma patrie et pour l'humanité, parce que j'aurai acquis la confiance du monarque qui eſt le plus intéreſſé au rétabliſſement de l'ordre. Dans le second cas, je ne serai plus chargé que de moi-même; je souffrirai, je m'épurerai, je mourrai. L'hiſtoire de ma vie

vengera ma mémoire. La confiance trahie et l'injuſtice retomberont sur mes perſécuteurs, et l'empereur lui-même me regrettera.

J'aurai le mois prochain cinquante-cinq ans. Vaut-il la peine de se cacher honteuſement pour épargner quelques jours écoulés dans l'amertume, le mal-aiſe et l'opprobre?

Voici en peu de lignes l'esquiſſe de ma vie, qui pourra servir de supplément à mes Mémoires, si on ne me laiſſe pas le tems de les achever. Né à Cambray, en 1739, dans un état médiocre, quoique noble, d'un père très-savant et très-vertueux; ayant reçu une éducation très-rigoureuſe et très-étendue, j'ai embraſſé la profeſſion des armes à dix-huit ans, en 1757. Je m'y suis diſtingué sur le champ. A vingt-deux ans j'avais reçu la croix de St. Louis et vingt-deux bleſſures.

La paix s'eſt faite en 1763; je me suis mis à voyager, pour étudier les langues et les mœurs des peuples; car la morale a toujours été ma principale étude. Les émigrés ont imprimé que j'étais eſpion du miniſtère de France. Je suis perſuadé que les *marquis* de Tarente et d'Athènes en auraient dit autant de Pytha-

gore et de Platon, s'il s'étaient trouvés dans la même position que moi.

En 1768 j'ai été rappellé d'Espagne, et envoyé en Corse dans l'état-major de l'armée; j'y ai été élevé au grade de colonel, après avoir fait glorieusement les deux campagnes de 1768 et 1769.

En 1770, le duc de Choiseuil m'a envoyé en Pologne, comme ministre, auprès des confédérés; j'y ai fait deux campagnes en chef, et de grandes négociations, avec des succès très-variés. Comme les mesures des Polonais étaient mal prises, leur révolution a mal tourné, et la Pologne a été partagée.

En 1771, le marquis de Monteynard, ministre de la guerre, m'a employé à des travaux sur les ordonnances militaires. A la fin de la même année, par ordre exprès de Louis XV, ce ministre m'a donné une mission relative à la révolution de Suède. Cette mission, sur laquelle j'avais reçu les ordres directement du roi même, était ignorée du duc d'Aiguillon, ministre des affaires étrangères, qui m'a fait arrêter à Hambourg, et conduire à la Bastille en 1773. Louis XV, faible par caractère, obsédé par la Dubarry, sa maîtresse, et par le

ministre tout puissant, disgracia le vertueux Monteynard, cacha la part qu'il avait à ma mission, et me laissa tout le poids d'un procès criminel, que le duc d'Aiguillon, se doutant de la vérité, n'osa pousser à bout. Je refusai les offres et l'amitié de ce maire du palais, que je n'estimais pas. Au bout de six mois, je fus exilé au château de Caën pour trois mois.

Louis XV mourut en 1774; d'Aiguillon fut disgracié. Je ne voulus pas reprendre ma liberté par le bénéfice de la lettre de cachet du feu roi; j'écrivis à Louis XVI, pour le prier de me faire transférer à la Bastille et de me donner de nouveaux juges. Le roi ne voulut pas me remettre en prison, on me donna pour juges trois ministres, Mrs du Muy, de Vergennes et de Sartines, qui déclarèrent et signèrent, que j'avais été injustement persécuté. Je fus sur le champ employé dans mon grade de colonel, envoyé à Lille pour les nouvelles manœuvres militaires que le baron de Pirsch avait apporté de Prusse. On me chargea aussi de l'examen d'un projet de redressement de la Lys, et d'un projet de port dans la Manche à Ambleteuse. Je passai à ces différens travaux la fin de 1774, et toute l'année 1775.

En 1776, je fus envoyé commiſſaire du roi avec le chevalier d'Oiſy, capitaine de vaiſſeau, et le maréchal de camp la Rozière, un des plus habiles ingénieurs militaires de toute l'Europe, pour le choix d'un emplacement sur les côtes de la Manche, pour la conſtruction d'un port. Je paſſai 1777 à la campagne, à vingt-quatre lieues de Paris. C'eſt la seule année de repos de ma vie. Mais à la fin de cette année, je fus rappellé par M. de Montbarey, miniſtre de la guerre, à l'occaſion de la guerre de l'Amérique, que j'avais prédite.

En 1778, je fis rétablir pour moi le commandement de Cherbourg, que je trouvais le point le plus favorable pour nous créer un port dans la Manche. Aidé par le zèle, l'activité et le crédit du duc d'Harcourt, gouverneur de la province; je fis décider en faveur de Cherbourg le procès qui durait depuis cent ans entre ce local et celui de la Hougue, pour la confection d'un port militaire. Depuis cette époque jusqu'en 1789, j'ai été occupé des travaux de ce port, et je n'ai été que trois fois à Paris. Cherbourg n'avait que sept mille trois cents habitans quand j'y suis arrivé, je l'ai laiſſé peuplé de près de vingt mille ames.

Les émigrés, après avoir dit que j'étais espion des ministres pendant que je voyageais, ont aussi imprimé que j'étais un intriguant des bureaux de la guerre, quoiqu'en douze ans je n'aye pas passé, en différens voyages, six mois à Paris, et que j'aye très-peu fréquenté Versailles.

Récapitulons. Vingt-deux blessures à la guerre, six campagnes en Allemagne, deux en Corse, deux en Pologne, des commissions importantes, la création d'une ville et d'un port militaire, vingt ans de voyage en Europe, l'étude des langues, de la politique et de l'art militaire. Je souhaite qu'il se forme en France beaucoup de pareils espions et de pareils intriguans. Si les hommes, que leur naissance, leurs richesses, leurs places, appellaient à soutenir la gloire et le bien être de leur patrie, s'y fussent rendus propres par les mêmes travaux et les mêmes études, on n'aurait pas eû besoin de la révolution, ou elle se serait mieux faite. Je n'y gagnais rien personnellement. J'étais au centre des maréchaux-de-camp, sûr d'être bientôt lieutenant-général, cordon rouge, et employé à la guerre. Mon traitement, ou mes pensions, montaient à vingt mille francs, qui me suffisaient. Mais

je voyais la France déshonorée au-dehors, ruinée au-dedans. Depuis longtems je prévoyais l'éclat fâcheux de cette crise; j'en avais plusieurs fois averti, par des mémoires, très-sérieux ceux des ministres que j'estimais.

Enfin en 1789 la révolution a commencé; je l'ai rendue douce et raisonnable dans la partie où je commandais; j'ai fait punir de mort légalement à Cherbourg les excès de la populace, sans que le peuple pût m'accuser d'attenter à sa liberté. Les commandans, mes confrères, auraient rendu un bien grand service à la nation, s'ils avaient joint la même fermeté au même discernement. Les commandemens militaires ont été bientôt supprimés; alors je me suis rendu à Paris, où j'ai étudié pendant deux ans la marche de la révolution. La fuite des princes avait déja fait bien du tort au roi. J'ai prévu que le *veto* lui serait innutile, et occasionerait sa perte; je m'y suis opposé autant que le pouvait un particulier, qui n'était point du nombre des législateurs.

En 1791, j'ai été chargé du commandement militaire depuis Nantes jusqu'à Bordeaux. A mon arrivée, on avait la guerre de religion dans la Vendée; on y brûlait des châteaux:

j'y ai tout sauvé, tout appaisé, jusqu'au mois de Février 1792, que j'ai été appellé à Paris, nommé lieutenant-général et ministre des affaires étrangères.

On me reproche d'avoir fait déclarer la guerre : je prouverai qu'elle était inévitable, qu'elle existait même déja. Au reste, mon opinion a été toute entière pour cette déclaration ; celle du roi était la même ; non seulement il a approuvé le rapport que j'ai lu à l'Assemblée nationale, qu'il a eu trois jours dans ses mains, mais il y a fait des corrections, et il a composé lui-même son discours. Au bout de trois mois, brouillé avec toutes les factions, voulant que le roi eut de la dignité dans son conseil, et gouvernât constitutionellement, j'ai changé le ministère, à condition que le roi sanctionnerait deux décrets que je voulais faire tourner à son utilité : dès-lors je voulais me retirer : il ne l'a pas permis : j'ai changé de ministère par son ordre, j'ai pris celui de la guerre. Mais, voyant aussi-tôt que la cour m'avait trompé, et que le roi refusait sa sanction, je n'ai pas voulu être l'agent d'une intrigue ; j'ai prédit à l'infortuné Louis et à son épouse tous leurs malheurs, et au bout

de trois jours j'ai donné ma démiſſion. Je n'ai point été chaſſé comme les émigrés l'ont imprimé; j'ai quitté ma place malgré les instances de Louis; il a été deux jours sans vouloir agréer ma démiſſion, et nous avons mêlé nos larmes en nous ſéparant.

Depuis lors j'ai fait la guerre avec des succès brillants. Si les Français avaient montré autant de ſageſſe et de vertu, qu'ils ont eu de bonheur, la paix serait faite depuis longtems; Louis vivrait; la nation ne serait pas souillée de crimes et eſclave de l'anarchie; la France serait heureuſe et glorieuſe avec sa conſtitution et son roi.

Tel eſt le tableau rapide de mon exiſtence; il supléera à ceux de ma vie entière, si on ne me laiſſe pas la faculté de les achever, et de les donner au public. Adieu, mon digne ami, mon cœur eſt soulagé par cette importante lettre. J'attens ici les ordres de l'empereur et la déciſion de mon sort sans inquiétude: mon caractère, bien loin de s'affaiblir, se fortifie par les traverſes, et je serai toujours Moi.

TABLE DES CHAPITRES
DU LIVRE II.





